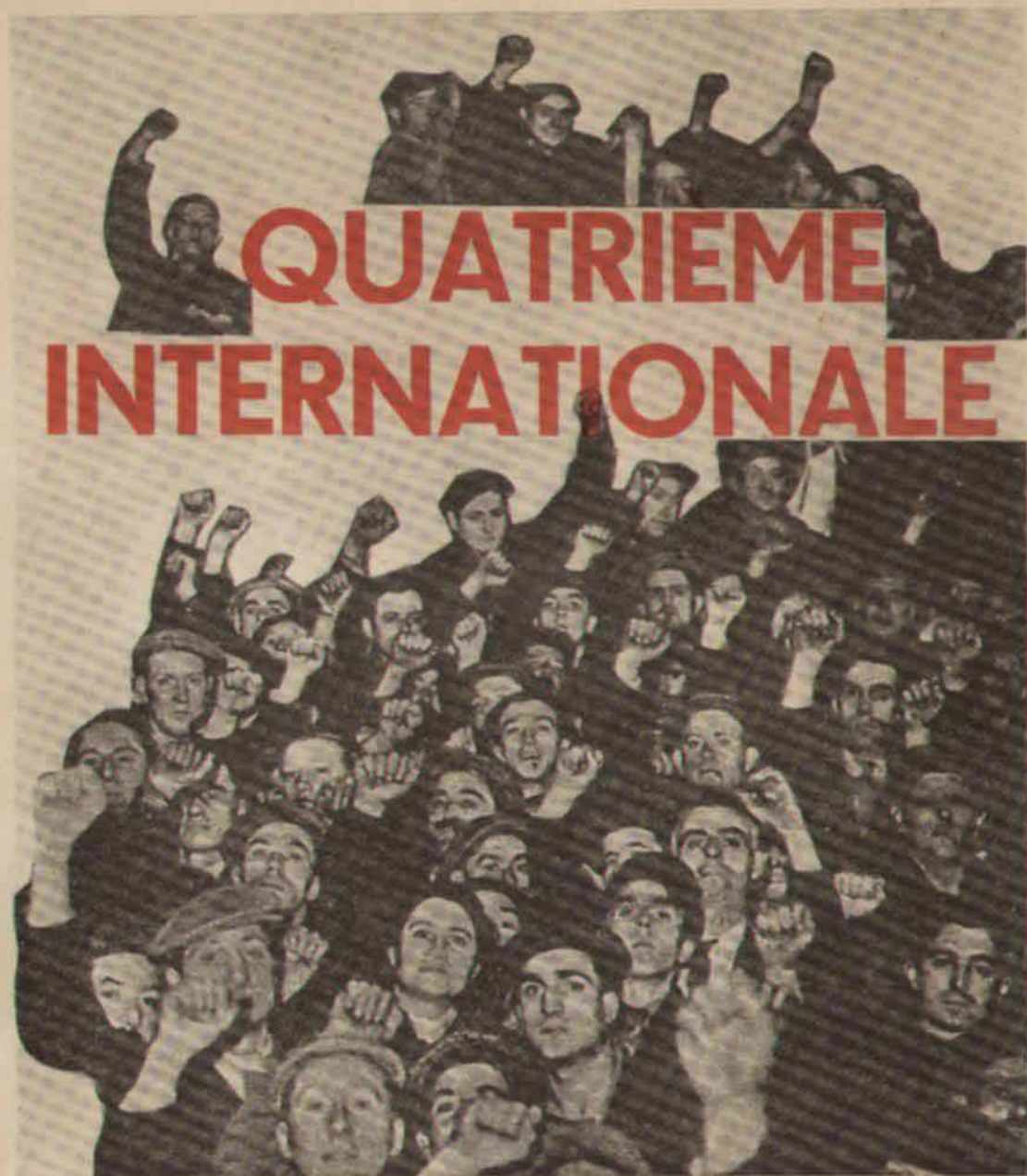


PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !



*Voici quelques-uns des « provocateurs » qui manifestaient à Clichy contre Dormoy et La Rocque. —
Le P.O.I. et la J.S.R. étaient aux côtés des ouvriers.*

3

2 francs

**MARS-AVRIL
1937**

**Clichy! - Trotsky sur les procès de Moscou -
Sur la révolution espagnole et le stalinisme -
Le Front Populaire contre l'Afrique du Nord**

QUATRIÈME INTERNATIONALE

REVUE THEORIQUE MENSUELLE DU PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE
(BOLCHEVIK-LENINISTE),

SECTION FRANÇAISE DE LA IV^e INTERNATIONALE

Abonnements. — France 1 an 20 frs; 6 mois 10 frs.
Etranger 1 an 30 frs; 6 mois 15 frs.
Compte chèque postal : Naville - 1333-80 - Paris. — 15, Passage Dubail, Paris 10^e.

NUMÉRO 3.

MARS-AVRIL 1937

SOMMAIRE. — Les massacres de Clichy (*P. Naville*). Manifeste du P.O.I. — J'accuse ! (*L. Trotsky*). — Réponse aux questions de Mme Titayna (*L. Trotsky*). — Documents pour le contre-procès de Moscou : 1^o L'affaire du Bois de Boulogne; 2^o Hrasche, « espion professionnel »; 3^o La vérité sur les témoignages de Hrasche. — Le stalinisme et le POUM dans la révolution es-

pagnole (*W. Held*). — La dualité du pouvoir dans la révolution espagnole: La question des comités (*Moulin*). — Après deux ans de « Que faire ? »: Premier bilan (*J. Rous*). — La « Vie de Lénine » de Trotsky (*Donat*). — Honte ! (*L. Trotsky*). — Publications sur le procès de Moscou. — A nos lecteurs.

SALUT A LA MÉMOIRE

de René Chrétien, Emile Mahé, Arthur Lepers, Marcel Cerratti,
Victor Mangemann

ASSASSINES LE 16 MARS 1937

par la Garde mobile et la police aux ordres de Daladier et Dormoy, du Parti
Socialiste et du Parti radical-socialiste,

et à la mémoire

DES DIX-NEUF MINEURS TUNISIENS DE METLAOUI

assassinés le 7 Mars 1937

par la Gendarmerie aux ordres de Guillon et du Gouvernement Blum
pendant que

LA ROCQUE, DE WENDEL, FINALY et Cie courent, pillent, exploitent, volent
et massacrent en liberté.

Le Prolétariat vengera les siens !

Les massacres de Clichy

Le 16 mars, plus de 10.000 travailleurs viennent manifester à Clichy contre une réunion de Croix de Feu. Blum et Dormoy ont mobilisé des contingents énormes de policiers et gardes mobiles. La foule manifeste, pacifiquement, d'ailleurs. Police et mobile tirent. Après deux heures de batailles, 5 ouvriers sont tués, plus de 300 blessés. Le chef de cabinet de Blum est blessé de deux balles. Dormoy et Blum, accouru en smoking du gala de l'Opéra, sont conspués avec violence par les travailleurs : Dormoy assassin ! Dormoy démission ! Des dizaines de barricades ont été dressées, puis décimées par la garde mobile de Dormoy et de Daladier. Thorez, accouru à l'appel du député de Clichy, Honel, n'ose dire mot. « Sales trotskystes », lance-t-il seulement aux travailleurs qui se défendent avec acharnement.

A Asnières, tout proche, des événements analogues se produisent. Sous les coups de feu des fascistes et de la police, deux travailleurs sont grièvement blessés.

Dans la nuit même du 16 au 17, la nouvelle se répand dans le prolétariat. Une émotion profonde souleva tout le prolétariat parisien à l'annonce par les journaux des massacres de Clichy. Il comprit aussitôt que c'était son avant-garde, son corps même qui avait été mitraillé par l'ordre de M. Blum. Dans la journée de mercredi (le 17), une série d'entreprises commença la grève. Les chantiers de l'Exposition furent abandonnés et de grands meetings réunis. Dans une série d'usines (Renault, entre autres), les ouvriers arrêtaient le travail, préparaient des réunions pour midi et le soir, exigeaient la grève générale et commençaient à chasser les fascistes (surtout des contre-maîtres et chefs de services). Les directions syndicales d'usines se réunirent d'urgence. Dans la soirée, l'Union régionale et le Bureau Confédéral étaient saisis de centaines de résolutions exigeant une riposte foudroyante. Mais l'objectif de la grève restait incertain — et c'est là-dessus que jouèrent les chefs réformistes pour briser le mouvement.

Dans la journée de mercredi, les mots d'ordre populaires étaient *simultanément* : Arrestation immédiate de La Rocque, des chefs de la police, etc... et « Dormoy assassin, Démission Dormoy ». Une vague de colère contre le Front populaire déferla dans les usines et dans la rue. Des manifestations s'ébauchaient un peu partout. Des journaux et tracts des organisations syndicales, des groupes ouvriers, des partis, sortaient de terre. A Clichy même, la bataille de la nuit se prolongea. Le mercredi, dans la journée, il y eut encore des bagarres avec la police.

Les dirigeants socialistes étaient désespérés. Blum, lié par son pacte avec les 200 familles, n'osait souffler mot. L'argent frais de l'emprunt dans ses caisses (8 milliards !) lui rappelait son rôle réel : il avait promis au

grand capital que la « pause » se prolongerait et que les patrons, à l'abri de l'arbitrage obligatoire et autres arifices, pourraient renforcer l'exploitation à l'usine et détruire les conquêtes de juin. La presse de droite le félicitait d'avoir su « écraser l'émeute » ; mais elle le blâmait de n'avoir pas su la prévenir. Pendant que la rue et les usines s'agitaient, les fantômes de la rue Victor-Massé attendaient les décisions de Thorez et Cie, pour les faire connaître à la haute police — qui concentrait en hâte ses forces.

Les chefs stalinien subirent à un degré extraordinaire la pression des ouvriers révolutionnaires. Pour conserver la main sur le mouvement, ils furent obligés d'esquisser des gestes et des phrases qui alarmèrent la bourgeoisie. C'est pourquoi toute la presse de droite attaqua vivement le PC. Mais après expérience, elle reconnaît encore que ses valets l'ont bien servi. S. Saille, journaliste de *La République*, très liée aux milieux Cégétistes, écrit que les communistes ont dû marcher à la grève générale pour les raisons suivantes : « une vive effervescence agite les milieux ouvriers parisiens ; pour qu'elle ne s'envenime pas, il faut la canaliser en décrétant une grève générale temporaire qui calmera les ardeurs, ou du moins les disciplinera, et qui empêchera de nouvelles violences ». Raynaud, agent stalinien à la tête des syndicats de la nouvelle RP, déclare à *Ce soir* (vendredi 19) : « Dans la journée d'hier, des grèves éclataient un peu partout, spontanément, de façon anarchique. Elles se développaient et se généralisaient d'une façon qui pouvait donner à toutes les provocations une base d'action redoutable. Certaines de ces grèves n'ont pu être arrêtées mercredi que parce que les ouvriers ont su que l'Union départementale envisageait un mouvement général pour le jeudi. Ainsi, cette grève générale a été une grève pour le maintien de l'ordre ». — Et Raynaud dit vrai en ce qui le concerne.

Le mercredi, dans l'après-midi, Jouhaux et le Bureau Confédéral refusèrent de donner leur estampille à la grève parisienne. En effet, les ouvriers auraient interprété cette « estampille » comme une invitation à la grève nationale. Malgré cela, sous peine de voir le mouvement s'étendre hors du contrôle de la CGT, l'UD décida la grève générale pour le lendemain matin, avec reprise du travail à 2 heures. Elle insista pour que les objectifs de la grève restent limités, et faussés : une « protestation » contre la « provocation fasciste » — mais pas de mots d'ordre revendicatifs risquant de prolonger la grève, de greffer sur ce sursaut prolétarien une action d'envergure contre les multiples attaques patronales, pour le contrôle ouvrier.

La grève du 18 mars — journée radieuse anniversaire de l'insurrection parisienne de

1871 — fut d'une puissance remarquable par son unanimité, mais elle tourna court.

Tous les ouvriers avaient été avertis dans la soirée. Le matin du jeudi, pas un moyen de transport. Ceux qui n'avaient pas été avertis stationnaient. Pas de police visible, mais un service caché avait été préparé dans la nuit dans les casernes et locaux de police (les auto-mitrailleuses amenées pour la première fois place de la République, dans la caserne des Gardes républicains). Dès 7 heures du matin, les centres principaux étaient noirs de monde qui manifestait. Quelques taxis ou camions imprudemment sortis furent rapidement mis hors d'usage. Les ponts de la Seine dans la banlieue étaient barrés par des piquets massifs. En quelques heures s'improvisait une liaison et une organisation supérieure à celle de juin. Dans une série d'endroits, les ouvriers en profitèrent pour voter des résolutions liant à leur protestation contre le fascisme et la police, la volonté d'obtenir satisfaction sur tous les litiges actuels (salaires, renvois de délégués, 40 heures, etc...). Cependant, dès midi, les transports, conformément aux ordres syndicaux, reprirent partiellement, et à contrecœur. Toute la grande presse, qui avait paru (celle de gauche et de droite), parlait en faveur de l'apaisement, et tolérait la grève — pour la bonne raison qu'on ne pouvait plus l'empêcher. Les cadres réformistes et stali-niens se dépensaient pour faire « respecter les directives ». On lança les calomnies habituelles contre les « provocateurs », qui « voulaient prolonger la grève », etc... La reprise du travail marque l'emprise considérable dans la région parisienne de la CGT. Car, le PC et bien plus encore le PS subissaient un coup sérieux.

Une série d'usines lock-outèrent dans l'après-midi, parfois pour des raisons techniques. Si bien que la grève se prolongea sur une série de points. — A signaler que les cheminots ont fait grève d'une heure dans une série de services, alors que la CGT l'avait interdit.

La signification des événements de Clichy et de la grève générale est bien claire. A Clichy, la masse ouvrière dressa une immense protestation contre la politique de capitulation de Blum. C'est ce qui effraya tant le gouvernement et ses amis. Si plus de 10.000 travailleurs se rassemblèrent, ce n'était pas au fond pour mettre en l'air un petit cinéma de 300 places. C'était pour signifier à Blum, Dormoy et autres qu'il fallait en finir non seulement avec La Rocque, à Clichy et ailleurs, mais avec leurs maîtres, les grands capitalistes.

La levée de Clichy fut la première riposte du prolétariat parisien à la politique de la « pause », de la main libre aux spéculateurs, aux bandits de la finance, aux grands patrons de combat.

La Révolution française a commencé, disions-nous, en juin. Elle continue, à travers une étape inévitable : celle des combats d'avant-garde, où la masse, conduite par les meilleurs éléments de la génération de juin, con-

tinue le mouvement stoppé depuis septembre par l'appareil du Front populaire, pousse les explosions à se produire isolément, sans préparation et sans lien.

Depuis un mois, l'esprit de lutte gagnait dans les usines de la région parisienne ; cela se marquait par la formation d'ailes gauches dans les syndicats, que la direction stalinienne s'est mise à combattre avec énergie. La direction des métaux et du bâtiment édita par dizaines de milles des tracts contre les « anarchistes, doriotistes, trotskystes », mais ces attaques firent plutôt dresser les oreilles aux ouvriers. Dans les sections socialistes, dans les rangs du PC, le mécontentement croissait. Enfin, on peut résumer ainsi les raisons les plus immédiates de cette riposte ouvrière :

a) l'offensive patronale liée à la « pause ». Cette pause apparaît même aux yeux inavertis comme une trahison du programme du Front populaire. La hausse persistante des prix, les arbitrages anti-ouvriers les brimades contre les délégués ouvriers, l'absence de soutien aux chômeurs, etc...;

b) la politique étrangère de Blum contre la révolution espagnole, le blocus ;

c) la répression impérialiste aux colonies, spécialement en Afrique du Nord. La dissolution de l'Etoile Nord-Africaine, les massacres de Tunisie ;

d) l'attitude de plus en plus chiappiste de la police, l'audace croissante des fascistes, leur protection par Blum.

Or, toutes ces raisons de mécontentement n'ont pas été apaisées par la grève d'une demi-journée, mais au contraire, comme une soif ardente par une légère gorgée, exaltées.

La grève fut prolongée par des conflits nombreux dans les usines, les ouvriers ayant chassé par dizaines des éléments fascistes de la maîtrise, commençant ainsi réellement l'épuration dont MM. Blum et Thorez parlent sur les velours de la Chambre, mais dont la pensée les fait trembler à l'égal de toute la bourgeoisie si elle se réalise à l'usine ou dans la caserne. Mais au bout d'une semaine de lutte, sous la pression des traîtres qui occupent les directions syndicales, un grand nombre de ces fascistes furent réintégrés.

P. NAVILLE.

Voici le texte de l'appel du Parti Ouvrier Internationaliste qui fut diffusé dans la journée du 17 mars, et qui se trouve sous le coup des poursuites gouvernementales :

APRES LA CAPITULATION DEVANT LE MUR D'ARGENT, LA FUSILLADE

Après les mineurs de Tunisie, ce sont les ouvriers français que la police de Dormoy couche sur le pavé ! A Clichy, pour protéger La Rocque, les chiens de garde du capital assassinent impunément les travailleurs assemblés pour protester. Voilà les fruits de la « pause » !

Qui a tiré ? La police sur les ordres du ministre de l'Intérieur !

Depuis des mois, la police aux ordres de Blum-Daladier-Dormoy provoque les travailleurs, expulse les grévistes des usines, interdit les manifestations. La police reste et restera au service des 200 familles dont le gouvernement Blum se fait le serviteur.

Blum capitule devant le Mur d'Argent. En échange de sa politique de répression, les grandes banques ont donné à Blum 8 milliards pour la « défense nationale »

(c'est-à-dire pour Schneider, de Wendel et Cie). La « pause », c'est la spéculation, la hausse des prix, l'offensive des trusts qui s'enrichissent et volent les travailleurs.

Blum-Delbos renforcent le blocus de la Révolution espagnole, selon la volonté des deux cents familles et leurs laquais Doriot-La Rocque.

Blum-Daladier fait assassiner les ouvriers pour protéger La Rocque. Après avoir repris la politique de Poincaré, ils répriment comme Clemenceau.

Tous ces crimes ne doivent pas rester impunis !

Grève générale de tous les travailleurs pour des objectifs de lutte précis !

1° La libération immédiate des camarades arrêtés et l'arrêt de toute poursuite contre les ouvriers ;

2° La démission de Dormoy !

3° La fermeture de tous les locaux fascistes et dispersion des troupes fascistes par des milices ouvrières organisées.

La fusillade de Clichy doit sonner l'appel pour la contre-offensive ouvrière !

Ces mesures sont le prélude d'une puissante vague du prolétariat qui comprend que le Front populaire sabote les luttes du prolétariat et protège les fascistes.

L'heure est venue de constituer un puissant Front unique prolétarien des organisations de travailleurs.

Il faut, pour unir les travailleurs, chasser les chefs radicaux qui protègent les cadres fascistes de l'armée,

de la police, de l'administration, qui brisent la lutte et qui imposent aux chefs « socialistes » et stalinistes dociles la politique des deux cents familles. A bas les chefs radicaux !

Formez vos comités d'usines, de quartiers, de villages, de fonctionnaires, de soldats, de marins, pour arrêter et révoquer les cadres fascistes de l'usine, de la police, de l'armée, de l'administration !

Constitution de milices ouvrières de défense, unies par un comité central.

Réunion des congrès régionaux, puis nationaux, des comités ouvriers, paysans, soldats, qui briseront l'offensive des trusts et du grand capital qui préparent comme en Espagne leur 10 juillet !

Réquisition des grands journaux fascistes et bourgeois ! Arrestation des Finlay, Dreyfus, De Wendel, Patenôtre, pourvoyeurs financiers des assassins !

Expropriation sans indemnité des grands services publics (transports, mines, assurances).

A tous les travailleurs, le Parti Ouvrier Internationaliste déclare :

Seule la voie de la lutte hardie contre le grand capital, pour l'instauration du gouvernement qui ne capitulera pas, le Gouvernement ouvrier et paysan, peut vous libérer du fascisme et des trusts assassins qui manient comme des pantins les ministres du Front populaire.

Travailleurs à l'action !

Débout avec le Parti Ouvrier Internationaliste et la IV^e Internationale !

J'ACCUSE !

Réponse aux accusateurs staliniens lue au meeting de l'Hippodrome à New-York, le 6 Février 1937

Chers auditeurs, camarades et amis !

Mes premiers mots sont pour m'excuser de mon déplorable anglais. Ce n'est pas manque de bonne volonté, mais je ne peux pas faire mieux. Ma seconde parole est pour remercier le Comité qui m'a donné la possibilité de m'exprimer à votre meeting. Le sujet de mon adresse est le procès de Moscou. Je ne veux pas, même un instant, dépasser les limites de ce thème, déjà trop vaste par lui-même. Je ne veux pas faire appel aux passions, à vos nerfs, mais à la raison. Je ne doute pas que la raison se trouvera du côté de la vérité.

Le procès Zinoviev-Kamenev a provoqué dans l'opinion publique de l'effroi, de l'agitation, de l'indignation, de la méfiance, ou au moins de la perplexité. Le procès Piatakov-Radek a encore renforcé ces sentiments. Voilà le fait incontestable. Un doute sur la justice signifie, dans ce cas, un soupçon de provocation. Peut-on concevoir un soupçon plus humiliant pour un gouvernement qui semble se tenir sous le drapeau du socialisme ? Où les intérêts du gouvernement soviétique lui-même résident-ils ? Dans l'évanouissement de cette suspicion. Quel est le devoir des véritables amis de l'Union soviétique ? De dire fermement au gouvernement soviétique : il est nécessaire à tout prix de dissiper la méfiance du monde occidental vis-à-vis de la justice soviétique.

Répondre à cette question : « Nous avons notre justice, le reste ne nous intéresse pas »,

c'est se préoccuper non de l'éclaircissement socialiste des masses, mais de la politique du prestige gonflé, dans le style de Hitler ou Mussolini.

Même les « Amis de l'Union soviétique », qui sont convaincus dans leur for intérieur de la justice du procès de Moscou (et combien y en a-t-il ? Quel malheur qu'on ne puisse pas faire un recensement des consciences !), même les amis inébranlables de la bureaucratie ont le devoir de demander avec nous la création d'une Commission d'enquête autorisée. Les autorités de Moscou devront présenter à une telle commission tous les témoignages nécessaires. Il ne peut évidemment pas en manquer, étant donné que c'est sur la base des témoignages donnés que 49 personnes ont été fusillées dans le procès « Kirov », sans compter les 150 qui ont été fusillées sans procès.

Rappelons qu'en qualité de garants pour la justice des verdicts de Moscou devant l'opinion publique mondiale, deux avocats se présentent eux mêmes : Pritt de Londres, et Rosenmark de Paris, sans compter le journaliste américain Duranty. Mais qui donne des garanties pour ces garants ? Les deux avocats Pritt et Rosenmark reconnaissent avec gratitude que le gouvernement soviétique a mis à leur disposition toutes les explications nécessaires. Ajoutons que c'est à une époque bénie que le « Conseiller du Roi » Pritt a été invité à Moscou, étant donné que la date du procès

resta soigneusement cachée au monde entier jusqu'au dernier moment. Il en fut exactement de même avec Duranty au dernier procès. Le gouvernement soviétique n'a pas agi ainsi pour humilier la dignité de sa justice en ayant recours derrière la scène à l'assistance de juristes et de journalistes étrangers. Mais quand l'Internationale Socialiste et l'Internationale Syndicale demandèrent la possibilité d'envoyer leurs avocats à Moscou, ils furent traités — ni plus ni moins — d'avocats d'assassins et de la Gestapo! Vous savez, certainement, que je ne suis pas un partisan de la Deuxième Internationale ni de l'Internationale syndicale. Mais n'est-il pas évident que leur autorité morale est incomparablement supérieure à celle d'avocats à l'échine souple? N'avons-nous pas le droit de dire : le gouvernement de Moscou oublie son « prestige » devant des autorités et experts, dont l'approbation lui est d'avance acquise; ne s'amuse-t-il pas à faire du « Conseiller du Roi » un Conseiller de la Guépéou? Mais, d'autre part, il a jusqu'à présent rejeté brutalement tout examen qui supposerait des garanties d'objectivité et d'impartialité. Tel est le fait incontestable et implacable! Peut-être, toutefois, cette conclusion est-elle incorrecte? Rien n'est plus facile que de la réfuter : que le gouvernement de Moscou présente à une commission internationale d'enquête des explications sérieuses, précises et concrètes sur tous les points obscurs du procès Kirov. Et en dehors de ces points obscurs, il n'y a — hélas! — rien. C'est précisément pourquoi Moscou a recours à toutes sortes de moyens pour m'obliger, moi, le principal accusé, à garder le silence. Sous la terrible pression économique de Moscou, le gouvernement norvégien m'a séquestré. Quelle heureuse fortune que l'hospitalité magnanime de Mexico m'ait permis à moi-même et à ma femme d'atteindre le nouveau procès, non en prison, mais libre! Mais tous les rouages pour me forcer de nouveau au silence ont été remis en mouvement. Pourquoi Moscou craint-il tellement la voix d'un homme seul? Seulement parce que je connais la vérité, la vérité entière. Seulement parce que je n'ai rien à cacher. Seulement parce que je suis prêt à me présenter devant une commission publique et impartiale d'enquête avec des documents, des faits et des témoignages en mains, et à révéler la vérité jusqu'au bout. Je déclare : si cette commission décide que je suis coupable au moindre degré des crimes que Staline m'impute, je m'engage d'avance à me remettre volontairement moi-même entre les mains des exécuteurs de la Guépéou. Cela, je pense, est clair. Avez-vous tous entendu? Je fais cette déclaration devant le monde entier. Je demande à la presse de publier mes paroles dans les coins les plus reculés de notre planète. Mais si la commission établit — m'entendez-vous? — que les procès de Moscou sont une provocation consciente et préméditée, construite avec les nerfs et les os d'êtres humains, je ne demanderai pas à mes accusateurs de se

placer eux-mêmes devant le peloton d'exécution. Non, l'éternel déshonneur dans la mémoire des générations humaines suffira pour eux! Les accusateurs du Kremlin m'entendent-ils? Je leur jette un défi à la face. Et j'attends leur réponse!

*
*
*

Avec cette déclaration, je réponds en passant aux objections fréquentes de sceptiques superficiels : « Pourquoi devons-nous croire Trotsky et non Staline? ». Il est absurde de se fatiguer avec des énigmes psychologiques. Ce n'est pas une question de confiance personnelle. C'est une question de *vérification* : je propose une vérification! Je demande la vérification!

*
*
*

Auditeurs et amis! Aujourd'hui, vous n'attendez de moi ni une réfutation des « preuves », qui n'existent pas dans cette affaire, ni une analyse détaillée des « confessions », ces monologues *non-naturels*, artificiels, inhumains, qui portent en eux-mêmes leur propre réfutation. J'aurais besoin de plus de temps que le procureur — plus de cinq heures — pour faire une analyse concrète rien que du dernier procès, car il est plus difficile de débrouiller que d'embrouiller. Je ferai ce travail dans la presse et devant la future commission. Ma tâche aujourd'hui est de démasquer le vice *fondamental, originel*, des procès de Moscou, de montrer les forces motrices de la provocation, ses véritables buts politiques, la psychologie de ses participants et de ses victimes.

Le procès de Zinoviev-Kamenev était concentré sur le « terrorisme ». Le procès de Piatakov-Radek plaça au centre de la scène, non plus la terreur, mais l'alliance des Trotskyistes avec l'Allemagne et le Japon pour la préparation de la guerre, le démembrement de l'URSS, le sabotage de l'industrie et l'extermination des ouvriers. Comment expliquer cette différence criante? En effet, après l'exécution des 16, on nous dit que les dépositions de Zinoviev et Kamenev demandaient la peine de mort pour eux-mêmes! Pourquoi alors n'ont-ils pas dit un mot à propos de l'affaire la plus importante : l'alliance des trotskystes avec l'Allemagne et le Japon, et le complot pour démembrer l'URSS? Pouvaient-ils avoir oublié de tels « détails » du complot? Pouvaient-ils, eux, les chefs du soi-disant *centre* du complot, ne pas avoir connu ce qui était connu des accusés du dernier procès, gens de deuxième zone? L'énigme s'explique aisément : le nouvel amalgame fut construit *après* l'exécution des 16, durant le cours des 5 derniers mois, comme réponse aux échos défavorables de la presse mondiale.

La partie la plus faible du procès des 16 est l'accusation contre les vieux bolcheviks d'avoir noué une alliance avec la police secrète de Hitler, la misérable Gestapo. Ni Zinoviev, ni Kamenev, ni Smirnov, ni en général aucun des accusés ayant un nom politique,

n'ont avoué cette liaison : ils se sont arrêtés net devant cette extrémité de l'abaissement volontaire ! Ensuite, il serait résulté du procès que je m'étais allié avec la Gestapo, à travers des intermédiaires obscurs et inconnus comme Olberg, Berman, Fritz David et autres, dans le but formidable d'obtenir un passeport du Honduras pour Olberg, pour la somme extraordinaire de 200 dollars américains ! Toute l'affaire était trop fantaisiste. Personne ne pouvait y croire. Tout le procès était discrédité. Il était nécessaire de corriger cette erreur grossière des régisseurs, à tout prix. Il était nécessaire de combler le vide. Yagoda fut remplacé par Iéjov. Un nouveau procès fut mis à l'ordre du jour. Staline décida de répondre à ses critiques de la façon suivante : « Vous ne croyez pas que Trotsky soit capable d'entrer en alliance avec la Gestapo pour l'amour d'un Olberg et d'un passeport du Honduras ? Très bien, je vous montrerai que le but de cette alliance avec Hitler était de provoquer la guerre et le partage du monde ». Cependant, pour cette seconde production, plus grandiose, Staline manquait des principaux acteurs : il les avait tués. Dans les rôles principaux de la représentation principale, il ne peut mettre que des acteurs de second plan ! Il n'est pas superflu de noter que Staline attachait une grande valeur à la collaboration de Piatakov et de Radek. Mais il n'avait pas d'autres personnalités connues, qui, au moins grâce à leur passé lointain, puissent passer pour des trotskystes. C'est pourquoi le destin s'appesantit lourdement sur Radek et Piatakov. On abandonna la version sur mes rencontres avec les rebuts pourris de la Gestapo à travers des intermédiaires inconnus et occasionnels. L'affaire fut soudain placée sur les hauteurs de la scène mondiale ! Il n'était plus question d'un passeport du Honduras, mais du démembrement de l'URSS, et même de la défaite des Etats-Unis d'Amérique ! A l'aide d'un gigantesque élévateur, le complot grimpa en cinq mois de la boue de basse police aux sommets sur lesquels se décident le sort des nations. Zinoviev, Kamenev, Smirnov, Mratchkovsky — hélas ! — marchèrent vers leur tombeau sans connaître ces perspectives, ces alliances et ces plans grandioses. Telle est le mensonge fondamental du dernier amalgame !

Pour cacher, même légèrement, la contradiction éclatante entre les deux procès, Piatakov et Radek témoignèrent, sous la dictée de la Guépéou, qu'ils avaient constitué un centre « parallèle », par suite du manque de confiance de Trotsky en Zinoviev et Kamenev. Il est difficile d'imaginer une explication plus stupide et décevante. En réalité, je n'avais pas confiance en Zinoviev et Kamenev depuis leur capitulation, et je n'ai eu aucun contact avec eux depuis 1927. Mais j'avais encore moins confiance en Radek et Piatakov ! Déjà en 1929 Radek livra aux mains de la Guépéou l'oppositionnel Blumkine, qui fut tué silencieusement et sans procès. Voici ce que j'écrivis alors

dans le *Bulletin de l'Opposition russe*, qui paraît à l'étranger : « Après avoir perdu les derniers restes d'équilibre moral, Radek ne s'arrêtera devant aucune abjection ». Il est pénible de devoir citer des déclarations aussi brutales sur de malheureuses victimes de Staline. Mais il serait criminel de cacher la vérité pour des considérations sentimentales... Radek et Piatakov eux-mêmes considéraient Zinoviev et Kamenev de bas en haut, et dans cette auto-appréciation ils ne s'étaient pas trompés. Mais il y a plus. Au moment du procès des 16, le procureur désigna Smirnov comme « le chef des trotskystes en URSS ». L'accusé Mratchkovsky, comme preuve de sa liaison étroite avec moi, déclara qu'on ne pouvait m'approcher que par son intermédiaire, et le procureur à son tour souligna le fait. Comment alors était-il possible que non seulement Zinoviev et Kamenev, mais Smirnov, le « chef des Trotskystes en URSS », et Mratchkovsky lui aussi, n'aient rien connu des plans dont j'avais instruit Radek, ouvertement traité par moi comme un traître ? Tel est le mensonge premier du dernier procès. Il apparaît de lui-même dans une pleine lumière. Nous connaissons son origine. Nous voyons les fils dans la coulisse. Nous voyons la main brutale qui les tire.

Radek et Piatakov confessèrent des crimes effroyables. Mais leurs crimes, du point de vue de l'accusé, et non des accusateurs, n'a pas de sens. Grâce à la terreur, au sabotage et à l'alliance avec les impérialistes, ils auraient voulu établir le capitalisme en Union soviétique. Pourquoi ? Durant leur vie entière ils avaient lutté contre le capitalisme. Peut-être étaient-ils guidés par des motifs personnels : le goût du pouvoir ? la soif du gain ? Sous un autre régime, Piatakov et Radek ne pouvaient pas espérer occuper de plus hautes situations que celles qu'ils occupaient avant leur arrestation. Peut-être se sacrifiaient-ils eux-mêmes si stupidement par amitié pour moi ? Absurde hypothèse ! Par leurs actions, leurs discours et leurs articles durant les huit dernières années, Radek et Piatakov démontrèrent qu'ils étaient mes ennemis les plus âpres.

La terreur ? Mais est-il possible que les oppositionnels, après toute l'expérience révolutionnaire de la Russie, n'aient pas prévu qu'elle ne pourrait que servir de prétexte à l'extermination des meilleurs combattants ? Non, ils le savaient, ils le prévoyaient, ils l'avaient déclaré des centaines de fois. Non, la terreur ne nous était pas nécessaire. Par contre, elle était absolument nécessaire à la clique dirigeante. Le 4 mars 1929, il y a huit ans, j'écrivais : « Il ne reste plus à Staline qu'une chose : essayer de tirer un trait de sang entre le parti officiel et l'opposition. Il doit absolument lier l'opposition avec des tentatives d'assassinat, la préparation de l'insurrection armée, etc. ». Est-ce clair ? Cela a été écrit il y a huit ans et souvent répété. Rappelez-vous : le bonapartisme n'a jamais existé dans l'histoire sans fabrication policière de complots !

L'opposition aurait dû être composée de crétiens pour penser qu'une alliance avec Hitler ou le Mikado, qui tous les deux sont voués à la défaite dans la prochaine guerre — c'est ma conviction profonde ! — une alliance aussi absurde, inconcevable et dépourvue de sens, aurait pu apporter à des marxistes révolutionnaires autre chose que le déshonneur et la ruine. D'autre part, une pareille alliance — celle des trotskystes avec Hitler — était trop nécessaire à Staline. Voltaire dit : « Si Dieu n'existait pas, il aurait fallu l'inventer ». La Guépéou dit : « Si l'alliance n'existe pas, il faut la fabriquer ».

C'est une absurdité qu'il y a au cœur des procès de Moscou. D'après la version officielle, les trotskystes avaient organisé le complot le plus monstrueux depuis 1931. Cependant, chacun d'entre eux, comme sur un commandement, parlait et écrivait d'une façon, et agissait d'une autre. Bien que des centaines de personnes soient impliquées dans le complot, sur une période de cinq ans, pas la moindre trace de cela n'apparut : pas de discussions, pas de séparations, pas de dénonciations, pas de lettres confidentielles, *jusqu'à ce que l'heure des confessions générales soit arrivée!* Alors, un nouveau miracle se produit. Des gens qui avaient organisé des assassinats, préparé la guerre, partagé l'Union soviétique, ces criminels endurcis, se confessent soudain en août 1936, non devant l'évidence de preuves — non, car il n'y avait pas de preuves — mais pour certaines raisons mystérieuses, que des psychologues hypocrites considèrent comme des attributs particuliers de « l'âme russe ». Voyez : hier ils organisaient des catastrophes de chemin de fer et l'empoisonnement des ouvriers — selon des ordres invisibles de Trotsky. Aujourd'hui, ils se font les accusateurs de Trotsky et rejettent sur lui leurs pseudo-crimes. Hier ils ne rêvaient que de tuer Staline. Aujourd'hui, ils lui chantent tous des hymnes de louange. Qu'est-ce que cela : une maison de fous? Non, nous disent les Messieurs Duranty, ce n'est pas une maison de fous, c'est « l'âme russe ». Vous mentez, gentlemen, sur l'âme russe. Vous mentez sur l'âme humaine en général.

Le miracle ne consiste pas seulement dans la simultanéité et l'universalité des confessions. Le miracle, avant tout, réside en ce que d'après les confessions générales, les conspirateurs agissaient d'une façon fatale précisément à leurs propres intérêts politiques, mais extrêmement utile à la clique dirigeante. Une fois de plus, les conspirateurs dirent devant le tribunal exactement ce que les plus serviles agents de Staline auraient dit. Des gens normaux, suivant les indications de leur propre volonté, n'auraient jamais pu se conduire eux-mêmes comme l'ont fait Zinoviev, Kamenev, Radek, Piatakov et les autres. Le dévouement à leurs idées, le simple instinct de défense personnelle les aurait poussé à lutter pour eux-mêmes, pour leurs personnes, pour leurs intérêts, pour leurs vies. La seule question raisonnable

et convenable qui se pose est la suivante: *Qui a mis ces gens dans un état où tous les réflexes humains sont détruits, et comment y sont-ils parvenus?* Il y a un principe très simple de jurisprudence, qui nous donne la clé de bien des secrets : *is fecit cui prodest*; celui qui profite, celui-là est le coupable. Toute la conduite des accusés a été dictée depuis le commencement jusqu'à la fin, non par leurs propres idées et intérêts, mais par les intérêts de la clique dirigeante. Et le pseudo-complot, et les confessions, le jugement théâtral et les exécutions tout à fait réelles, tout cela fut arrangé par une seule et même main. Laquelle? Cui prodest? Qui profite? La main de Staline!

Le reste n'est qu'artifice, tromperie, bavardage futile sur « l'âme russe ». Au procès ne figuraient pas des combattants, ni des conspirateurs, mais des pantins entre les mains de la Guépéou. Ils jouaient des rôles distribués. Et le but de cette représentation déshonorante? Éliminer toute opposition, empoisonner les vraies sources de toute pensée critique, couronner définitivement le régime totalitaire de Staline.

Nous répétons : l'accusation est une provocation préméditée. Cette provocation doit apparaître inévitablement dans chaque confession des accusés, si on l'examine en regard des faits. Le procureur Vychinsky le sait très bien. C'est pourquoi il ne pose pas une seule question concrète qui pourrait embarrasser les accusés. Les noms, documents, dates, lieux, moyens de transports, circonstances de ces réunions — sur ces faits décisifs, Vychinsky jette un voile de honte, ou plus exactement un voile impudent. Vychinsky s'occupe des accusés, non dans le langage d'un juriste, mais dans le langage conventionnel d'un provocateur professionnel, dans le jargon du détresseur. Le caractère insinuant des questions de Vychinsky — joint à l'absence complète de preuves matérielles — voilà ce qui constitue le *second témoignage écrasant contre Staline*.

Mais je n'ai pas l'intention de me limiter à ces preuves négatives. Nullement! Vychinsky n'a pas démontré et ne peut pas démontrer que les *aveux subjectifs* étaient naturels, c'est-à-dire en harmonie avec les *faits objectifs*. J'entreprends une tâche plus difficile : démontrer que chacun des aveux est faux, c'est-à-dire contredit par la réalité. En quoi mes preuves consistent-elles? Je vous donnerai deux exemples. J'aurais besoin d'au moins une heure, rien que pour vous exposer les deux principaux épisodes : le pseudo-voyage de l'accusé Goltzmann pour me voir à Copenhague, afin de recevoir des instructions terroristes, et le pseudo-voyage de l'accusé Piatakov pour me rencontrer à Oslo, afin de recevoir des instructions au sujet du démembrement de l'Union soviétique. J'ai à ma disposition un arsenal complet de preuves selon lesquelles Goltzmann n'est pas venu me voir à Copenhague, et Piatakov n'est pas venu me voir à Oslo. Pour l'instant, je mentionne seu-

lement les preuves les plus simples, tout ce que la limitation de temps me permet.

Contrairement aux autres accusés, Goltzmann donna une date : le 23-25 novembre 1932 (le secret est simple : par la presse on savait quand j'étais arrivé à Copenhague), et les détails concrets suivants : Goltzmann me rendit visite par l'intermédiaire de mon fils, Léon Sedov, avec lequel, lui, Goltzmann, s'était rencontré à l'Hôtel Bristol. Au sujet de l'Hôtel Bristol, Goltzmann s'était préalablement arrangé avec Sedov à Berlin. Quant il arriva à Copenhague, Goltzmann rencontra réellement Sedov dans le hall de cet hôtel. De là ils vinrent tous deux me voir. Au moment du rendez-vous de Goltzmann avec moi, Sedov, d'après les paroles de Goltzmann, entra et sortait constamment de la chambre. Quels détails lumineux ! Nous nous sentons soulagés : enfin nous avons non seulement de vagues confessions, mais aussi quelque chose qui ressemble à un fait. Cependant, chers auditeurs, le malheur est que mon fils n'était pas à Copenhague, ni en novembre 1932 ni à aucun autre moment de sa vie. Je vous prie de bien retenir cela : En novembre 1932, mon fils était à Berlin, c'est-à-dire en Allemagne et non au Danemark, et fit de vains efforts pour la quitter afin de me rencontrer, ainsi que sa mère, à Copenhague ; n'oubliez pas que la démocratie de Weimar était déjà en train de rendre son dernier soupir, et que la police de Berlin était de plus en plus stricte. Toutes les circonstances de la procédure concernant son départ sont établies par des témoignages précis. Nos communications téléphoniques quotidiennes avec mon fils, de Copenhague à Berlin, peuvent être établies par les services téléphoniques de Copenhague. Des douzaines de témoins qui accompagnaient ma femme et moi à Copenhague à ce moment, savaient que nous attendions notre fils impatientement, mais en vain. En même temps, tous les amis de mon fils à Berlin savaient qu'il essayait vainement d'obtenir un visa. Précisément grâce à ces efforts incessants et à ces obstacles, le fait que la rencontre ne put avoir lieu est resté dans la mémoire de dizaines de gens. Ils vivent tous à l'étranger et nous ont déjà envoyé leurs dépositions écrites. Cela suffit-il ? Je voudrais le croire. Peut-être Pritt, Rosenmark et Duranty disent-ils : « Non » ? C'est qu'ils ne sont indulgents que pour la Guépéou ! Bien. Je vais faire la moitié du chemin. J'ai des preuves encore plus directes, plus immédiates, plus indiscutables. En réalité, ma rencontre avec mon fils eut lieu après que nous eûmes quitté le Danemark, en France, en route pour la Turquie. Cette rencontre ne fut possible que grâce à l'intervention du Président du Conseil français. Le télégramme de ma femme à Herriot, daté du 1^{er} décembre, la veille de notre départ du Danemark, a été conservé, de même que les instructions télégraphiques données au Consulat français à Berlin, le 3 décembre, d'accorder immédiatement un visa à mon fils. Quelque temps, j'ai craint que les agents de

la Guépéou à Paris aient saisi ces documents. Heureusement, ils n'y sont pas parvenus. Les deux télégrammes ont été heureusement trouvés, il y a quelques semaines au Ministère des Affaires Etrangères. Me comprenez-vous clairement ? J'ai en ce moment la copie des deux télégrammes sous la main. Je ne lis pas leur texte, numéros d'ordre et dates pour ne pas perdre de temps : je les donnerai à la presse demain. Sur le passeport de mon fils se trouve le visa donné par le Consulat de France, le 3 décembre. Le matin du quatre, mon fils quitta Berlin. Sur son passeport se trouvent les cachets placés à la frontière le même jour. Le passeport a été conservé dans son intégrité. Citoyens de New-York, entendez-vous ma voix de Mexico-City ? Je vous demande d'écouter chacune de mes paroles, en dépit de mon détestable anglais ! Notre rencontre avec notre fils eut lieu à Paris, dans la Gare du Nord, dans un compartiment de seconde classe du train qui nous avait amené de Dunkerque, en présence de dizaines d'amis qui nous accompagnaient et nous attendaient. J'espère qu'en voilà assez ? Ni la Guépéou, ni Pritt ne peuvent l'ignorer. Une tenaille d'airain les étreint. Goltzmann n'a pas pu voir mon fils à Copenhague, car mon fils était à Berlin. Mon fils ne peut pas être entré et sorti pendant la réunion. Qui croira alors le fait de la réunion elle-même ? Qui aura la moindre confiance dans la confession toute entière de Goltzmann ?

Mais ce n'est pas tout. Selon les paroles de Goltzmann, sa rencontre avec mon fils a eu lieu, comme vous venez de l'entendre, dans le Hall de l'Hôtel Bristol. Magnifique !... Mais voilà que l'Hôtel Bristol de Copenhague a été rasé jusqu'aux fondations en 1917 ! En 1932 cet hôtel n'existait que comme un souvenir. L'hôtel a été reconstruit seulement en 1936, précisément pendant les jours où Goltzmann faisait ses malheureuses déclarations. L'obligeant Pritt nous présente l'hypothèse d'une probable « erreur de plume » : le sténographe russe, voyez-vous, a dû entendre le mot « Bristol » par erreur, et malgré cela aucun des journalistes et écrivains qui se trouvaient présents n'a corrigé cette erreur. Bon ! Mais qu'avez-vous à dire à propos de mon fils ? Est-ce aussi une « erreur de plume » du sténographe ? Sur ce point, Pritt, à la suite de Vychinsky, garde un silence éloquent. En réalité la Guépéou, par l'intermédiaire de ses agents à Berlin, connaissait les efforts de mon fils, et on conclut qu'il m'avait rencontré à Copenhague. Voilà « l'erreur de plume » ! Goltzmann apparemment connaissait l'Hôtel Bristol, grâce au souvenir d'une ancienne émigration, et c'est pourquoi il le nomma. De là la seconde « erreur de plume » ! Deux erreurs se combinent pour entraîner une catastrophe : des aveux de Goltzmann il ne reste qu'un nuage de sale poussière, comme de la démolition de l'Hôtel Bristol ! Et cependant — ne perdez pas cela de vue — il s'agit des aveux les plus importants du procès des 16 : de tous les an-

ciens révolutionnaires, Goltzmann était le seul qui m'avait rencontré et reçu de moi des instructions terroristes!

Venons-en maintenant au second épisode. Piatakov vient me voir en avion, de Berlin à Oslo, à la mi-décembre 1935. Des *treize questions précises* que j'adressai au Tribunal de Moseou alors que Piatakov vivait encore, on ne répondit à aucune. Chacune de ces questions détruisait le voyage mythique de Piatakov. En même temps mon hôte norvégien, Konrad Knudsen, député au Parlement, et mon ancien secrétaire, Erwin Wolf, avaient déjà déclaré à la presse que je n'avais reçu aucun visiteur russe en 1935, et que je n'avais fait aucun voyage sans eux. Ces dépositions ne vous satisfont-elles pas? En voici une autre : les autorités de l'aérodrome d'Oslo ont établi officiellement, sur la base de leurs registres, que durant le mois de décembre 1935, pas un seul avion étranger n'avait atterri sur leur aéroport. Comprenez-vous? Peut-être qu'une « erreur de plume » s'est aussi glissée dans les registres de l'aérodrome? Assez de vos erreurs de plume, Maître Pritt, soyez assez bon pour inventer quelque chose de plus intelligent! Mais votre imagination ne vous servira de rien ici : J'ai à ma disposition des dizaines de témoignages directs et indirects, qui démasquent les dépositions du malheureux Piatakov, contraint par la Guépéou à voler sur un avion imaginaire pour me rencontrer, exactement comme la Sainte Inquisition forçait les sorcières à se rendre à leurs rendez-vous diaboliques sur un manche à balai. La technique a changé, mais la substance est identique.

Dans l'Hippodrome (1) se trouvent certainement des juristes compétents. Je leur demande de porter leur attention sur le fait que ni Goltzmann ni Piatakov n'ont donné la plus légère indication sur mon adresse, c'est-à-dire sur le moment de la rencontre. Ni l'un ni l'autre ne parlent d'un passeport précis ou d'un nom précis sous lequel ils auraient voyagé à l'étranger. Le procureur même ne posa aucune question au sujet de leurs passeports. La raison est claire : leurs noms ne se trouveraient pas sur les listes des voyageurs à l'étranger. Piatakov n'a pas pu quitter la Norvège sans y coucher, car les jours de décembre sont très courts. Cependant, il ne nomma aucun hôtel. Le procureur ne le questionna même pas au sujet de l'hôtel. Pourquoi? Parce que le fantôme de l'Hôtel Bristol hantait la tête de Vychinsky! Le procureur n'est pas un procureur, mais l'inquisiteur et l'inspirateur de Piatakov, de la même façon que Piatakov n'est pas un conspirateur, mais seulement l'infortunée victime de la Guépéou.

Je peux maintenant présenter une masse énorme de témoignages et de documents qui démoliront jusque dans leurs fondations les

aveux de toute une série d'accusés : Smirnov, Mratchkovsky, Dreitzer, Olberg, Radek, Vladimir Romm, bref de tous ceux qui tentèrent si peu que ce soit de préciser des faits, des circonstances de temps et de lieu. Cependant, ce travail ne peut être accompli avec fruit que devant une commission d'enquête, avec la participation de juristes qui aient le temps nécessaire pour un examen détaillé de documents, et pour entendre les dépositions des témoins.

Mais ce qui a été dit déjà me permet de prévoir le futur développement de l'enquête. D'un côté une accusation fantastique jusque dans son noyau : la vieille génération des bolcheviks est accusée tout entière d'une abominable trahison, dépourvue de sens ou de but. Pour étayer cette accusation, le procureur n'a à sa disposition aucune preuve matérielle, en dépit de centaines et de centaines d'arrestations et de recherches. *La complète absence de preuves est la plus terrible preuve contre Staline!* Les exécutions sont basées exclusivement sur des confessions extorquées. Et quand ces aveux se réfèrent à des faits, ils sont réduits en poussière par le moindre examen critique des faits. La Guépéou n'est pas seulement responsable de la provocation. Elle est responsable d'une provocation mûrie, pourrie, grossière, absurde. L'impunité déprave. L'absence de contrôle paralyse la critique. Les faussaires font leur besogne avec négligence. Ils se reposent sur l'effet global des aveux et des... exécutions. Si l'on compare soigneusement la nature fantastique de l'accusation dans son entier avec la fausseté manifeste des dépositions de fait, que reste-t-il finalement de ces confessions monotones? L'odeur suffocante d'un tribunal inquisitorial, et rien d'autre!

✱

Mais il y a une autre sorte de preuve qui ne me paraît pas moins importante. L'année de ma déportation, et pendant les huit ans de mon exil, j'écrivis à des amis proches ou lointains près de 2.000 lettres, consacrées aux questions les plus vitales de la politique courante. Les lettres que j'ai reçues et les copies de mes réponses existent. Grâce à leur continuité, ces lettres révèlent, par-dessus tout, les contradictions profondes, les anachronismes et les absurdités directes de l'accusation, non seulement en ce qui me concerne moi ou mon fils, mais aussi en ce qui concerne les autres accusés. Cependant l'importance de ces lettres s'étend bien au delà de ce fait. Toute mon activité théorique et politique pendant ces années s'exprime sans interruption dans ces lettres. Les lettres complètent mes livres et mes articles. L'examen de ma correspondance est, me semble-t-il d'une importance décisive pour caractériser ma personne politique et morale — non seulement la mienne, mais aussi celle de mes correspondants. Vychinsky n'a pas pu présenter une seule lettre devant le tribunal. Je présenterai à la commission ou à un tribu-

(1) C'est dans l'enceinte de l'Hippodrome de New-York, devant 6.600 personnes, que ce discours fut lu, les câbles de transmission téléphonique de Mexico ayant été sabotés, réellement et non dans l'imagination, par des agents de la Guépéou russe.

nal des milliers de lettres écrits aux personnes les plus proches de moi et à qui je n'ai rien à cacher, particulièrement à mon fils Léon. Cette correspondance seule, par sa force interne de conviction, sape l'amalgame staliniste à la racine. Le procureur, avec ses subtilités et ses insultes, et les accusés avec leurs monologues d'aveux, restent suspendus dans un air raréfié. Telle est la signification de ma correspondance. Tel est le contenu de mes archives. Je ne demande à personne de confiance. Je fais appel à la raison, à la logique, à la critique. Je présente des faits et des documents. Je demande une vérification!

*
*
*

Parmi vous, chers auditeurs, se trouvent sans doute pas mal de personnes qui se disent volontiers : « Les aveux des accusés sont faux, c'est clair; mais comment Staline a-t-il pu obtenir de pareils aveux : voilà l'énigme! » En réalité l'énigme n'est pas si profonde. L'inquisition, avec une technique beaucoup plus simple, extorquait toutes sortes de confessions à ses victimes. C'est pourquoi la loi pénale démocratique renonçait aux méthodes du Moyen-Age : celles-ci ne permettaient pas l'établissement de la vérité, mais la simple confirmation des accusations dictées par le juge inquisiteur. Les procès de la Guépéou ont un caractère inquisitorial complet : tel est le simple secret des aveux!

Toute l'atmosphère politique de l'URSS est imprégnée de l'esprit de l'Inquisition. Avez-vous lu le petit livre d'André Gide, « Retour de l'URSS »? Gide est un ami de l'Union soviétique, mais non pas un laquais de la bureaucratie. De plus, cet artiste a des yeux. Un petit épisode du livre de Gide est d'une aide inappréciable pour comprendre les procès de Moscou. A la fin de son voyage, Gide désira envoyer un télégramme à Staline, mais n'ayant pas reçu l'éducation inquisitoriale, il s'adressa à Staline avec le simple mot démocratique « vous ». On refusa d'accepter le télégramme! Les représentants des autorités expliquèrent à Gide : « Lorsqu'on écrit à Staline, il faut dire : « chef des travailleurs », ou « guide du peuple », et non simplement « vous ». Gide essaya de discuter. « Staline n'est-il pas au-dessus d'une telle flatterie? » Ce n'était pas l'usage. Ils refusèrent d'accepter son télégramme sans la flatterie byzantine. A la fin, Gide déclara : « Je me soumis, de guerre lasse, mais déclinaï toute responsabilité... » Ainsi, un écrivain universellement reconnu et hôte honoré fut usé en quelques minutes et forcé de signer, non le télégramme que lui-même désirait envoyer, mais celui que lui dictèrent de petits inquisiteurs. Que celui qui a la moindre imagination se rende compte de la situation, non plus d'un voyageur connu, mais d'un malheureux citoyen soviétique, un oppositional, isolé et persécuté, un paria, contraint à écrire, non des télégrammes de salutations à Staline, mais des dizaines de chapitres de confessions de ses crimes. Peut-être y a-t-il en ce monde beaucoup de héros capables de sup-

porter toutes sortes de tortures, physiques et morales, qui sont frappés eux-mêmes, leurs pères et mères, leurs femmes, leurs enfants. Je ne sais... Mes observations personnelles m'indiquent que les capacités du système nerveux humain sont limitées. Par la Guépéou, Staline peut précipiter sa victime dans un abîme de noir désespoir, d'humiliation, d'infamie, si bien qu'il prend sur lui-même les crimes les plus monstrueux, avec la perspective d'une mort imminente, ou un faible rayon d'espoir pour le futur, comme seule issue. Si, enfin, il ne se trouve pas poussé au suicide, que Tomsky préféra! Joffe avait pris, plus tôt, le même chemin, ainsi que deux membres de mon secrétariat militaire, Glasman et Boutov, le secrétaire de Zinoviev Bogdan, ma fille Zinaïda, et des dizaines d'autres. Suicide ou prostration morale : il n'y a pas d'autre choix! Mais n'oubliez pas que dans les prisons de la Guépéou, même le suicide est souvent un luxe inaccessible!

Les procès de Moscou ne déshonorent pas la révolution, car ils sont les fruits de la réaction. Les procès de Moscou ne déshonorent pas la vieille génération des bolcheviks; ils démontrent seulement que même les bolcheviks sont faits de chair et de sang, et qu'ils ne résistent pas indéfiniment lorsque se balance au-dessus de leur tête le pendule de la mort. Les procès de Moscou déshonorent le régime politique qui les a conçus : le régime du Bonapartisme, sans honneur et sans conscience! Toutes les victimes sont mortes en maudissant ce régime!

Laissez celui qui se lamente sur le cours si capricieux de l'histoire — deux pas en avant, un pas en arrière — verser des larmes amères. Mais pleurer ne sert à rien. Comme le dit Spinoza, il ne faut ni rire, ni pleurer, mais comprendre!

Qui sont les principaux accusés? De vieux bolcheviks, constructeurs du parti, de l'Etat soviétique, de l'Armée Rouge, de l'Internationale Communiste. Qui les accuse? *Vychinsky*, juriste bourgeois, qui se considérait lui-même comme menchevik après la révolution de Février, et ne rejoignit les bolcheviks qu'après leur victoire définitive. Qui rédigea dans la *Pravda* les ignobles papiers contre les accusés? *Zaslavsky*, ancien pilier d'un journal de Banque, que Lénine ne qualifiait dans ses articles que de « canaille ». L'ancien éditeur de la *Pravda*, Boukharine, est maintenant arrêté, le pilier de la *Pravda* est maintenant *Koltzov*, feuilletoniste bourgeois, qui resta pendant toute la période de la guerre civile dans le camp des blancs. *Sokolnikov*, un des participants de la Révolution d'Octobre et de la guerre civile, est condamné comme traître. *Rakovsky* attend l'accusation. *Sokolnikov* et *Rakovsky* étaient ambassadeurs à Londres. Leur place est maintenant occupée par *Matsky*, ancien menchevik de droite, qui durant la guerre civile fut ministre d'un gouvernement blanc dans le territoire de Koltchak. *Trojanovsky*, ambassadeur soviétique à Washington, traite

les trotskystes de contre-révolutionnaires. Lui-même, durant les premières années de la Révolution d'Octobre était membre du Comité Central des Mencheviks et ne rejoignit les Bolcheviks qu'après qu'ils aient commencé à distribuer des postes intéressants. Avant de devenir ambassadeur, Sokolnikov était Commissaire du Peuple aux finances. Qui occupe ce poste aujourd'hui? *Grinko*, qui lutta la main dans la main avec les gardes blancs dans le Comité de Défense contre les soviets, en 1917-1918. Un des meilleurs diplomates était Joffe, premier ambassadeur en Allemagne, qui fut contraint au suicide par les persécutions. Qui le remplaça à Berlin? D'abord l'oppositionaliste repenti Krestinski, puis *Kintchouk*, ancien menchevik, participant du Comité contre-révolutionnaire de Défense, et finalement *Souritz*, qui se trouvait aussi en 1917 de l'autre côté de la barricade. Je pourrais prolonger cette liste indéfiniment.

Ces grandioses changements de personnel, particulièrement frappants dans les provinces, ont de profondes causes sociales. Quelles sont-elles? Il est temps, chers auditeurs, il est grand temps, de reconnaître enfin qu'une nouvelle aristocratie s'est constituée en Union soviétique. La Révolution d'Octobre marchait sous le drapeau de l'égalité. La bureaucratie est l'incarnation d'une monstrueuse inégalité. La révolution a détruit la noblesse. La bureaucratie a créé une nouvelle gentry. La révolution avait éliminé les titres et les décorations. La nouvelle aristocratie produit des maréchaux et des généraux. La nouvelle aristocratie absorbe une part énorme du revenu national. Sa position devant le peuple est perfide et fautive. Ses chefs sont forcés de masquer la réalité, de tromper les masses, de se maquiller eux-mêmes, d'appeler le noir, blanc. Toute la politique de la nouvelle aristocratie est une provocation. La nouvelle Constitution n'est rien d'autre qu'une provocation.

La peur de la critique est la peur des masses. La bureaucratie a peur du peuple. La lave de la révolution n'est pas encore refroidie. La bureaucratie ne peut pas écraser le mécontentement et les critiques par des répressions sanglantes uniquement parce qu'elles manifestent pour l'abolition des privilèges. C'est pourquoi les accusations fausses contre l'opposition ne sont pas des actes accidentels mais un système, qui découle de la situation présente de la caste dirigeante.

Rappelez-vous comment les Thermidoriens de la Révolution française agissaient vis-à-vis des Jacobins. L'historien français Aulard écrit : « L'assassinat de Robespierre et de ses amis ne suffisait pas à leurs ennemis; ils les calomniaient, les représentant aux yeux de la France comme des royalistes, comme vendus à des pays étrangers ». Staline n'a rien inventé. Il a simplement remplacé *royalistes* par *fascistes*.

Quand les stalinistes nous appellent « traîtres », il y a dans cette accusation non seulement de la haine, mais aussi une sorte de sin-

cérité. Ils pensent que nous trahissons les intérêts de la caste sacrée des généraux et des maréchaux, seuls capables de « construire le socialisme », mais qui en réalité compromettent l'idée véritable du socialisme. Quant à nous, nous considérons les stalinistes comme des traîtres aux intérêts des masses soviétiques et au prolétariat mondial. Il est absurde d'expliquer une lutte aussi acharnée par des motifs personnels. Ce n'est pas seulement une question de programmes différents, mais aussi d'intérêts sociaux différents, qui se heurtent d'une façon de plus en plus violente.

Et quel est votre diagnostic général? » me demanderez-vous. « Quelle est votre perspective? » J'ai déjà dit que mon discours était consacré seulement aux Procès de Moscou. Le diagnostic et la perspective sociale forment le contenu de mon nouveau livre. Mais en deux mots, je veux vous dire ce que je pense.

Les acquisitions fondamentales de la Révolution d'Octobre, les nouvelles formes de propriété qui permettent le développement des forces productives, ne sont pas encore détruites, mais sont déjà entrées en conflit irréductible avec l'activité indépendante des masses et l'épanouissement de la personnalité humaine. Le stalinisme foule aux pieds l'un et l'autre. Un conflit révolutionnaire ouvert entre le peuple et le nouveau despotisme est inévitable. Le régime de Staline est condamné. Qu'est-ce qui le remplacera : la contre-révolution capitaliste ou la démocratie ouvrière? L'histoire n'a pas encore tranché cette question. La décision dépend aussi de l'activité du prolétariat mondial.

Si nous admettons un moment que le fascisme triomphe en Espagne, et par suite en France, le pays soviétique, encerclé par un anneau fasciste, sera promis à une dégénérescence ultérieure, qui s'étendra de la superstructure politique aux fondations économiques. En d'autres termes, la débâcle du prolétariat européen signifierait probablement l'écrasement de l'Union soviétique.

Si au contraire, les masses travailleuses dominent le fascisme, si la classe ouvrière de France choisit définitivement la voie de sa libération, alors les masses opprimées de l'Union soviétique auront les reins plus solides et relèveront la tête. Alors viendra la dernière heure du despotisme de Staline. Mais, le triomphe de la démocratie soviétique ne viendra pas tout seul. Il dépend aussi de vous. Les masses ont besoin de votre aide. Pour commencer, il faut leur dire la vérité.

La question est la suivante : aider la bureaucratie démoralisée contre le peuple, ou les forces progressives du peuple contre la bureaucratie. Les procès de Moscou sont un signal. Malheur à celui qui ne l'entend pas! Le procès du Reichstag eût sûrement une grande importance. Mais il ne concernait que le vil fascisme, cette incarnation de tous les vices de l'ombre et de la barbarie. Les procès de Moscou se déroulent sous le drapeau du so-

cialisme. Nous refusons d'abandonner ce drapeau aux maîtres du mensonge! Si notre génération se révèle trop faible pour établir le socialisme sur la terre, nous voulons transmettre ce drapeau sans tache à nos enfants. La lutte qui se déroule dépasse de bien loin l'importance des individus, des fractions ou des partis. C'est une lutte pour tout l'avenir de la race humaine. Elle sera sévère. Elle sera longue. Ecartez celui qui recherche le confort physique et le calme spirituel. En période de réaction il est plus facile de s'appuyer sur la bureaucratie que sur la vérité. Mais tous ceux pour qui le mot *socialisme* n'est pas seulement un son creux, mais le but de leur vie morale —

en avant! Ni les menaces, ni les persécutions, ni les violations ne peuvent nous arrêter! Même sur nos os blanchis, s'il le faut, la vérité triomphera! Nous tracerons la voie nécessaire. Elle vaincra! Sous les rudes coups du destin je serai heureux, comme aux meilleurs jours de ma jeunesse, si, ensemble avec vous, je peux contribuer à sa victoire! Car, mes amis, le bonheur humain le plus élevé n'est pas l'exploitation du présent, mais la préparation de l'avenir!

LEON TROTSKY

6 février 1937.

Traduit sur le texte anglais original
par Pierre Naville.

Une interview de L. Trotsky

Réponse aux questions de Mme Titayna

1. Je pense que le public français est assez intelligent pour saisir d'emblée l'absurdité fondamentale des accusations de Moscou. Le but politique des procès est de présenter les trotskystes comme des alliés secrets du fascisme contre la démocratie. En guise de preuves on applique la psycho-technique du fascisme : une suite incessante, monolithique et massive de mensonges. Pour le public français les faits suivants, me semble-t-il, ne sont pas sans intérêt.

Le 13 décembre 1931, Staline, dans un entretien avec l'écrivain allemand Emil Ludwig, faisait la déclaration suivante : « S'il faut parler de nos sympathies pour quelque nation, il faut parler, évidemment, de nos sympathies pour les Allemands ». Plus loin : « Dans la politique de l'U.R.S.S. il n'y a rien qu'on puisse dire être une reconnaissance du système de Versailles ». « Nous n'avons jamais été des garants de la Pologne et nous ne le deviendrons jamais ». « Nos relations amicales avec l'Allemagne resteront ce qu'elles ont été jusqu'à maintenant ». Pour donner un poids particulier à ses paroles, Staline ajouta : « Il y a des hommes politiques qui un jour promettent ou déclarent une chose, mais le lendemain soit oublient soit nient ce qu'ils ont déclaré et n'en rougissent même pas. C'est une attitude que nous ne pouvons avoir » (1).

Les deux interlocuteurs ont réussi, comme on le sait, à changer leurs points de vue : Emil Ludwig d'Allemand est devenu Suisse et Staline a oublié ses « sympathies » pour les Allemands, son hostilité pour le système de Versailles et est tout à fait prêt à devenir un « garant de la Pologne ». Je laisse d'ailleurs de côté la question de savoir quels sont les hommes politiques qui rougissent et ceux qui ne rougissent pas. Je dois, cependant, attirer votre attention sur le fait que jusqu'à la fin de 1933 la presse de Moscou et, par conséquent aussi son ombre, la presse du Comintern, ne m'appelaient pas autrement que « mister » Trotsky et me représentaient comme un agent britannique et américain.

(1) Toutes ces citations sont extraites de la publication soviétique officielle « Lénine i Stalin o sovietskoi Constitoutzii » (« Lénine et Staline sur la Constitution soviétique »), pp. 146 et 147.

Je pourrais vous présenter tout un volume de ces citations. Il vous suffira de regarder le numéro de la *Pravda* du 8 mars 1929 (je l'ai entre les mains), où toute une page est consacrée à démontrer que j'étais un défenseur de l'impérialisme britannique (alors on ne lui donnait pas encore à Moscou le nom de « démocratie britannique ») et en particulier établissait ma complète solidarité avec Winston Churchill et même son secrétaire Butby ... dans la cause de la sauvegarde de la paix de Versailles. L'article se terminait par ces mots : « Il est clair que pour cela la bourgeoisie lui paye des dizaines de milliers de dollars ».

La même *Pravda*, le 2 juillet 1931, à l'aide d'un fac-similé grossièrement forgé, me déclarait allié de Pilsudsky et, pour ainsi dire, « garant » non-officiel de la Pologne. Mais il y a un fait encore plus éclatant : Le 24 juillet 1933 j'arrivais en France, grâce à l'autorisation que m'avait accordée le Président du Conseil d'alors, Daladier. Donnez-vous, s'il vous plaît, la peine de feuilleter *L'Humanité* d'alors, la presse du Comintern et la presse soviétique. Cette perte de temps sera bien récompensée! *L'Humanité* ne me nommait pas autrement qu'agent de l'impérialisme français, en particulier, agent du radical-fasciste Daladier et du social-fasciste Léon Blum pour préparer l'intervention militaire en U.R.S.S. Cela semble maintenant invraisemblable! Mais nous avons déjà appris par Staline qu'il y a au monde des hommes politiques qui oublient ce qu'ils ont dit la veille et de plus ... n'en rougissent même pas.

Ainsi, les accusations contre moi et mes partisans furent et sont seulement le reflet contraire des zigzags politiques et diplomatiques de Moscou. Maintenant que Staline se soucie de l'alliance avec la France, je dois être immédiatement changé en agent de l'Allemagne et du Japon. Tous ces changements de mon orientation politique se font sans la moindre participation de ma part. Mais par contre je les prévois toujours et je les ai prédits dans la presse.

Les procès de Moscou ne sont qu'une mise en scène dramatique des articles de la *Pravda* et de la presse du Comintern. Pour forcer les gens à croire une absurdité manifeste, Staline fusille des dizaines de per-

sonnes absolument innocentes, après les avoir préalablement conduites par des méthodes inquisitoriales jusqu'au dernier degré de la déchéance.

J'ajoute encore que mon fils Serge, jeune ingénieur soviétique, est arrêté sous l'inculpation d'avoir préparé ... l'extermination massive d'ouvriers. Cette seule accusation jette une lumière tragique et en même temps révélatrice sur les procès de Moscou et la justice de Staline.

2. A votre deuxième question j'ai donné une réponse détaillée dans mon livre récemment paru « La Révolution Trahie », Grasset éditeur. Autant que je puisse en juger, le livre a attiré l'attention bienveillante de l'opinion publique française.

3. Le pacte franco-russe est-il « heureux » ou « néfaste » pour le peuple français? Je dirai qu'il est ni heureux ni néfaste, mais inévitable. Soit dit en passant, lors de mon séjour en France, dans un certain nombre d'articles parus dans *l'Intransigeant*, *l'Œuvre*, *les Annales*, j'ai développé l'idée d'un danger croissant pour la paix de la part de l'Allemagne et du Japon et de la nécessité d'un rapprochement franco-soviétique. Comme vous le voyez, j'ai masqué très soigneusement mon alliance avec Hitler et le Mikado.

4. La guerre est engendrée non par le conflit du « fascisme » et de la « démocratie », mais par des causes sociales plus profondes. L'Italie fasciste peut au moment de la guerre se trouver du côté de la France. Il en est exactement de même avec la Pologne. L'Union soviétique actuelle n'a rien de commun avec la démocratie, ni bourgeoise, ni prolétarienne. Les combinaisons internationales sont déterminées par des intérêts économiques, et non par des formules politiques. Si je pense que l'Europe marche à la guerre? Oui, je le pense. Seuls les peuples eux-mêmes peuvent se sauver et sauver la civilisation.

5. J'ai été en France à diverses périodes de ma vie et, hors de France, je continue, comme il m'est possible, de suivre la littérature française : dans ce domaine l'hégémonie de la France reste incontestable. Lors de notre internement en Norvège, nous avons lu,

ma femme et moi, Jules Romains, artiste incomparable, et d'autres auteurs français. Le livre remarquable d'A. Gide « Retour de l'U.R.S.S. » m'apporta une grande satisfaction morale.

6. L'évolution de la politique française? Il est paru à Paris sur ce thème un recueil de mes articles intitulé « Où va la France? ». Je reste entièrement sur le terrain des considérations qui y sont exprimées. Je n'étais pas partisan de la politique de Léon Blum lorsque les stalinistes le traitaient de « social-fasciste ». Je ne suis pas partisan de Blum maintenant que les stalinistes sont devenus, d'une façon caricaturale, ses adeptes.

7. Combien j'ai de partisans dans le monde? Il m'est difficile de vous donner un chiffre précis, d'autant plus que dans la classe ouvrière se produisent maintenant des déplacements incessants et, à côté des partisans, il y a les semi-partisans, les quart de partisans, etc. Je pense que maintenant on peut compter avec plusieurs dizaines de milliers. Les derniers procès de Moscou porteront, sans aucun doute, un coup mortel au Comintern, et accroîtront dans le mouvement ouvrier la tendance marxiste, sous le drapeau de laquelle je me tiens.

8. Mes projets? Mon principal espoir lors de mon voyage au Mexique était que les calomnieux et les falsificateurs me laisseraient en paix. Mais cet espoir ne s'est pas réalisé. Au lieu de m'occuper de travaux scientifiques et littéraires, et avant tout de terminer mon livre sur Lénine, je me suis trouvé contraint de m'occuper à démonter les falsifications de Moscou. Dans un proche avenir paraîtra mon livre sur les deux derniers procès et sur mon internement en Norvège avec ma femme. J'espère revenir bientôt à mon livre sur Lénine. En même temps je veux étudier la langue espagnole, l'histoire et l'économie du Mexique. Dans ce magnifique pays nous pensons rester aussi longtemps que le peuple mexicain sera prêt à nous offrir son hospitalité.

L. Trotsky.

Le 11 février 1937.

DOCUMENTS

pour le Contre-procès de Moscou

L'affaire du Bois de Boulogne

Au cours de son interrogatoire par Vychinsky, l'accusé Romm déclare ceci :

« Je venais de Genève et quelques jours après mon arrivée (à Paris), Sédov me téléphona et me fixa rendez-vous dans un café du boulevard Montparnasse. Sédov me dit qu'il voulait organiser une entrevue entre moi et Trotsky. Quelques jours plus tard, il me téléphona et fixa un nouveau rendez-vous, dans le même café. De là nous nous rendîmes au Bois de Boulogne, où nous rencontrâmes Trotsky.

Vychinsky : Quand ceci se passait-il ?

Romm : A la fin de juillet 1933.

Vychinsky : Combien de temps cette entrevue avec Trotsky a-t-elle duré ?

Romm : De 20 à 25 minutes.

(D'après le texte du *Journal de Moscou*) (1).

Pourquoi le procureur avait-il besoin de cet épisode sensationnel ? Il est facile de le comprendre : Radek prétend avoir reçu une série de lettres de Trotsky. Sa mémoire lui permet même d'en citer de quoi remplir deux colonnes de la *Pravda*. Mais il déclare que « malheureusement il les a brûlées ». Ainsi, pas le moindre indice matériel. Pour essayer de rendre la chose croyable, le procureur fait donc expliquer par « l'intermédiaire » Romm comment ces lettres-fantômes étaient transmises. Il est obligé d'en venir ainsi à un soi-disant contact direct entre Trotsky et Romm, de même qu'il est obligé d'imaginer un contact direct entre Piatakov et Trotsky. Seulement, en vertu de sa conception particulière de la science juridique,

(1) Voir *Le Procès*... p. 149.

étalée en détail dans son réquisitoire final Vychinsky n'estime pas utile de fournir des éléments matériels à la base de son accusation. Plus exactement, les cruelles méprises du procès Zinoviev ont incité la Guépéou à fournir au nouvel acte d'accusation quelques apparences de preuve ; mais Vychinsky, avec son mépris superbe d'un appareil juridique, ne songe pas que cette apparence peut s'évanouir facilement. Il ne tente même pas de dégager avec l'entière précision nécessaire les conditions de la rencontre de Trotsky et de Romm au Bois de Boulogne. Mais, nous pouvons apporter des éléments de preuve que cette rencontre n'a pas pu avoir lieu.

Nous soulignerons d'abord le fait suivant, qui a une grande importance symptomatique : *l'Humanité* du 27 janvier, rendant compte de l'interrogatoire de Romm, passe entièrement sous silence la rencontre du Bois de Boulogne, et toute allusion à l'activité de Trotsky en France. Pourtant, il s'agissait là d'un des nœuds de la machination de la Guépéou. Les stalinistes français avaient intérêt à corser leur campagne d'une ampleur monstrueuse, par un épisode mettant en relief l'activité « criminelle » de Trotsky en France. Pourtant, pas la moindre allusion au Bois de Boulogne ! Voilà une prudence accusatrice : la rédaction de *l'Humanité* ne tenait pas à attirer de trop près l'attention du public, des autorités et des journalistes français sur une vérification toujours possible des déplacements de Trotsky en France en 1933. De plus, ces révélations malencontreuses de Romm coïncidèrent avec l'assassinat par la Guépéou de Navachine — au Bois de Boulogne !

Romm déclare avoir été au Bois de Boulogne en fin juillet. Voilà une précision intéressante. Trotsky a débarqué à Marseille le 24 juillet 1933. Ce fait peut être aisément contrôlé en consultant toute la presse française du lendemain 25, qui donne force détails sur les conditions du débarquement. En admettant que Trotsky soit venu directement de Marseille à Paris, il n'y serait arrivé que le 25. Le mois de juillet ayant 31 jours, il faudrait donc que Trotsky ait été au Bois de Boulogne précisément entre le 25 et le 31 juillet, soit 7 jours.

Or, Trotsky ne s'est pas rendu le 24 juillet de Marseille à Paris, mais de Marseille à Royan, où il habita jusqu'au mois de septembre. On peut facilement recueillir le témoignage des personnes qui l'accompagnèrent durant ce déplacement. Mais pour M. Vychinsky, peut-être la Sûreté Générale française ferait-elle plus autorité. Dans ce cas, il est aussi facile de faire contrôler par ses agents, le fait que Trotsky, sous le contrôle de la police, s'est rendu directement à Royan, et qu'il y est resté. Le Préfet de la Charente-Inférieure était lui-même au courant de ce séjour, et il y a lieu de supposer qu'en dehors de ses représentants officiels, la police entretenait aussi quelques agents secrets qui avaient pour mission de surveiller les allées et venues éventuelles de Trotsky. Auraient-ils signalé un déplacement au Bois de Boulogne ?

Il est vrai que le séjour de Trotsky en France resta toujours « clandestin » en ce sens que la presse ne fut pas informée des lieux de séjour de Trotsky. C'est aussi la raison pour laquelle plusieurs journaux écrivirent le 24 et le 25 (c'est *Paris-Soir* qui lança le canard) que Trotsky s'était rendu à Royat (Puy de Dôme). Peut-être une erreur de lettre se combina-t-elle ici avec une indiscrétion ? En tout cas, on écrivit qu'à

Royat, Trotsky avait rencontré... Litvinov. Mais cette rencontre avec Litvinov était aussi irréaliste que celle avec Romm.

Dans un article de *Marianne* (3 mars 1937, p. 18), L. Sedov donne à ce sujet les précisions suivantes :

« Le Préfet de la Charente-Inférieure et la Sûreté Générale — comme l'a déclaré à la presse le directeur M. Berthoin — ont été parfaitement au courant de la vie de Trotsky (à Royan). Les autorités françaises, en acceptant que Trotsky vive en France même, et non en Corse ainsi qu'il en fut question au début, s'opposèrent résolument à ce qu'il s'installât à Paris.

Devant la menace des Russes Blancs, du Guépéou et d'autres, le lieu d'habitation de Trotsky fut tenu secret, une garde vigilante d'amis se relayait jour et nuit. Jusqu'au début d'octobre, Trotsky resta ainsi enfermé dans la maison comme une manière de prisonnier, ne sortant que pour quelques rares promenades dans les environs.

On vivait selon des règles strictes, seulement rompues par de nombreuses visites. Durant cet été, Trotsky reçut plusieurs dizaines de personnes, de diverses tendances politiques, et de nationalités différentes, toutes à Royan, aucune à Paris. Citons André Mabroux qui a fait dans *Marianne* le récit de son entrevue avec Trotsky. Toutes ces personnes, de même que les amis qui habitaient la maison en permanence, à quatre ou cinq à la fois, par roulement, chacun quatre semaines environ, confirment que Trotsky, non seulement n'a jamais été à Paris, mais n'a jamais quitté la villa plus de quelques heures. Ceci entre le 25 juillet et le début d'octobre. Nous avons déjà réuni 19 témoignages, que nous soumettrons aux commissions d'enquête sur le Procès de Moscou. Ces dizaines de témoignages d'hommes libres, qui peuvent être vérifiés contradictoirement, ne sauraient être mis en doute ».

Mais, on pourrait dire : peut-être Romm s'est-il trompé en parlant de fin juillet ; son souvenir était peut-être incertain ; cela peut avoir eu lieu en septembre, octobre, plus tard ? Malheureusement pour lui, Romm a voulu bien faire les choses. Il raconte qu'au Bois de Boulogne, Trotsky lui aurait remis un exemplaire du roman « Tsouchima » contenant dans la reliure une lettre pour Radek. Il remit le livre à Radek « à son domicile ». « Quand ceci se passait-il, demande Vychinsky ? ». « Cela se passait au mois d'août 1933 », répond Romm. Par cette nouvelle précision, Romm confirme donc bien que c'est en fin juillet (ou au meilleur des cas au début d'août) qu'il était à Paris, puisqu'encore en août, il remit la lettre à Radek « à son domicile ».

Une précision — un mensonge, telle est la logique des procès de Staline.

Hrasche, « espion professionnel »

Qui est Jan Hrasche — selon la diction russe, reproduite en français, Ivan Iossipovitch Hraché, — l'un des accusés du second procès de Moscou, condamné à mort et exécuté, selon le communiqué officiel, avec les autres douze condamnés à mort ? La réponse à cette question est assez importante, à cause de la lumière qu'elle jette sur les dessous de la justice stalinienne.

D'abord, Jan Hrasche n'est pas « trotskyste ». Même l'accusation ne le prétend pas, et lors des interrogatoires des accusés, qui tous « s'avouent » partisans du

trotskysme, il est le seul à s'en défendre. Non, déclare-t-il, je ne suis pas trotskyste, mais *espion professionnel*. Le procureur lui pose tout de suite la question : « Comment donc ? Cela signifie : de l'espionnage au trotskysme, et non pas inversement ? Il vaudrait mieux que vous expliquiez au tribunal comment vous êtes devenu agent d'espionnage ». Et Jan Hraše l'explique.

Il indique d'abord sa nationalité. (Nous nous référons au texte officiel de l'interrogatoire tel qu'il est publié par la *Pravda* de Moscou, du 28 janvier) (1). Il est tchèque, né en 1886, et vint en Russie en 1909, où il s'établit comme professeur de la langue française à l'école normale (Réalschule) de la ville de *Leisk*, au Kouban. En mai 1917 il entra dans le parti bolchévik, et obtint la nationalité russe au début de novembre de la même année.

L'interrogatoire continue de la façon suivante :

Hraše : ...En 1919, je suis parti en Tchécoslovaquie.

Vychinski : Et vous êtes revenu ?

Hraše : J'en suis revenu en qualité d'ancien prisonnier de guerre russe.

Vychinski : Expliquez-vous.

Hraše : Je suis revenu de Tchécoslovaquie en Russie avec un convoi d'anciens prisonniers de guerre russes.

Vychinsky : C'est-à-dire, comme si vous aviez été prisonnier de guerre en Tchécoslovaquie et que vous reveniez ?

Hraše : Oui.

Vychinski : En quelle année ?

Hraše : Fin 1920, ou début 1921.

A la suite de quoi l'accusé déclare qu'il a travaillé après son retour au Commissariat du Peuple pour l'Education et comme traducteur tchèque à l'Internationale Communiste; dès cette époque il était espion professionnel, d'abord au service des tchécoslovaques, et depuis 1932 au service allemand. Ici le procureur intervient : « Je vous pose nettement la question : en 1920 vous êtes venu en URSS comme espion ? »

Hraše : Oui, c'est parfaitement exact (mouvements dans la salle).

Vychinsky : C'est pourquoi vous vous êtes servi de cette opération avec les prisonniers de guerre, pour exécuter plus facilement votre mission d'espion ?

Hraše : Oui.

Vychinsky : Eh bien, maintenant tout est clair...

Qu'est-ce qui est « clair » dans le fait qu'un membre du parti bolchévik déjà avant la révolution d'Octobre se décide brusquement à devenir un espion anti-bolchévik ? Qu'est-ce qui est « clair » dans le fait qu'un espion futur a pu se procurer les documents et l'uniforme d'un prisonnier autrichien à une époque où, selon l'accusation et l'interrogatoire, il n'avait encore pas de liaisons clandestines ? Qu'est-ce qui est « clair » dans le fait que les autorités tchécoslovaques se sont décidées à accepter les services discrets d'un homme tout à fait inconnu, dont il ne pouvaient savoir qu'il était bolchévik russe ?

En réalité, pour qui est suffisamment renseigné sur les méthodes du travail révolutionnaire international de l'Internationale Communiste dans les années d'après-guerre, il y a déjà plusieurs choses qui sont

claires. Jan Hraše n'était nullement le seul bolchévik qui ait voyagé de Russie en Bohême pour revenir ensuite comme prisonnier de guerre en Russie. C'était là la méthode générale du service de liaison entre la Centrale à Moscou des communistes tchèques et les amis à Prague, puisqu'à cette époque il était pratiquement impossible de procurer à ces courriers un passeport et un visa leur permettant de voyager de Russie à Prague, et retour. Dans cette situation difficile — il n'est plus indiscret d'en parler aujourd'hui ouvertement — on se servait des convois de prisonniers de guerre échangés par les deux pays. Hraše, qui parlait le russe et le tchèque, partit d'abord avec un convoi de prisonniers autrichiens qui rentrait de Russie en Bohême; là il s'acquitta de sa tâche politique et partit à Iosefov, où furent équipés les prisonniers russes qui devaient retourner au pays natal. Il se fit passer pour un prisonnier russe et affecter au prochain convoi. Ainsi, il put faire le voyage Moscou-Bohême et retour en 15 jours, ce qui était, dans les conditions d'alors, un record impossible à atteindre autrement.

Jan Hraše partit en Bohême (en décembre 1920) et revint en utilisant le même chemin. Or, il quitta Moscou sur ordre direct des délégués tchèques au deuxième congrès de l'Internationale Communiste, parmi lesquels se trouvèrent par exemple MM. *Bilos*, *Vaněk*, *Ant. Zápatochy*, *J. Handlir*, sur mandat d'un des dirigeants de la délégation. Comment cette décision fut-elle prise ?

La direction de la délégation tchèque au deuxième congrès de l'I.C. trouva à Moscou en 1920 une « section » tchèque, très bigarrée. A sa tête se trouvait un certain *Iaroslav Salat-Petrlik*, individu foncièrement louche qui, sous prétexte d'éduquer des agitateurs communistes, se faisait une vie facile à Moscou. Salat se livrait à diverses occupations conspiratives pour lesquelles il eut assez longtemps, et inutilement, à sa disposition le soutien du parti bolchévik et de la Tchéka.

L'un des membres de ce groupe était Jan Hraše. La délégation tchèque constata que Salat avait formé avec ses amis un centre spécial avec une idéologie propre et des finances particulières assurées par la Tchéka. Ce centre n'ayant pas de but raisonnable, la délégation l'a tout simplement dissous. La majorité de ses membres et les élèves des cours d'agitation partirent alors, sur ordre de la délégation, en Bohême : parmi eux Jan Hraše. Les autorités soviétiques compétentes lui procurèrent un uniforme autrichien et les documents d'un prisonnier autrichien.

Il est remarquable que le procureur Vychinsky n'ait posé à Hraše aucune question pouvant faire la lumière sur la véritable raison de son voyage en Tchécoslovaquie, et Hraše lui-même également n'en souffle mot. Car, qu'est-ce qui l'attira à nouveau de Bohême à Moscou ? La vie facile, assurée par les liaisons avec la Tchéka, au cercle de Salat. On peut donc constater que le voyage « surprenant » de Hraše avec un convoi de prisonniers de guerre ne justifie aucunement la suspicion d'avoir été au service des autorités tchécoslovaques comme espion; au contraire, ce voyage prouve que Hraše était alors au service de cercles officiels communistes, aussi bien tchèques que russes.

Que fit donc Hraše après son retour en Russie ? Là-dessus l'interrogatoire rapporte les questions et réponses suivantes :

Vychinsky : En 1921, où habitiez-vous ?

(1) Nous donnons le texte français publié dans le compte-rendu sténographique publié par le Commissariat du Peuple de la Justice de l'URSS : *Le Procès du Centre antisoviétique trotskiste*. L'interrogatoire de Hraše commence page 440.

Hraše: A Moscou.

Vychinsky: Avec quel passeport?

Hraše: En 1922, j'ai reçu un livret de travail.

Vychinsky: Comme citoyen de quel Etat?

Hraše: Comme citoyen soviétique (p. 442).

Il n'y a pas de raison de douter de ces indications. Seulement il faut retenir qu'elles ont un caractère purement formel: elles ne disent rien de précis sur ce que Hraše était exactement dans ces années. Là-dessus nous avons recueilli des informations directes par une personne particulièrement autorisée et digne de confiance, M. le secrétaire J. Handlir, qui — comme nous l'avons indiqué — était à l'époque à Moscou comme membre de la délégation tchèque au deuxième Congrès de l'I. C. J. Handlir nous a communiqué le rapport suivant, signé de sa main:

« Je me souviens très exactement: je connus Hraše d'abord en 1921, à Moscou, à l'occasion du troisième Congrès de l'I. C. A ma question sur son activité il me répondit alors: « Je suis co-rédacteur d'une revue militaire éditée par le Commissariat de l'Armée » — en faisant allusion à d'autres tâches plus importantes et confidentielles. De toute sa conduite et sa façon de procéder il ressortit nettement qu'il était un haut fonctionnaire et qu'il fut soutenu par les autorités militaires soviétiques les plus importantes. En 1921 également, je rencontrai Hraše dans la Loubianka où j'intervins pour la libération de quelques tchèques incarcérés par la Tchéka pan-russe, bien connus pour avoir précédé le Guépéou actuel.

La dernière fois je rencontrai le citoyen Hraše en 1928, à Moscou. »

Telle est l'opinion de J. Handlir; mais aussi grâce à d'autres membres éminents de ladite délégation tchèque, nous avons pu établir que Hraše, que tous connaissent, ne faisait pas secret de son emploi à la maison de la Tchéka à la Loubianka comme espion — « *slédovatel* ». Cependant, monsieur le procureur Vychinsky n'a posé à l'accusé aucune question qui, même légèrement, pouvait mener sur cette trace-là...

D'après sa déposition au procès, Hraše fut employé plus tard au Commissariat pour l'Instruction Publique et à l'I. C. Il est difficile de vérifier ces indications; ce qui est certain, c'est qu'elles ne sont pas complètes. Car Jan Hraše était depuis 1924 au service de la Centrale moscovite de l'Internationale Syndicale Rouge, où il était employé, vers 1926, dans le service d'information également, comme traducteur; de même il était affecté comme traducteur à la délégation tchèque du quatrième congrès de l'Internationale Syndicale, en 1927. Il écrivit souvent des articles dans les organes officiels de cette Internationale, surtout sur des affaires tchèques. A cette époque il était également fonctionnaire du Secrétariat International des ouvriers chimiques et dans cette fonction il a été quelques fois officiellement envoyé à l'étranger, entre autres à Berlin.

Les cercles qui ont élaboré l'accusation et ont dirigé le second procès de Moscou, connaissent parfaite-

ment tous ces faits. Comment donc expliquer que dans les documents officiels Hraše n'est pas mentionné comme fonctionnaire de l'I.S.R. pendant de longues années? Comment expliquer que le procureur Vychinsky n'établit rien dans les interrogatoires sur ce métier de Hraše, qu'il évite toute question qui puisse mener à cette constatation? Comment expliquer surtout que l'accusé Hraše lui-même ne dit rien des voyages officiels à l'étranger qu'il fit sur ordre du Secrétariat chimique de l'I.S.R.? Monsieur Vychinsky aurait pourtant très bien pu imputer des buts d'espionnage à ces voyages. Mais si dans cette direction il a évité la moindre question, c'est pour nous, maintenant, que « *tout est clair* »: si l'accusation ni l'interrogatoire ne nous apprennent rien sur les voyages de Hraše à l'étranger, c'est évidemment qu'il n'a pas été délégué dans ces voyages uniquement par l'I.S.R. Le Guépéou, précisément le Guépéou, n'a aucun intérêt à clarifier cet aspect de l'affaire!

« Tiens, tiens! dit Vychinsky. Donc, de l'espionnage au trotskysme et non le contraire » (p. 447). Mais l'accusé répond: « Je n'ai jamais rien eu de commun avec le trotskysme » (p. 446). Il plaisante même: « Je considère le trotskysme comme un ensemble de certaines convictions, il ne me sied pas, en ma qualité d'espion, d'avoir des convictions ». — Vychinsky: N'avez-vous pas dit vous-même que vous aviez été enrôlé dans le groupe trotskyste? — Hraše: On peut dire que je ne l'ai su qu'ici (*sic!*) ».

Lui seul répudie avec cette vivacité le trotskysme. Etonnant! Presque toutes les autres explications de Hraše ne satisfont pas Vychinsky; mais celle-ci le satisfait d'emblée. Le Procureur voulait voir en Hraše non pas un « trotskyste », mais précisément un espion professionnel, en dernier lieu au service de la Gestapo. Ce n'est qu'ainsi que Hraše, qui pour le reste n'a pas la moindre importance, constitue une partie importante de l'accusation: il doit fournir la « preuve » que trotskystes et espions allemands, c'est la même bande. « Trotskystes parce qu'espions, espions, parce que Trotskystes », selon la récitation de perroquet de Vaillant-Couturier.

Mais c'est justement ici que se trouve le talon d'Achille de cette accusation pourtant déjà faible, car elle doit éviter tout ce qui pourrait retourner les cartes. L'accusation ne veut rien savoir de la méthode connue des liaisons, employée par l'I. C. qui utilisait des convois de prisonniers de guerre. Les questions s'imposent d'elles-mêmes, mais le procureur ne les pose pas, et il sait pourquoi. Toutes ces énigmes ont une solution commune: Jan Hraše était en effet depuis 1920 un espion professionnel, il était l'agent, d'abord de la Tchéka, puis du Guépéou!

Maintenant seulement « tout est clair ». Et pas seulement dans l'affaire de Jan Hraše, le moins important des 17 accusés, mais aussi dans la préparation clandestine du second procès « public » de Moscou.

Sur le premier procès de Moscou, lisez

Livre Rouge sur le procès de Moscou

1 vol. 132 pages

par L. SEDOV

4,— francs

“L'espion” Hrache et les “trotskystes” danois

L'un des accusés du nouveau procès de Moscou, le prétendu « espion allemand » Hrache, parla, au cours de son interrogatoire de sa liaison avec trois « trotskystes » danois qui avaient séjourné un certain temps en URSS. Il s'agit de l'ingénieur *Windfeld-Hansen*, de l'écrivain *Sigvard Lund* et de l'instituteur communal *A. Kjaerulf-Nielsen*. Tous les trois vivent actuellement à nouveau au Danemark.

Aucun d'eux n'est trotskyste. L'un d'eux (*Kjaerulf-Nielsen*) est même encore maintenant membre éminent du Parti Communiste danois. Leur façon de réagir, ainsi que celle du P. C. danois, aux accusations de Hrache est extrêmement caractéristique, et complète les données que nous fournissons d'autre part sur cet « espion ».

L'organe staliniste *Arbejderbladet* du 29 janvier 1937, sous le titre « *L'espion Hrache et les liaisons danoises* », donne un « rapport détaillé » de la partie de l'interrogatoire de Hrache traitant de ses liaisons avec les danois. Le rapport dit :

« De l'interrogatoire ultérieur de l'accusé Hrache par le procureur *Vychinsky* il ressort que Hrache est un espion professionnel et que lui-même ne s'attribue pas de motifs politiques ou idéologiques. Il entra dans l'organisation trotskyste pour remplir sa mission d'espion allemand, et il se révéla être un homme pouvant servir aux trotskystes. L'accusé *Rataitchak* procura à Hrache un emploi comme directeur du département étranger de l'industrie chimique. Hrache utilisa sa position pour mettre *Piatakov* et *Rataitchak* en liaison avec des agents d'un grade supérieur et servait d'intermédiaire entre le centre trotskyste anti-soviétique et les autres voyageurs trotskystes, tel le trotskyste danois *Windfeld-Hansen*.

On présenta à Hrache toute une série de photos et il reconnut ses collègues du service d'espionnage allemand, *Meirovitz* et le monteur *Lenz*, de la maison « *Linde* », avec lesquels il était en liaison pendant son activité d'espionnage.

Vychinsky : Facilitiez-vous l'utilisation de votre appartement à des fins conspiratives ? (1)

Hrache : *Windfeld-Hansen* utilisa cet appartement comme rendez-vous conspiratif. *Windfeld* y habitait en son temps, et me prévint, que des gens viendraient me visiter. Il me pria de lui envoyer les gens et de lui rendre service pendant son absence.

Vychinsky : Vous adressiez-vous à lui avec certaines demandes ?

Hrache : En 1935, c'était, je crois, en septembre, un touriste danois arriva, un cheminot qui apporta une lettre du même *Windfeld-Hansen*, disant qu'il désirait parler à *Piatakov* et qu'il avait un paquet pour lui.

Vychinsky : Qu'avez-vous fait alors ?

Hrache : Un matin, si je me rappelle bien, je me rendis à mon lieu de travail au Commissariat du Peuple pour l'industrie lourde en l'emmenant. Je lui montrai comment se procurer un sauf-conduit pour arriver jusqu'au cabinet de *Piatakov*.

Ensuite le procureur *Vychinsky* interrogea Hrache au sujet de ses liaisons avec les espions et provocateurs nazis et avec les membres du centre trotskyste.

Ce « rapport détaillé » est incomplet, et pour cause : il fait le silence sur le fait que Hrache a nommé, outre *Windfeld-Hansen*, encore les deux autres « trotskystes » danois dont il est question plus haut, fait relaté par les journaux de Copenhague dès le 28 janvier. On verra par la suite pourquoi *Arbejderbladet* se montre si indulgent envers ces espions trotskystes.

Le quotidien démocrate *Politiken* s'est mis, immédiatement après l'arrivée de la nouvelle de Moscou, en liaison avec les deux personnes impliquées. Le journal, dans son numéro du 28 janvier en donne la relation suivante :

L'écrivain *Sigvard Lund* nous dit :

— Je ne suis ni ingénieur ni trotskyste, et je n'ai jamais eu un emploi dans une usine russe.

— Connaissez-vous Hrache ou *Meirovitz* ?

— Je n'ai jamais entendu ces noms. En 1935 je n'ai point été en Russie. J'ai quitté ce pays en 1934.

Interrogé par le journal, *Windfeld-Hansen* confirme qu'en 1932, 33 et 34 il a travaillé comme spécialiste chimiste pour le Commissariat pour l'industrie lourde. On lui demande :

— Connaissez-vous Hrache ?

— Là-dessus je ne veux pas m'expliquer.

— Que dites-vous de ses dépositions vous concernant ?

— Là-dessus non plus je ne veux pas m'expliquer...

— Êtes-vous trotskyste ?

— Qu'on me considère ou non comme trotskyste, cela m'est égal. Mais je ne suis point contre Staline.

Social-Demokraten (Copenhague), du 26 janvier, communique :

Social-Demokraten essaya cette nuit de parler avec les « indésirables » et en rencontra un qui au nom de tous ceux qui sont impliqués dans l'affaire déclara, qu'ils ne désiraient pas s'expliquer. Il admit avoir été ami, il y a plusieurs années, avec l'espion Hrache, et qu'il le tenait quitte décidément de toutes les accusations d'anti-soviétisme. En tout cas il (Hrache — N. D. L. R.) ne reçut jamais par les danois une seule information pouvant servir de quelque façon que ce soit à des fins d'espionnage.

« Les accusations lancées maintenant contre nous, sont de la folle pure », ainsi termina mon interlocuteur.

Le jour suivant ces trois « accusés » rompent cependant leur silence. Les journaux du 29 janvier publient la déclaration suivante de *Windfeld-Hansen* :

Puisque mon nom a été prononcé en liaison avec le procès de Moscou, j'estime nécessaire dans mon intérêt de donner un bref rapport sur mes liaisons avec l'accusé Hrache et sur mon activité comme conseiller pour le Commissariat pour l'industrie lourde en 1932/34.

Ledit Hrache avait en ces années la position de chef du bureau étranger de l'industrie de l'azote russe. A ce titre il était chargé de conclure des contrats avec des fournisseurs étrangers de machines pour les usines d'azote russes, de régler en outre les conditions d'engagement et de vie des ingénieurs et techniciens étrangers qui travaillaient dans l'industrie de l'azote russe. Leur nombre était en 1933 encore environ de 200, de différentes nationalités. Lorsque j'arrivai à Moscou pour la première fois, en mai 1932, pour travailler comme conseiller, mes conditions d'engagement furent également mises au point dans le bureau de Hrache. Étant donné que pendant la première année je n'avais pas d'appartement à moi, je fus logé dans un appartement dans l'édifice du trust d'azote. Dans le même appartement Hrache habita une pauvre chambre. De cette façon je le connus de plus près, et je l'estimai beaucoup, parce qu'il était un homme très cultivé et intelligent. J'y n'ai jamais rien observé laissant supposer qu'il faisait du sabotage ou de l'espionnage, tout au contraire. Autant que je pus m'en rendre compte, il faisait un gros travail, s'occupait beaucoup des ingénieurs étrangers, et faisait tout pour utiliser leur expérience de la meilleure façon.

Je remarquai que cela provoqua parfois le mécontentement des ingénieurs russes. Hrache était un vieux membre du parti et vivait d'une façon extrêmement modeste, avec un salaire bas, et jamais je ne l'ai vu en possession de moyens pécuniaires importants. Dans la dernière période de mon activité je disposais d'un appartement de trois pièces et avais mon propre ménage. Hrache fut souvent mon invité et rencontra chez moi les autres danois, dont les noms ont été cités avec le mien pendant le procès, mais jamais je n'ai remarqué qu'il entretenait une liaison suspecte avec eux. Mon travail au service du gouvernement terminé, j'ai à nouveau visité Moscou en été 1935 pour essayer d'intéresser, avec l'appui de Hrache, les autorités compétentes dans

(1) Voir le texte français dans *Le Procès du Centre*, etc... p. 461.

la Centrale chimique pour quelques inventions concernant le phosphate de calcium qui, à mon avis, devaient être d'un grand intérêt pour l'industrie chimique de l'Union soviétique. Mon intention échoua par la résistance de quelques professeurs et ingénieurs, et par ailleurs on me refusa le permis de séjour, de sorte que les négociations ne pouvaient être continuées.

Ratalchak, qui dirigeait la Centrale chimique principale, je ne l'ai vu que deux fois dans ma vie, lorsqu'il présida les séances au Commissariat. Je ne connais rien de plus sur lui. Je n'ai jamais vu Piatakov et jamais non plus je ne lui ai envoyé des lettres ou des paquets.

Il va de soi que je n'ai fait ni de l'espionnage ni du sabotage, ni aucune activité antisoviétique, mais qu'au contraire, j'ai mis toute mon expérience et toute ma force de travail au service des institutions dans lesquelles je travaillais; j'ai tout fait pour éviter les fautes qui ont été commises, souvent à une grande échelle, et j'ai souvent eu à me débattre énergiquement à ces occasions avec les spécialistes russes. Lors de ces controverses je fus souvent soutenu par Hrache ou par son personnel, et notamment par Kjaerulf-Nielsen qui, en tant que membre du parti russe, se sentit obligé de m'aider de toutes ses forces. Je suis évidemment convaincu qu'aucun des danois mentionnés n'a rien fait de ce qu'on leur reproche. Nous étions tous sympathiques à la cause et aimions à aider au travail d'éclaircissement partout où nous le pouvions. Je ne peux me faire une opinion sur les motifs qui ont pu inciter Hrache à lancer ses accusations à tout égard sans fondement. En ce qui concerne moi-même, je veux seulement ajouter, que je ne suis ni communiste, ni trotskyste, ni membre d'aucun parti politique ou groupe politique. Je ne regrette pas les deux ans et le travail que j'ai voués à l'industrie chimique de l'URSS, je regrette seulement qu'on n'ait pas mieux su utiliser mes expériences.

Politiken du 29 janvier remarque, à la suite de cette déclaration et d'un entretien personnel avec Windfeld-Hansen :

Monsieur Windfeld-Hansen termina son rapport par quelques belles paroles sur l'accusé Hrache qui faisait un travail gigantesque et qui — bien que des millions et des millions de marks allemands pour l'édification d'usines d'azote passassent par ses mains — recevait un salaire très bas, pas plus de 400 roubles par mois. Ce haut fonctionnaire soviétique, marxiste d'un niveau élevé et dialecticien extraordinaire, vivait en réalité dans des conditions tout à fait imméritées.

Finalement, nous lui demandions (à W.-H.) :

— Iriez-vous même en Russie, pour y défendre vous-même votre cause ?

— Non, je n'en ai pas le temps... »

De même *Social-Demokraten* du 29 janvier rapporte d'un entretien avec Windfeld-Hansen, où la question suivante lui fut posée :

Y a-t-il quelque chose de vrai dans l'affirmation que vous auriez arrangé une rencontre entre un danois et Piatakov, où un paquet fut remis à celui-ci ?

— J'ai déjà constaté dans ma déclaration dit Windfeld-Hansen, et je le répète, que je n'ai rien fait de ce genre. D'ailleurs Piatakov était dans une position si élevée qu'il était de loin supérieur à nous, ingénieurs. Nous n'aurions même pas réussi à nous mettre en liaison avec lui — pour cela il fallait déjà être un très grand ingénieur.

Quant à *Sigvard Lund*, auteur du roman « Pain et acier », *Social-Demokraten* du 28 janvier avait rapporté qu'il y a quelques années il était allé en URSS comme un communiste convaincu, mais qu'il serait rentré très brusquement et déçu. Dans son numéro du 29 janvier *Social-Demokraten* écrit :

Sigvard Lund, qui fut nommé comme l'un des trotskystes avec lesquels l'accusé Hrache, selon ses « aveux », était en liaison, s'est hier adressé au *Social-Demokraten*

avec un démenti. Monsieur Lund déclare, qu'il n'est affilié à aucun parti, pas plus qu'aux trotskystes. Son voyage en Russie, dit-il, avait uniquement un but d'orientation pour son activité littéraire, et il n'est pas rentré brusquement et déçu.

Le troisième danois, Kjaerulf-Nielsen, est, selon *Social-Demokraten* du 28 janvier, un communiste fidèle à la ligne générale et a rempli différentes fonctions dans le Parti communiste danois. Il y a un an, il publia un livre sur l'Union soviétique, dans lequel il parle avec un grand enthousiasme de la Russie et tout particulièrement de Staline. *Kjaerulf-Nielsen* vient de faire, le 28 janvier, la déclaration suivante :

L'agence Ritzau a donné hier quelques détails de Moscou sur l'interrogatoire d'un des accusés du grand procès contre les trotskystes, Hrache. Puisque mon nom aurait été nommé je vous prie de porter à la connaissance de l'opinion publique ceci :

Hrache ayant travaillé au Bureau central de l'industrie chimique et ayant été précisément chef d'un des départements qui s'occupait des conditions de travail et de vie des spécialistes étrangers, il n'est pas étonnant qu'il ait rencontré beaucoup de chimistes étrangers. Le fait qu'il habita dans un appartement appartenant au Trust chimique, où plusieurs chambres étaient occupées en permanence par des chimistes arrivant ou partant, lui facilita particulièrement de faire beaucoup de connaissances.

D'ailleurs, il ne ressort même pas du télégramme qu'il précisa Hrache a dit au sujet des danois nommés, de sorte qu'il est difficile de prendre position. Je n'ai observé de la part des socialistes en question aucune activité trotskyste, et en ce qui concerne moi-même, mon opinion sur l'Union soviétique et ma position envers Trotsky et les trotskystes ressortent entre autres en toute clarté de mon livre récemment paru « 8 ans en Union soviétique ». Par ailleurs j'entend communier aux autorités soviétiques que je me mets évidemment à leur disposition si l'on désire m'interroger d'une façon ou d'une autre, ici ou à Moscou.

Quant à Strandgaard (le touriste qui aurait demandé à Windfeld-Hansen d'arranger l'entrevue avec Piatakov — Note du trad.) je ne sais pas s'il a transmis des lettres, mais pour s'expliquer là-dessus, lui-même est le premier indiqué.

Arbejderbladet, l'organe stalinien, du 29 janvier, reproduit également cette déclaration, mais sans un mot de commentaire. Dans le rapport publié par *Arbejderbladet* sur l'interrogatoire de Hrache, les noms de Kjaerulf-Nielsen et de Sigvard Lund ont, comme nous l'avons montré, été omis par « tact ».

Politiken a eu également un entretien avec Thoeger Thoegersen, l'un des leaders du Parti communiste du Danemark. Voici ce que le journal en dit le 28 janvier :

Nous demandions à Thoeger Thoegersen, revenu l'autonne dernier d'un séjour de plusieurs années en Russie, son opinion dans cette question et il répondit :

— Je crois que tout ce que Hrache a dit dans l'interrogatoire est inventé. Mais d'autre part il n'est évidemment pas exclu que des danois aient également participé au complot trotskyste. Je sais en tous cas que l'ingénieur Windfeld-Hansen était employé dans l'industrie chimique, avec laquelle Piatakov avait affaire comme commissaire adjoint pour l'industrie lourde, et que Strandgaard est chaque été en Russie. En 1932 il avait également affaire avec l'intourist.

Un leader stalinien considère comme « inventées » les dépositions d'un accusé du procès de Moscou — voilà qui mérite d'être relevé !

Le stalinisme et le P.O.U.M. dans la révolution espagnole

La dialectique de l'histoire se permet le paradoxe d'une révolution prolétarienne accomplie dans un pays devenant le plus grand obstacle pour la révolution dans un autre pays. Il est vrai que la même tragédie s'est jouée déjà il y a dix ans sur le théâtre de la révolution chinoise. Là aussi la bureaucratie soviétique jeta dans la balance tout le poids matériel de l'Etat qu'elle avait usurpé, pour empêcher la victoire des ouvriers et paysans chinois. Mais la Chine est trop loin des travailleurs de l'Europe occidentale. Cet exemple n'a pas suffi pour compromettre définitivement à leurs yeux le Komintern. Mais il doit en être et il en sera autrement aujourd'hui, où ce processus se joue devant leurs yeux en Espagne. Il n'y a pas aujourd'hui pour des révolutionnaires prolétariens de tâche plus pressante que celle de démontrer au prolétariat la transformation contre-révolutionnaire du Komintern. Celui qui doute encore de cette transformation n'a qu'à lire la dernière résolution du C.E. de l'I.C. concernant la question espagnole, résolution qui dit entre autres ceci :

« Le Présidium du C.E. de l'I.C. approuve la politique du C.C. du parti communiste espagnol qui mobilise ses adhérents et les masses populaires pour la lutte contre les fascistes qui veulent l'écrasement du régime parlementaire et l'instauration de la dictature fasciste, approuve la ligne suivie pour la défense et l'affermissement de la République démocratique et parlementaire, la République du Front Populaire, qui garantit toutes les libertés et tous les droits du peuple espagnol, dans laquelle la base matérielle du fascisme est ébranlée, dans laquelle il n'y aura pas de place pour le fascisme, et dans laquelle le peuple peut exprimer sa volonté et décider de son sort. »

L'absurdité de ces phrases est tellement claire que ce n'est presque pas la peine de les réfuter. « La République démocratique et parlementaire dans laquelle il n'y a pas de place pour le fascisme? » « Le fascisme est au contraire l'enfant le plus légitime de la République démocratique, si légitime, qu'aujourd'hui, à l'époque du capitalisme pourrissant, il n'y a presque pas une seule République démocratique qui ne dispose de forts cadres fascistes. Leur présence est d'ailleurs le signe le plus net, que grâce aux trahisons de la II^e et de la III^e Internationales, le prolétariat a déjà raté le moment le plus propice pour la prise du pouvoir. Le mensonge démagogique du Front Populaire, non seulement n'ébranle pas le fascisme mais grossit encore ses chances. A mesure que le gouvernement du F. P. français se compromet aux yeux des masses, les

chances de La Rocque et de Doriot augmentent de plus en plus. Doriot était également le résultat direct de la dégénérescence stalinienne.

En un mot : il n'y a pas de meilleure « base matérielle » pour la croissance du fascisme que la République parlementaire, et seulement la dictature du prolétariat qui remplacera cette dernière peut déraciner complètement le fascisme. Remarquons encore que « l'Internationale Communiste » exige déjà ce qu'Azana et Companys n'ont pas osé exiger jusqu'à présent : *le rétablissement de la propriété privée.*

« Le Présidium du C.E. de l'I.C. déclare juste la position du parti contre la nationalisation sommaire de l'industrie, d'après laquelle la nationalisation est basée sur les intérêts de défense de la République (et qui doit donc cesser avec la guerre civile. — W.H.); qui s'élève contre les essais des ennemis du peuple de saboter et d'ébranler l'économie, et selon qui la nationalisation ne doit être exécutée qu'en ce qui concerne les entreprises qui appartiennent aux participants avérés ou indirects du soulèvement. »

Celui qui croit que nous donnons une interprétation de mauvaise foi de la résolution du C.E. de l'I.C. devront lire le manifeste du P.C. espagnol du 18 septembre 1936, dans lequel on dit textuellement : « *Toute réquisition de la propriété par les ouvriers n'est qu'une mesure transitoire, nécessaire pour les besoins de la défense.* ». Nous pouvons y ajouter des citations des discours de la Passionsaria, du chef du parti Hernandez et d'autres staliniens espagnols qui disent tous la même chose. D'autre part, la résolution du C.E. de l'I.C. a justement pour but de consolider solennellement cette « ligne » du P.C. espagnol. Le but des staliniens est donc clair : *rétablissement de la propriété privée et de la République parlementaire*, après quoi le jeu de la Révolution espagnole dont les staliniens veulent faire un carroussel insensé peut recommencer.

Pour justifier la politique réactionnaire du Komintern en Espagne et sur l'ordre du grand Staline — Borgia d'aujourd'hui —, on voit se développer dans le monde entier, comme de mauvaises herbes, des théoriciens, qui « prouvent » avec un sérieux imperturbable que l'Espagne vit aujourd'hui son 1789, et non son 1917, qu'il s'agit de délivrer la société bourgeoise du joug de la féodalité et non le prolétariat du joug de la société bourgeoise. On rougit de honte de devoir contredire de telles théories.

Seule l'Espagne n'a donc pas été touchée dans les 150 dernières années par le développement du capitalisme mondial, dévelop-

pement d'une force extraordinaire et qui a ébranlé chaque coin de terre du monde civilisé! Elle a dormi du profond sommeil de la Belle au Bois dormant... et n'a été réveillée en 1936 que par le baiser diabolique du prince Franco, afin de lutter pour les Droits de l'Homme et la propriété privée, pour les idéaux du dix-huitième et non du vingtième siècle!

Les staliniens défendent en réalité d'une manière comique pour l'Espagne d'aujourd'hui, ce que les mencheviks déjà défendaient en 1905 et 1917, et ce que Staline-Boukharine ont défendu en 1925-27 pour la Chine, et ce que défendaient jusqu'ici en Espagne les réformistes Prieto, Besteiro, etc... : une théorie qui a déjà fait naufrage dans tous les grands événements du vingtième siècle.

Le paradoxe que ce soit justement l'Union soviétique qui essaie d'empêcher la « soviétisation » de l'Espagne, sous prétexte que ce pays n'est pas encore prêt pour la révolution prolétarienne, est encore accentué par le fait qu'il s'agit là d'usurpateurs de la révolution prolétarienne d'un pays qui en 1917 était *incomparablement plus arriéré que l'Espagne d'aujourd'hui*. Quelques chiffres le montreront. En Espagne, en 1920, le nombre des prolétaires industriels était égal à 25% de la population globale et depuis, comme le prouve l'énorme accroissement des villes espagnoles après la guerre, il a encore grandi considérablement. En Russie tsariste il n'y avait en 1913 que 16,7% de prolétaires, et même en 1928 le prolétariat soviétique ne comptait que 17,3% de la population globale, 40% du peuple espagnol vit dans des villes, dont quelques-unes (Barcelone, Madrid) comptent plus d'un million d'habitants. En Russie tsariste 20% seulement de la population habitait les villes. Il est vrai que l'on ne peut nier que l'Espagne ne dispose que d'un réseau de chemins de fer extrêmement faible, mais celui-ci est encore beaucoup plus considérable que celui de la Russie tsariste à la veille de la guerre mondiale (3,1 km sur 100 km² contre 0,4 km sur 100 km²).

Mais il est évident que la question de savoir si l'Espagne *isolée* est prête pour la construction du socialisme ne se pose pas. En ce sens aucun pays n'est prêt pour le socialisme et à plus forte raison ce n'était pas la Russie. Le socialisme sera international ou ne sera pas. On ne pouvait crier cette simple vérité au monde plus fortement que ne l'ont fait les procès honteux de Moscou. L'Espagne est prête pour le socialisme dans ce sens, que là aussi le capital financier international s'est créé une bourgeoisie si réactionnaire que le capitalisme n'y a plus aucune mission progressive à remplir; elle est prête pour le socialisme comme membre de la chaîne du capitalisme mondial qui est entré dans son stade pourrissant, et qui menace de précipiter le monde dans l'abîme de la barbarie.

Que les épigones staliniens du menchevisme essaient d'expliquer pourquoi la bour-

geoisie libérale de l'Espagne n'a pas réussi depuis plus de cent ans une « République parlementaire démocratique »! La bourgeoisie, par peur du prolétariat, n'a-t-elle pas appelé constamment les généraux à son secours? La révolution espagnole 1930-31 était aussi bien que la révolution allemande de 1918 une révolution prolétarienne où, à cause de l'absence de direction révolutionnaire, le prolétariat a perdu les fruits de sa victoire.

De même que déjà la révolution française de 1848 a produit le coup d'Etat de Cavaignac, la révolution russe de février, le soulèvement de Kornilov, et la République de Weimar, les putschs de Kapp, de Ludendorff et de Hitler puis le fascisme, — la « démocratie » espagnole donne constamment naissance aux putschs et aux soulèvements de Primo de Rivera, de Sanjurjo et de Franco. Quel membre du Komintern aurait donc pensé à considérer en 1920-23, Kapp et Ludendorff, comme les représentants du féodalisme contre le capitalisme progressif, et à former sur cette base un Front Populaire pour la défense de la République avec les républicains Wirth et Stresemann? De telles illuminations ne venaient même pas dans la tête d'un Walcher!

Les théories, suivant lesquelles l'Espagne n'est pas encore prête pour le socialisme et ne se trouve aujourd'hui qu'à la veille du développement bourgeois, sont d'autant plus grotesques que les ouvriers espagnols, libres de tels scrupules mencheviks ont déjà pris dans leurs propres mains la *collectivisation de l'économie*. Notamment en Catalogne ils ont obtenu des résultats magnifiques, malgré le sabotage de la direction politique qui représente en fait le principe de la propriété privée des moyens de production. Et non seulement les industries de guerre, les industries-clefs et les chemins de fer sont socialisés, mais les tramways, taxis, grands magasins, cinémas, théâtres, hôtels, cafés et l'industrie alimentaire — tout se trouve entre les mains des ouvriers et des syndicats. Et la découverte de la non-maturité de l'Espagne n'empêche pas l'économie de poursuivre son chemin.

Combien meilleurs seraient les résultats de la collectivisation s'il y avait une direction politique centralisée qui continuerait consciemment ce processus, qui le défendrait réellement contre toutes les résistances et qui soumettrait l'économie à une direction et un plan unique! Mais la direction politique se trouve toujours entre les mains des républicains bourgeois et de leurs agents staliniens, qui, il est vrai, suivent le mouvement, et signent des décrets de socialisation, mais uniquement pour mieux trahir, le moment venu.

Cependant ce serait confondre la cause et l'effet si l'on considérait la trahison stalinienne en Espagne comme la suite de la politique néomencheviste du C.E. de P.I.C. La bureaucratie stalinienne a toujours témoigné un mépris profond pour la théorie et l'a dégradée au rang d'instrument de ses propres intérêts matériels et opportunistes. La réputation de Staline

comme théoricien et « meilleur élève de Lénine » n'est nullement fondée sur la force de ses arguments ou sur ses facultés intellectuelles, mais uniquement sur la puissance essentiellement matérielle de la Guépéou, qui sait par des moyens extrêmement efficaces détruire tout essai de contredire les « axiomes » de Staline.

Cette position hostile à la révolution espagnole est aussi provoquée par l'entente militaire avec l'impérialisme français. Staline - Litvinov craignent qu'en prenant position pour l'Espagne soviétique ils ne jettent l'état-major français dans les bras de Hitler, car dans la force de l'action spontanée du prolétariat français, MM. les bureaucrates n'ont aucune confiance. Les dirigeants soviétiques auraient mieux aimé rester complètement neutres vis-à-vis de la guerre civile d'Espagne, comme ils l'ont essayé au commencement; d'ailleurs ils se déclarent encore aujourd'hui prêts à participer au blocus effectif de l'Espagne tout entière (1). Et le fait que le P. C. de France donne les pleins pouvoirs à Blum pour empêcher le passage des volontaires à la frontière franco-espagnole, est tout à fait dans cette ligne.

Cependant, la neutralité de l'Union soviétique au moment où Hitler et Mussolini soutiennent activement Franco faisait naître un autre danger. Par une victoire de Franco, Hitler augmentait énormément sa pression sur la France et améliorerait dans une large mesure sa position extérieure. D'autre part, si le Komintern avait trahi ouvertement le prolétariat espagnol, il se serait complètement éloigné de la classe ouvrière mondiale et aurait laissé le champ libre au « trotskysme » haï, et craint comme la mort.

Sous cette double pression, on s'était décidé enfin à apporter une aide modeste, extrêmement modeste, à l'Espagne républicaine, et en même temps à conditionner cette aide par le programme suivant : pas de socialisation, mais *conservation de la propriété privée*; pas de soviets, mais *conservation de la démocratie bourgeoise*; pas d'armée rouge, formée par des milices prolétariennes, mais renouvellement de l'*armée républicaine* sous les ordres d'officiers bourgeois; destruction du « trotskysme » c'est-à-dire de toute initiative prolétarienne, anti-stalinienne.

En liaison étroite avec les considérations de politique extérieure, les nécessités intérieures forcèrent la bureaucratie stalinienne à adopter cette attitude. Après avoir réussi à transformer en Union soviétique la révolution prolétarienne en une morgue bureaucratique, elle ne peut admettre que se forme dans une autre partie du monde une République soviétique jeune, pleine de forces, avec un prolétariat autonome et conscient de sa force.

Le contraste sauterait aux yeux de tout le monde. Puisant une force nouvelle dans l'initiative des prolétaires espagnols, leurs frères

russe, alliant à cet exemple ardent le souvenir de leur propre passé glorieux, se soulèveraient de nouveau et feraient table rase de la tyrannie et des privilèges de la bureaucratie. Cela, Staline et les siens le sentent bien, et c'est pourquoi ils représentent la religion du messianisme national, d'après laquelle les dieux Marx, Lénine et Staline ont réservé le socialisme au peuple élu de la Russie. C'est pourquoi ils craignent et étouffent toute réaction autonome du prolétariat où que ce soit.

Cependant, c'est un axiome — pas un axiome stalinien, il est vrai, mais un axiome marxiste — que la situation de l'Union soviétique ne peut être assurée et renforcée définitivement que par la création de nouveaux États soviétiques. Par là on reconnaît jusqu'à quel degré sont opposés les intérêts de l'Union soviétique (de ses conquêtes prolétariennes) et ceux de la bureaucratie, et on mesure l'incomparable cynisme de la bureaucratie et de ses « amis » (dans les rangs desquels se trouvent des noms comme Romain Rolland, Heinrich Mann, etc...) qui identifient les intérêts de l'Union soviétique avec ceux de la bureaucratie et diffament tout critique de cette dernière comme un « agent payé de la Gestapo et comme un allié intime de Hitler ».

Agent de la Gestapo? Staline et sa bureaucratie qui ont fait plus pour la victoire de Hitler que celui-ci lui-même, par leur politique de la « libération nationale et sociale », par leur politique des « syndicats rouges », et par la « théorie » imbécile écrite par Staline lui-même, du « social-fascisme ». Conspireurs pour le rétablissement du capitalisme? Staline et sa bureaucratie, qui ont rétabli constitutionnellement le droit d'héritage, qui font des directeurs d'usines des exploiters d'ouvriers, qui exaltent comme formes socialistes du travail les pires formes du système de « travail aux pièces », qui remplacent le marxisme par le nationalisme le plus stupide et qui donnent partout une nouvelle importance aux formes de vie bourgeoise. Saboteurs de l'économie? Staline et sa bureaucratie qui, par leur imbécile « collectivisation à outrance », pendant le premier plan quinquennal, ont ruiné de telle façon l'élevage du pays qu'il ne s'est pas encore remis aujourd'hui, qui sont responsables par leur mauvaise administration bureaucratique de tous les accidents de chemin de fer et d'usines de l'Union soviétique.

LA STRATEGIE DU POUM

Le POUM (*Parti Ouvrier d'Unification Marxiste*), qui s'est formé par la fusion du « Bloc Ouvrier et Paysan » de Maurin avec la « Gauche Communiste » d'Andrés Nin, reconnaît, tant que la question reste abstraite, le caractère prolétarien de la Révolution espagnole, ce qui lui donne un avantage incontestable, comparé à la position stalinienne. A cause des fautes du passé dans la question nationale (héritage de Maurin), le POUM ne dispose d'une vérité

ble base de masse qu'en Catalogne. C'est pourquoi nous sommes forcés, en parlant de la politique du POUM, de nous en tenir à la situation en Catalogne, ce qui tombe d'autant mieux, que la position du Gouvernement central Caballero - Del Vayo correspond dans sa partie essentielle à celle du Komintern que nous avons critiquée dans la première partie de cet article.

Le POUM prenant position pour la révolution socialiste contre la République parlementaire démocratique (sans cependant, comme nous le montrerons, en poser les conséquences pratiques nécessaires), cela lui a valu la haine honorable de l'Exécutif jaune de Moscou. Dans la résolution déjà citée du C.E. de l'I.C., dans laquelle le POUM est constamment identifié avec le « trotskysme », sans cependant — malheureusement — mériter ce « reproche », il est dit :

« Le Présidium du C.E. de l'I.C. approuve la lutte menée par le P.C. et soutenue par les autres organisations du Front Populaire contre le « trotskysme, agent de Hitler et du général Franco », qui fait dans l'intérêt de ceux-ci un travail d'espionnage local, qui essaie de briser le Front Populaire, qui mène une campagne de calomnies contre l'URSS et qui utilise toutes les intrigues et tous les stratagèmes démagogiques pour hâter l'avènement du fascisme en Espagne. Vu que les trotskystes sont dans l'intérêt du fascisme un travail souterrain dans le sein des troupes républicaines, le Présidium approuve la ligne du parti qui conduit à l'écrasement complet et définitif du trotskysme en Espagne comme nécessaire pour la victoire sur le fascisme ».

La *Deutsche Volkszeitung* (stalinienne), qui imprime cette résolution, se plaint d'autre part du fait, que les troupes fascistes allemandes résident en Espagne comme si elles étaient chez elles. Ce reproche concerne dans la même mesure la bureaucratie stalinienne qui s'efforce de transposer en Espagne la méthode des procès russes de sorcellerie. Et de même que le Borgia du Kremlin, dégoûtant, abruti, et dénué de toute fantaisie, salit tout le vieux parti bolchévik, déshonore comme agents de la Gestapo et du Mikado et fait abattre comme des « chiens enragés » les figures les plus considérables de la Révolution russe, de même les complices de Staline en Espagne se mettent à calomnier de la façon la plus venimeuse tout un parti, une portion importante du prolétariat espagnol pour préparer contre elle le pogrome.

Bien que, comme nous l'avons déjà dit, nous ayons des divergences politiques nombreuses et profondes avec le POUM, à l'encontre du SAP, le « parti frère allemand du POUM », qui emploie toute son influence à Barcelone pour empêcher de critiquer ouvertement le stalinisme, nous défendons pleinement et entièrement la cause du POUM. Toutes les parties honnêtes et raisonnables du mouvement ouvrier mondial doivent exiger que cessent les calomnies inqualifiables contre les trotskystes, les vieux

bolcheviks et le POUM. Si le mouvement ouvrier mondial ne veut pas périr, il doit interdire l'entrée dans son camp des méthodes provocatrices à la Goering.

Mais notre solidarité complète avec le POUM contre la campagne de pogromes de Moscou, ne doit pas nous empêcher d'expliquer à haute voix et clairement nos divergences avec lui. Il ne s'agit pas là « d'avoir raison » ou de « couper les cheveux en quatre » mais du destin de la Révolution espagnole. Et même si la critique est trop tardive pour l'Espagne même, il s'agit de voir le sens des événements d'Espagne sur le plan international. Pour bien définir notre position envers le POUM, qu'il nous soit permis d'en appeler à nos maîtres Marx et Engels. Ceux-ci se mirent sans conditions du côté de la Commune, la défendant contre toutes les calomnies et toutes les suspensions et précisément par là même avaient le droit de critiquer ses faiblesses et ses fautes.

Les amis internationaux du POUM (dont quelques-uns, comme le SAP allemand, sont d'un calibre extrêmement suspect et qui sont prêts à vendre le POUM au Front Populaire allemand pour un plat de lentilles) le posent souvent comme le « parti bolchévik espagnol », qui mènera le prolétariat à la victoire. S'il en était ainsi personne n'en serait plus réjoui que nous. Malheureusement le POUM ne représente pas le bolchévisme (et ne se réclame pas du rôle historique de celui-ci, comme nous le verrons encore par des citations) mais plutôt *l'aile gauche des menchéviks de Martov contre le menchévisme de droite (Kérensky, Plékhanov et Dan) des staliens*.

Depuis que le POUM signa en janvier 1936 le programme du Front Populaire espagnol, pour condamner quelques semaines plus tard très doucement dans la forme, il est vrai, la politique du F. P., ses oscillations n'ont pas cessé. Chaque fois qu'un pas dans la juste voie lui a procuré la sympathie chez les masses révolutionnaires, il commence à avoir peur et s'accommode avec la « majorité » de ce même F. P. de collaboration avec la bourgeoisie, grand obstacle sur la voie d'une Espagne socialiste.

Nous allons approfondir les oscillations du POUM à l'aide de ses propres explications. Nous montrerons qu'il s'agit là de véritables hésitations principielles et non de souplesses tactiques qui sont non seulement admissibles, mais même nécessaires. Dans le n° 1 de son bulletin paraissant en français (« La Révolution espagnole »), le POUM déclare, dans un article officiel sur les « principes politiques du POUM » : « Le gouvernement du F. P. est dans les mains de la gauche républicaine d'Azana, et le programme rédigé par tous les partis ne dépasse pas les buts de ce parti bourgeois réformiste. Cette nouvelle expérience du libéralisme bourgeois ne peut nous mener qu'à la catastrophe ».

Bravo! Mais allez-vous nous appeler sec-

taires parce que nous avons dit cela à un moment où vous avez aidé à la formation du F.P. espagnol, et où vous avez repris son programme « bourgeois-réformiste », qui ne peut mener qu'à la « catastrophe » ?

A cette époque le POUM se met dans l'opposition avec le gouvernement catalan de M. Companys, malheureusement sans en tirer les conséquences nécessaires. « A Barcelone, le gouvernement de la Généralidad (ce qui veut dire « Communauté » et non « Généralité »), représente une façade officielle sans aucun pouvoir. L'autorité réelle est détenue par le C.C. des milices antifascistes dont la majorité est composée de représentants d'organisations ouvrières ». Il existe donc, en apparence, le double pouvoir qui se produit à une certaine période de toute révolution prolétarienne.

Mais justement devant cette conséquence, qui signifie le renversement des formes vides de l'ancien pouvoir, le POUM recule. Et ainsi dans cet article qui se rapproche pourtant le plus de la position révolutionnaire léniniste et qui forme le point le plus à gauche de la courbe de leurs oscillations, commence déjà la confusion. « Ce qu'on appelle le double pouvoir n'existe donc pas en Catalogne. La classe ouvrière contrôle d'une façon effective la société tout entière ».

Ainsi, au lieu de combattre réellement le gouvernement Companys on le liquide par des phrases. Et nous allons voir comment le gouvernement Companys inexistant d'après les phrases, liquide, et non par des phrases mais réellement, le tout-puissant Comité Central des Milices antifascistes, et tout cela en collaboration avec le POUM. Par le soutien du « Conseil Economique de la Communauté » le POUM commet une autre erreur. Dans l'article déjà cité, il est dit : « A côté du Comité des milices, le Conseil économique a pour mission d'assurer d'organisation de l'économie catalane dans le sens révolutionnaire », et cependant le Conseil économique n'est autre chose qu'un instrument du gouvernement Companys, qui tolère la prise des usines par les ouvriers uniquement parce qu'il n'a pas les moyens pour s'y opposer, mais qui continue à rester fidèle aux principes du capitalisme privé dont il prépare la renaissance avec une grande habileté diplomatique.

La tâche du POUM comme parti révolutionnaire ne pouvait, en conséquence, pas être celle de glorifier et de soutenir le Conseil économique de « l'Esquerra catalana » (1) il devait au contraire déclarer, que l'on ne peut supposer une socialisation véritablement durable qu'après la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière et qu'après l'instauration de la dictature de celle-ci. La tâche du POUM était de délivrer le prolétariat des idéologies petites-bourgeoises des Azana, Companys, Caballero, Staline-Hernandez, et aussi des anarchistes, de déclarer la guerre aux tendances bourgeoises et petites-bourgeoises par l'agitation, la propagande et l'éclaircissement parmi les masses et non pas de couvrir le men-

songe par « l'unité » (unité avec les traitres de la révolution).

Un autre article paru dans le n° 2 de la « Révolution espagnole » qui approfondit encore la confusion de l'article programmatique du premier numéro, nous enseigne les relations entre le C.C. des milices et le gouvernement catalan. Le POUM compare le C.C. des milices au rôle d'un état-major pendant la guerre, et contre lequel le gouvernement civil n'a qu'un pouvoir apparent. Le POUM contredit ici son propre argument. S'il est vrai que la puissance du gouvernement civil se réduit énormément, il est aussi vrai que cette puissance n'est jamais égale à zéro. La question est aussi celle de savoir ce qui se passe après la guerre. Ou bien le gouvernement civil garde sa puissance, ou bien l'état-major fait un putsch militaire et anéantit le gouvernement civil. Si ce dernier empêche une conduite rationnelle de la guerre, l'état-major ne craint pas de faire un coup d'Etat même pendant la guerre. Dans notre cas, le dilemme est encore plus grand si l'on considère que le gouvernement civil représente la bourgeoisie ou la petite-bourgeoisie tandis que le C.C. des milices représente la classe ouvrière.

Il est certain que pour un court temps de transition le double gouvernement est possible et le parti révolutionnaire doit lui obéir, mais seulement jusqu'au moment où il a persuadé l'immense majorité de la classe ouvrière qu'il s'agit de renverser les derniers restes de l'ancien pouvoir. C'est justement cette nécessité que le POUM essaie de nier, et il participe à toutes les comédies diplomatiques qui doivent servir à couvrir le fait du double pouvoir, et qui mènent en réalité le C.C. des milices à devenir l'instrument du gouvernement, et non comme le POUM le soutient avec la meilleure foi du monde (mais la bonne foi révolutionnaire ne suffit pas à faire la révolution s'il manque la compréhension révolutionnaire), à faire du gouvernement un instrument du Comité des milices.

Voyons la description de ce premier pas vers la liquidation du C.C. des milices dans l'organe français du POUM : « Le tableau qui faisait ressembler le C.C. des milices à l'Institut Smolny de Pétrograd des journées révolutionnaires de 1917, a disparu. Le C.C. des milices de même que le Comité de guerre ont désormais leur siège au Ministère de la guerre... le déménagement n'a pas seulement un caractère géographique mais correspond à un développement dans les rapports entre le C.C. et le gouvernement populaire de Catalogne. Deux idées l'ont conditionné : la première est une affaire de façade diplomatique (1)... la majorité (1) du parti antifasciste a considéré comme avantageux le fait de laisser une autorité apparente au gouvernement Companys. De même on (1) a résolu de transformer le C.C. des milices en une section du Ministère de la Guerre officiel... »

Si le Comité révolutionnaire de Smolny avait fait preuve d'une soumission aussi com-

plète, Kérensky aussi se serait réconcilié avec lui. Et le POUM ne défend pas l'opposition bolchévique intransigeante, contre les efforts des traités petits-bourgeois pour mettre la classe ouvrière sous leurs ordres; il se soumet — la conscience lourde, tout comme Martov — à la « majorité » et au mot impersonnel « on ». Au lieu de montrer au prolétariat le rôle véritable de Companys, Terradellas et de leurs agents staliniens, le POUM se console avec des phrases confuses pseudo-marxistes. « On ne peut pas parler en Catalogne d'un double pouvoir. Le schéma traditionnel inspiré par la révolution russe, où les conseils des ouvriers se trouvent en face d'un gouvernement bourgeois, ne correspond pas à la situation de Barcelone. Le gouvernement Companys ne représente pas les intérêts de la bourgeoisie capitaliste : de composition petite-bourgeoise républicaine, il est soumis dans la chaîne des événements aux oscillations qui ont leur origine dans la faiblesse économique de la petite-bourgeoisie. En octobre 1934, Companys et ses amis se sont montrés incapables de tenir tête à la réaction capitaliste. En 1936, ils ne pourraient pas — même s'ils avaient cette intention — résister à l'énorme vague du prolétariat... Il n'y a qu'un pouvoir en Catalogne : c'est la classe ouvrière, et derrière ce pouvoir : la paysannerie et la petite bourgeoisie ».

Dans tout cela on ne trouve pas l'ombre d'une pensée raisonnable. Pour Companys et son parti, la guerre civile ne signifie qu'un malheur national dénué de tout sens. Et s'ils se soumettent en apparence, pour une période donnée, aux mesures de la classe ouvrière, ce n'est que pour garder le pouvoir entre leurs mains, pour désarmer peu à peu politiquement le prolétariat, et pour préparer un compromis pourri avec les Franco et les Mola. Le POUM semble s'imaginer qu'il suffit au prolétariat d'exercer le pouvoir en faisant une pression sur le gouvernement petit-bourgeois. Est-ce que Nin et Andrade qui ne sont pas des hommes sans culture, ne se souviennent pas de la position Staline-Kamenev en février 1917 (1), et ne connaissent-ils pas la réponse que donna Lénine à l'aile conciliatrice des bolchéviques dans ses thèses d'Avril? Il est vrai que nous verrons le POUM, après d'autres odyssees, avoir une vue plus juste en ce qui concerne le rôle de Companys, mais notre plus grand reproche au POUM est justement de ne pas prévoir les événements d'après une analyse marxiste des forces de classes, mais seulement de les suivre empiriquement.

Cette confusion du POUM dans la question fondamentale de l'Etat et de la Révolution l'amène aussi à faire ce pas fatal du 26 septembre : l'entrée de Nin dans le gouvernement Taradellas.

Quelques semaines auparavant on s'était moqué du gouvernement républicain de coalition Caballero-Giral, on avait signifié que la Catalogne était beaucoup plus progressive, étant donné que le véritable pouvoir serait entre les mains du C.C. des milices et d'autres

comités prolétariens. Cependant, dans le même numéro de la « Révolution espagnole » dans lequel on nous communique la naissance d'un nouveau gouvernement avec Andres Nin comme ministre de la Justice, on annonce la liquidation du C.C. des milices. C'est vraiment un prix trop élevé pour un fauteuil ministériel. Anatole Lounatcharski, qui ne fut sauvé de l'exécution et de la diffamation que par sa mort prématurée, rapporte dans ses « Silhouettes de la Révolution » la phrase suivante que Trotsky prononça à propos de l'entrée de Tchernov dans le gouvernement Kérensky : « Quel amour-propre misérable d'abandonner sa position historique pour un portefeuille ministériel ». Nin, que la grande presse mondiale présente volontiers comme un élève de Trotsky, semble malheureusement être plus près de Tchernov que de son prétendu maître.

Comme membre du gouvernement Companys-Taradellas, Nin signa aussi des décrets sur la nouvelle organisation commerciale en Catalogne. Dans le courant de la révolution, des comités s'étaient formés un peu partout spontanément, comités qui s'appelaient généralement « maisons du peuple ». Il est évident que « l'Esquerra catalana » n'était pas très réjouie de cette initiative des masses révolutionnaires, mais la tâche du POUM, parti soi-disant révolutionnaire léniniste, eût été de soutenir effectivement cette initiative, de l'élargir, de l'aider à s'organiser centralement pour détruire complètement l'ancienne bureaucratie.

Or les décrets du gouvernement Taradellas-Nin liquident les Comités populaires, ruinant de telles initiatives par des peines judiciaires et imposent aux communes une nouvelle bureaucratie. Comme un véritable parti centriste martovien le POUM accompagne les nouveaux décrets d'une larme de crocodile : « On peut regretter la suppression des initiatives révolutionnaires locales et spontanées, mais on doit reconnaître d'autre part la nécessité pour toute la Catalogne d'une législation unique ».

Dans le n° 8 de la « Révolution espagnole » nous lisons en outre : « Nous avons la conception, que chaque peuple doit faire l'expérience de ses combats. Aussi éducateurs que peuvent être les enseignements de la révolution russe, ils ne sont pas complètement applicables à la révolution espagnole. Du point de vue politique on ne peut penser qu'en ce moment il soit possible en Espagne et encore moins en Catalogne d'établir l'hégémonie d'un parti prolétarien dans la conduite du combat. Vu la situation actuelle des organisations et le rapport des forces des partis et des syndicats on peut même considérer que cela n'est nullement déplorable ».

Le POUM fait ici l'erreur tragique de tous les centrismes, erreur qui consiste à considérer son propre parti comme un objet mort, au lieu de le considérer comme un facteur vivant de la révolution. Il y a en Catalogne quatre courants principaux : « l'Esquerra catalana »

bourgeois-républicain, le PSUC stalinien, les anarcho-syndicalistes, et le POUM. « L'Esquerra » et les stalinien combattent pour la République, les stalinien étant en d'autres termes l'agent de « l'Esquerra » dans le camp prolétarien. Les anarcho-syndicalistes sont dans la confusion et se rattachent donc au plus fort, le POUM est soi-disant pour le socialisme. Que signifie donc la renonciation du POUM à l'hégémonie? Cela ne peut signifier rien d'autre que ceci : le POUM ne prend pas au sérieux son propre programme, il renonce à l'appliquer pour être en paix avec « l'Esquerra » et le PSUC. Comment le POUM peut-il exiger alors des ouvriers qu'ils comprennent toute la profondeur des divergences qui le séparent du stalinisme ?

Est-ce que ces demi-mesures, cette castration de soi-même ne préparent pas justement le terrain au travail hypocrite des stalinien? Car le stalinisme n'est pas du tout aussi « large d'esprit », pour renoncer de son côté à l'hégémonie. Il est vrai que cela n'a jamais été la méthode de Staline de mener une lutte politique ouverte pour la persuasion des masses. Mais au lieu de disposer d'arguments, il dispose d'une énorme puissance matérielle, la plus grande peut-être qu'un despote ait jamais possédée, et dont il se sert avec une complète absence de scrupules. Il fait donc dépendre le soutien de l'Espagne antifasciste de la liquidation du POUM comme facteur politique et de sa suppression. Et en même temps il envoie la canaille journalistique Michel Koltsov, spécialiste du pogrome, qui a appris ce métier honorable comme employé de Petlioura, le bourreau de l'Ukraine, pour mettre en train une campagne de calomnies contre le POUM.

De cette façon, Staline prépare « son » hégémonie, qui est la renonciation au marxisme, la renonciation à la dictature du prolétariat, la renonciation à la victoire. Certes, un parti marxiste, seul représentant conscient des intérêts du prolétariat, ne doit pas opprimer par la force tous les autres courants. Le sarcasme de Boukharine : « Un parti au pouvoir, les autres en prison », n'est ni un principe ni un axiome comme voudraient le faire croire les épigones bornées de Staline ; ce ne fut, en Russie, qu'une amère nécessité des terribles années de guerre civile. C'est pourquoi il est absolument possible que le POUM puisse, en employant une ligne politique juste, arriver à une coalition durable avec les anarcho-syndicalistes. Mais un parti révolutionnaire marxiste ne peut jamais renoncer à lutter pour l'hégémonie, pour l'application victorieuse de ses conceptions. Dans le *Temps*, le journal le plus solide de la bourgeoisie française, nous trouvons le 22 janvier 1937, la conception suivante de la situation de la Catalogne :

« Là on y est arrivé. Après les débauches révolutionnaires, c'est la gueule de bois. Les chefs qui, d'après l'expérience russe, savent qu'il est dangereux d'aller plus loin, essaient

de retenir les troupes. Mais les troupes poursuivent le chemin que les chefs leur ont indiqué il n'y a pas si longtemps. En Russie, Lénine a brutalement rompu le nœud. Mais en Russie il y avait un régime autoritaire qui savait se faire obéir. A Barcelone on n'a que l'arme de la propagande. On fournit un gros effort pour unir le prolétariat dans les syndicats unifiés, pour faire des socialistes, communistes et anarchistes un seul parti, pour créer une base solide pour la formation d'un Etat autoritaire antifasciste. On n'économise rien pour y arriver, ni conférences, ni réunions, ni campagnes de presse, mais les résultats sont maigres ».

Il semble que cet employé du Comité des Forges ait mieux compris les problèmes et les dangers qui menacent le prolétariat espagnol que maints chefs du POUM. Ce qui est indispensable à la révolution espagnole pour vaincre tous les Franco, Hitler, Mussolini et Staline, c'est le *poing de fer*, le « régime autoritaire » de la dictature du prolétariat, c'est l'hégémonie du parti révolutionnaire du prolétariat. Et en renonçant à ce rôle, le POUM renforce notre argument principal : le malheur de l'héroïque prolétariat espagnol consiste en ce qu'il ne dispose pas d'une véritable avant-garde marxiste. Le correspondant du *Temps* parle d'essais infructueux d'installer un régime autoritaire « antifasciste ». Rien d'étonnant, car la négation n'est pas encore un programme. Les essais ne peuvent mener qu'à la résolution de la crise à la manière contre-révolutionnaire, c'est-à-dire contre le prolétariat et pour les hommes d'affaires de « l'Esquerra », et ces derniers à leur tour reculeront devant les Franco et les Mola.

Dans un de ses discours en tant que Ministre de la Justice, Nin lui-même parla de l'organisation de l'économie. Il déclara entre autres : « Un autre problème est celui de la collectivisation et de la socialisation. Le mouvement spontané des masses a montré leur volonté socialiste. Mais on doit se délivrer des erreurs et des déviations qui se sont montrées dans ce domaine. Dans certains cas la collectivisation d'une usine signifiait qu'on se l'appropriait sans tenir compte des nécessités de la guerre et de l'économie générale. Cela doit cesser. La collectivisation ou la confiscation d'une usine n'est pas faite pour l'utilité d'un syndicat ou d'un secteur de la classe ouvrière. » C'est juste, cher camarade Nin. Mais comment voulez-vous établir l'ordre dans l'économie, comment voulez-vous l'organiser de telle sorte qu'elle soit utile au prolétariat entier sans établir la dictature du prolétariat? Comment pouvez-vous participer à un gouvernement que le POUM lui-même interprète de la façon suivante : « S'il n'est pas bourgeois-démocratique il n'est pas non plus prolétarien ». Le 21 janvier vous avez édité un n° de la *Batalla* en l'honneur de Lénine, où vous avez fait la part qui convient aux thèses de Lénine sur la démocratie et la dictature; mais ne serait-il pas mieux de se souvenir dans les étapes décisives

de la révolution espagnole des enseignements décisifs de Lénine, comme par exemple de celui-ci qui se trouve dans les thèses citées :

« La chose principale que les socialistes ne comprennent pas et qui met sous les yeux leur myopie théorique, leur dépendance des préjugés bourgeois, leur trahison politique envers le prolétariat, est que dans la société capitaliste, quand la lutte des classes qui est à sa base, s'accroît, il ne peut y avoir une moyenne entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Tout rêve d'une trêve quelconque est une lamentation du petit-bourgeois. »

La sortie de Nin du gouvernement obtenue de force par le représentant du gouvernement stalinien à Barcelone : Antonov-Ovséenko (qui sera bientôt peut-être malgré tout, fusillé à Moscou comme « fasciste-trotskyiste » et comme « chien enragé »), provoqua un nouveau tournant à gauche de la part du POUM, sans cependant que celui-ci se rendit compte de son erreur de principe, ce qui laisse le terrain libre à d'autres fautes fatales. Companys et Taradellas ont confiance, relèvent la tête, ne se gênent plus du tout, font des discours dans le style d'Azana, de Caballero et de Del Vayo, condamnent une République des Soviets, glorifient la S.D.N. et M. Eden. La différence entre le gouvernement central et le gouvernement de Catalogne, différence si souvent soulignée par le POUM, commence à disparaître. *La Batalla* s'effraie du fait que les politiciens petit-bourgeois relèvent de plus en plus impertinamment la tête et cherchent à diminuer l'autorité des organisations ouvrières. C'est surtout la vaillante organisation de la jeunesse du POUM, la JCI dont le chef héroïque Vidal est tombé dans la lutte contre Franco, qui trouve le juste ton. *La Batalla* du 6 janvier annonce en manchettes énormes : « Il est nécessaire de rappeler à la vie les comités pour créer les instruments du pouvoir ouvrier ». Certes, c'est le mot d'ordre de l'heure. Mais camarades, croyez-vous que les ouvriers oublieront de sitôt que c'est vous-mêmes qui avez signé les décrets de dissolution des comités? Goethe, que des marxistes modernes peuvent encore lire avec fruit, écrivait : « ...car l'homme, qui, en temps incertain, a l'esprit incertain, multiplie le mal et l'élargit de plus en plus. Mais celui qui tient fermement à son idée recrée le monde ».

LE POUM ET LES ANARCHISTES

Les chefs du POUM soulignent très souvent leurs relations amicales avec les anarcho-syndicalistes. Or, c'est sans doute une ligne politique juste de créer un front stable avec les organisations anarcho-syndicalistes contre la trahison jaune des staliniens, mais sans pour cela cesser ne fut-ce que pour une heure, les critiques des erreurs théoriques et fautes pratiques de l'anarchisme.

Au début de la guerre civile le POUM disposait de cadres syndicaux autonomes (FOUS); c'était déjà une erreur que le POUM reconnut d'ailleurs bientôt. Mais, au lieu de fusionner

avec l'organisation anarcho-syndicaliste de masse : la CNT, pour résoudre positivement le conflit avec l'UGT, syndicat réformiste réactionnaire dirigé par les staliniens (au lieu d'« unité syndicale à tout prix », « unité syndicale avec plate-forme révolutionnaire »), le POUM conduisit ses adhérents vers l'UGT, probablement pour éviter une discussion théorique sérieuse avec les anarcho-syndicalistes.

Le résultat fut tout autre que celui qu'on avait attendu : le POUM, au lieu de contrôler par les masses révolutionnaires à l'intérieur de la CNT les chefs anarcho-syndicalistes, fut exclu de toutes les négociations sur l'unité syndicale, et la résolution signée par l'UGT et la CNT contient même un certain nombre de points que l'on doit considérer comme une menace directe envers l'action fractionnelle éventuelle du POUM (point 15 : « Nous menons une action commune contre tout travail cellulaire des groupes syndicaux incontrôlables, qui, soit par incompréhension soit par mauvaise volonté sont dangereux pour la réalisation de ce programme ». (*Rév. esp.* n° 9). Dans la question syndicale, le POUM s'est aussi assis entre les deux chaises, et a par là-même facilité le jeu commun des directions de la CNT et de l'UGT.

Il n'en va pas beaucoup différemment en ce qui concerne la question de la formation du gouvernement. Au lieu de mener avec la CNT une opposition commune contre Companys, et de lutter pour la préparation de la prise du pouvoir par les soviets, le POUM facilite et encourage la transformation des anarchistes négateurs de l'Etat en un parti parlant de coalition avec les républicains. Maintenant, après l'expulsion du POUM du gouvernement, il essaie naturellement de gagner la CNT par une nouvelle opposition contre Companys. Mais comment empêcher les masses de n'y voir qu'un pur égoïsme de parti de la part du POUM? On se demandera : est-ce que le caractère du gouvernement Companys dépend du fait que Nin soit ou non, ministre de la Justice? Est-ce que nos ministres anarchistes ne sont pas eux aussi une garantie pour le caractère « presque » socialiste du gouvernement?

Nous avons déjà dit que ce sont justement les oscillations du POUM qui rendent si dangereuse la campagne de pogromes des staliniens. Les ouvriers ne comprennent pas que dans la divergence POUM - PSUC il s'agit de la différence entre dictature socialiste du prolétariat et réaction bourgeoise, et est-ce que dans ce cas les couches arriérées de la classe ouvrière ne seront pas prêtes à sacrifier le POUM pour l'aide russe? Ce n'est que par une position ferme, décidée, hardie, que la bataille peut être gagnée par le POUM. Il n'est pas encore trop tard mais beaucoup de temps précieux est déjà perdu.

LE POUM ET L'INTERNATIONALE

Le POUM appartient, et c'est aussi l'héritage de Maurin (3), au Bureau de Londres, Bureau

des partis socialistes indépendants, reste de l'Internationale 2 1/2 qui, formée dans la confusion, crée toujours de nouvelles confusions autour d'elle. Six partis entiers appartiennent encore aujourd'hui à ce bureau. L'un n'a qu'un caractère purement fictif : le parti socialiste indépendant de Pologne, qui n'existe que dans la fantaisie du fameux docteur héroï-comique Kruk, et deux autres ne présentent que des groupes fractionnels faibles : les maximalistes italiens et le SAP allemand; reste l'ILP et le parti socialiste suédois.

Quand, au début d'octobre, le Bureau se réunit pour préparer les conférences qu'il aime tant, et qui restent toutes sans résultat, on oublie de prendre position sur les questions les plus importantes (Union soviétique, nouvelle internationale) : en effet on ne pouvait obtenir une résolution unanime, justement à cause de l'absence de points de vue communs.

Voici d'autres preuves de cette curieuse « unité » : le POUM qualifie avec juste raison la politique de neutralité du mouvement ouvrier vis-à-vis du conflit espagnol, de *crime*. Mais l'allié français du Bureau de Londres, Marceau Pivert, appartient d'autre part à l'état-major de Blum, un des responsables principaux de la politique de neutralité!

Le Parti socialiste suédois soutient la politique de neutralité du gouvernement suédois, *La Batalla* du 28 janvier publie un extrait du discours du ministre de la justice suédois Westman, dans lequel celui-ci défend la politique de neutralité devant le Parlement. Malheureusement, elle oublie de mentionner que le chef du parti frère suédois du POUM, Flygg, se déclare d'accord avec le discours de Westman dans ses points essentiels. Le POUM caractérise aujourd'hui — après de longues oscillations — le Front Populaire comme une trahison bourgeoise de la révolution, et en même temps, le SAP signe en commun avec les cadavres vivants de la République de Weimar un manifeste pour une nouvelle République de Weimar. Par un « hasard » heureux, l'appel pour le Front Populaire allemand paraît dans le même numéro de la *Deutsche Volkszeitung* (organe des complices allemands des bourreaux moscovites) que la résolution du C.E. de l'I.C. sur l'Espagne dans laquelle sont publiées les attaques grossières contre le POUM, espion de Hitler et Franco. Dans l'intérêt du Front Populaire allemand, avec des libéraux faillis et avec des pogromistes staliens, le SAP devient lui aussi un instrument de Staline, et se donne beaucoup de peine pour tranquilliser le POUM et le décider à cesser toute critique contre le stalinisme.

Et tandis que le POUM tient encore à la formule que le SAP a émise hier, (c'est-à-dire qu'il faut établir les bases de la création d'une nouvelle Internationale marxiste, etc...) celui-ci a déjà commencé les négociations pour un « parti unifié » avec les mercenaires allemands de Staline. La *Neue Front* (organe du SAP), se tire pour cette raison de la position pénible du POUM avec la prédiction suivante :

« Nous savons très bien qu'un renouvellement fondamental nécessaire au mouvement ouvrier ne peut se faire par de simples actes de volonté et des résolutions de conférence. Mais une révolution victorieuse en Espagne améliorerait considérablement les chances pour la création d'une grande internationale prolétarienne capable d'agir. Cependant, aujourd'hui, où la victoire en Espagne n'est qu'une espérance et non une réalité, et où nous ne savons pas encore quelles conséquences entraînera la position de l'URSS, on ne peut prévoir s'il s'agit là d'une nouvelle Internationale ou d'une Internationale renouvelée ».

Evidemment, on ne peut exiger que celui qui barbote jusqu'au cou dans le marais de la confusion voie plus loin que son propre nez. Et ainsi le SAP, qui craint tout tournant à gauche du POUM comme la mort, et pousse un soupir de soulagement après chaque tournant à droite, fait tout ce qu'il peut pour empêcher la victoire du prolétariat espagnol, pour laisser à Staline la possibilité de décimer par le feu les rangs des vieux bolchéviks, exciter un pogrom contre les révolutionnaires espagnols, etc... « renouveler » de cette façon l'Internationale.

Dans le n° 2 de l'édition allemande de la *Révolution Espagnole* se trouve une résolution du POUM concernant la question internationale d'où nous tirons ce qui suit :

« Pour vaincre, le prolétariat a besoin de partis révolutionnaires, qui se soumettent à une discipline internationale. Cette Internationale n'existe pas. La 2^e et la 3^e Internationales ne peuvent pas être l'instrument de la révolution mondiale. La 4^e Internationale, fondée par Trotsky, ne peut non plus l'être, à cause de son caractère sectaire. Les événements historiques ont fait de notre pays actuellement le centre de la lutte révolutionnaire mondiale, et de notre parti l'avant-garde de cette lutte, le point de rencontre des partis socialistes indépendants et des groupes des différents pays. »

La discipline internationale n'existe nulle part, nous l'avons vu, moins qu'au Bureau de Londres. Le marxisme de ces partis ne va pas très loin, car ils n'ont rien compris au rôle subjectif que doit jouer un parti révolutionnaire. La seule réponse que le POUM peut nous faire, c'est le sectarisme. D'autre part, le POUM sait très bien que la 4^e Internationale n'a pas été « fondée par Trotsky », ni fondée du tout. Ce qui est juste, c'est que nous travaillons fermement et sans oscillations à sa construction, affiliés à un Bureau International qui coordonne le travail pratique et théorique, et que nous sommes fiers de compter parmi nous, comme la force, l'expérience et la science les plus puissantes et éminentes, le camarade Léon Trotsky.

Et notre sectarisme? Lénine, Liebknecht et Luxembourg étaient forcés d'être sectaires dans les années où ils travaillèrent de toutes leurs forces à persuader les masses de la chute définitive de la 2^e Internationale. La lutte con-

tre la 3^e Internationale, qui dispose de ressources matérielles énormes et possède l'aura du premier Etat prolétarien, est incomparablement plus dure et plus longue. Notre sectarisme consiste en ce que nous restons fidèles à nous-mêmes, et en ce que nous disons *ce qui est*. Le Bureau de Londres se décompose de plus en plus, et tandis qu'il s'associe à des sectaires de la pire espèce (les sionistes, Dr Kucky Feld) la 4^e Internationale consolide toujours plus ses positions, et entre déjà en contact avec les masses dans plusieurs pays (Belgique, France). Si les camarades du POUM veulent devenir le parti bolchévique espagnol, ils ne doivent pas s'allier aux Kautsky et aux Longuet de 1937, c'est-à-dire aux Schwab, Pivert et Maxton, mais rejoindre la plate-forme et les méthodes de lutte de la 4^e Internationale.

Les chefs du POUM parlaient dernièrement des « *attaques injustifiées de la part de la 3^e et de la 4^e Internationales dirigées contre le POUM* ». Nous pensons que les camarades du POUM reconnaîtront après tout ce que nous venons de dire, qu'il s'agit là d'un argument démagogique, qu'ils devraient estimer audessous de leur dignité. La 3^e Internationale répand des calomnies vénimeuses, ment et

provoque pour empêcher le prolétariat espagnol de se délivrer. La 4^e Internationale répand au contraire la lumière de la critique marxiste, et n'a pas d'autre intérêt que de préparer le chemin à la révolution prolétarienne. C'est pourquoi il est temps de créer la voie du nouveau développement vers le marxisme révolutionnaire. Dans l'intérêt de la révolution espagnole et internationale, tout ce qui est possible doit être fait dans cette direction.

W. HELD.

5 février 1937.

(1) Le gouvernement allemand de novembre, Ebert-Scheldemann, créa aussi des « Comités de socialisation », et les « Indépendants » allemands entrèrent dans cette souche, au lieu de déceler le mensonge.

(2) Incidemment : Dans l'Union soviétique d'aujourd'hui toute divergence d'opinion avec Lénine à un moment quelconque du passé, figure comme le point le plus décisif dans les réquisitoires du menchévik Vichynski, qui se trouvait et se trouve encore de l'autre côté de la barricade. Mais est-ce que l'on accusera Staline de sa propre erreur de mars 1917 ?

(3) La IV^e Internationale honore elle aussi le souvenir de Joaquim Maurin, assassiné par les troupes de Franco. Mais rien ne devient plus dangereux que de canoniser ses terribles erreurs théoriques et pratico-politiques grâce à sa mort de martyr, ce qu'essaya de faire probablement Gorkin dans une grande mesure.

La dualité du pouvoir dans la révolution espagnole

La question des Comités

Dès le début de la révolution, le prolétariat, manquant d'une direction révolutionnaire, n'a cessé de reculer devant la bourgeoisie. Comité central des milices comme sous-commission de la Généralité (fin juillet), Conseil de l'Economie pour « canaliser », c'est-à-dire endiguer et briser l'initiative des masses (mi-août), Gouvernement d'Union Sacrée avec la C.N.T. et P.O.U.M. (fin septembre), Gouvernements de pleins pouvoirs pour liquider la Révolution (mi-décembre), voilà les étapes de la contre-révolution telles qu'elles s'expriment à travers les organismes représentatifs.

Ce fut l'évolution en sens inverse dans la succession des organismes dirigeants de la Révolution française depuis les Etats Généraux jusqu'à la Convention. Cette comparaison montre aussi le caractère plus démocratique de la révolution française : le prolétariat espagnol qui n'a pas su se donner le parti qui veut la dictature de classe fut également incapable de se donner jusqu'à maintenant l'organisme représentatif à base démocratique. La force des syndicats, les velléités révolutionnaires de la centrale anarchiste, ont fait croire qu'en Espagne cette base démocratique que furent les soviets en Russie et ailleurs est impossible, et en même temps superflue.

L'unification syndicale qui se prépare va, dans l'esprit de maint militant, peut-être encore renforcer cette opinion. En effet, l'alliance ouvrière, est-elle, dans l'esprit de beaucoup, autre chose que la coordination des deux centrales syndicales ? Et, en même temps, les partis politiques (P.S., P.C.) ne marchent-ils pas vers l'unification, le P.O.U.M. lui-même demandant de fusionner avec eux ? L'alliance de la jeunesse n'est-elle pas en voie de réalisation ?

En réalité, — et il y a de plus en plus de camarades qui voient les réalités — dans la mesure où ces palabres d'unification s'intensifient, le prolétariat s'écarte du pouvoir et la bourgeoisie se prépare à un nouveau triomphe inespéré il y a quelques mois.

Sous le signe de « l'unité antifasciste », le gouvernement Taradellas-C.N.T.-Nin dissolvait les Comités locaux de milices pour rouvrir la voie aux éléments bourgeois et caciques, rétablissait le code militaire de la monarchie, etc...

Sous le signe de l'unité syndicale, on renforce le poids spécifique de la bureaucratie réformiste s'orientant vers le corporatisme et s'appêtant à donner un coup en arrière au mouvement d'émancipation économique et politique du prolétariat et de la petite paysannerie.

Sous le signe de l'unité, le Comité de coordination des Jeunesses Unifiées (staliniennes) et Jeunesses libertaires bride les tendances révolutionnaires, parmi les dernières surtout, pour ne pas parler du mot d'ordre de l'Alliance nationale de la Jeunesse espagnole dont nous parlons ailleurs dans ce numéro.

De même, le commandement unique dans l'armée, autant qu'il ne reste pas sur le papier, signifie, dans les conditions politiques actuelles, la soumission du prolétariat à la bourgeoisie libérale, stagnation des opérations, et préparation de l'armistice honteux.

L'unité antifasciste s'est avérée être l'unité anti-communiste, anti-révolutionnaire. Le problème de l'unité du prolétariat reste posé, plus fort, plus urgent que jamais.

Les Alliances ouvrières

En octobre 1934, les A.O. (Alliances ouvrières) ont représenté, dans une certaine mesure, l'union démocratique et efficace des forces prolétariennes. Elles doivent leur existence avant tout à l'agitation des bolcheviks-léninistes auxquels s'est ajouté le B.O.C. de Maurin en Catalogne. Mais les anarchistes catalans se refusaient à en faire partie, et les socialistes nièrent aux A.O. le caractère d'organismes du pouvoir prolétarien. Souvent, le sectarisme des organisations en fit plutôt des organismes de liaison locale que des soviets.

La double faiblesse des A.O. fut de manquer d'une tête centrale nationale, et en même temps d'organisme de Front Unique à la base. La théorie selon laquelle, en Espagne, le Front Unique doit se faire « localement », ni au sommet, ni à la base, est évidemment absurde. Grâce à l'emprise bureaucratique, l'existence des A.O. fut, dans bien des endroits, purement nominale, fictive. Ailleurs, elles furent dominées par les socialistes qui se refusèrent à mettre leur armement à la disposition des A.O. Les staliniens, comme on sait, dénommèrent les A.O., qui furent, malgré leurs faiblesses, les organismes de lutte les plus élevés que le prolétariat espagnol s'était pu donner jusqu'alors, « les Saintes Alliances de la Contre-révolution », pour y entrer quelques jours avant l'insurrection d'octobre 1934. L'histoire de celle-ci a démontré les vertus et les faiblesses des A.O.

En mai 1936, au Congrès de Saragosse, la C.N.T. a voté une résolution préconisant l'Alliance ouvrière, mais ce fut une déformation bureaucratique du projet de la minorité de gauche qui avait demandé l'unité d'action à la base ou au moins au « milieu », mais qui, manquant d'une base idéologique ferme, a capitulé au congrès. L'entrée de la C.N.T. dans le gouvernement contre-révolutionnaire de Madrid fut effectuée grâce à l'évolution de l'A.O. et l'unification bureaucratique des deux centrales syndicales sera placée sous le même signe.

La révolution de juillet

L'insurrection de juillet, riposte guère préparée contre le coup fasciste, a fait surgir des

comités de toute sorte. Les comités locaux venaient à remplacer les municipalités bourgeoises et à assurer, en outre, les fonctions exécutives, judiciaires, etc. de l'Etat : la Révolution, tout en décuplant passagèrement le caractère répressif de l'Etat, a démocratisé et centralisé à l'extrême ses fonctions.

Le Comité central des milices à Barcelone fut l'expression de la victoire de l'insurrection antifasciste, d'un côté, de la permanence de l'ossature de l'Etat bourgeois, de l'autre. Ce furent les « vacances de la légalité bourgeoise », non pas son abolition pure et simple. Dans les premières semaines, le régime du double pouvoir (prolétariat et bourgeoisie) établi par les journées de juillet, s'exprimait par la collaboration de la petite bourgeoisie avec le prolétariat.

Dans la mesure où les bases de l'Etat bourgeois, fortement ébranlées, se raffermissent, le caractère de la collaboration s'invertit : celui qui « collabore » n'est plus la bourgeoisie, mais le prolétariat. Quelques jours après la formation du gouvernement de Septembre, le Comité central des milices se dissout ; dès lors, le régime du double pouvoir s'exprime par la coexistence du gouvernement bourgeois et des comités multiples, les deux entrant dans une lutte de plus en plus aiguë, lutte dans laquelle les directions des partis (y compris le P.O.U.M) et des syndicats (y compris la C.N.T.-F.A.I.) prennent effectivement le parti de la bourgeoisie réactionnaire.

Après la dissolution des comités locaux des milices, subsistaient les comités suivants :

1° Comités dans les casernes de police, etc. Ces comités sont une garantie tout à fait relative, insuffisante contre l'emploi de la force armée de l'Etat bourgeois contre le prolétariat.

2° Comités dans les usines « collectivisées ». Ces comités souffrent de la suffisance et du népotisme bureaucratiques, comme de l'incapacité des ouvriers à gérer l'économie sans période intermédiaire d'éducation (contrôle ouvrier). Leur inactivité et incompétence vont entraîner leur écartement par la réaction, à moins d'une recrudescence de la vague révolutionnaire.

3° Comités de contrôle ouvrier. Ces comités existent dans les entreprises les plus importantes qui, généralement, ne furent pas collectivisées. Le contrôle syndical des banques est quasi-nul. De même pour le petit commerce.

4° Comités de maison (à Madrid). Ces comités souffrent des mêmes velléités bureaucratiques, mais ils exécutent un travail de répression, vigilance, d'aide médicale, etc... Ils sont centralisés par un système de délégations de district, etc...

5° Comités locaux, subsistant surtout en Aragon, dans le Levant, etc...

6° Comités de miliciens existant sur divers fronts (Sierra, Aragon).

7° Comités de paysans. Existents dans plusieurs endroits pour la collectivisation de la

production et du commerce, l'approvisionnement. En lutte contre l'Etat et la bureaucratie syndicale.

La faiblesse principale de tous ces comités, c'est leur manque d'un parti révolutionnaire qui constitue une base idéologique commune des meilleurs éléments de ces comités. L'anarchie domine la plupart d'entre eux en Catalogne et le Levant. Or, sans la compréhension du problème de l'Etat, les comités sont condamnés à être écrasés par celui-ci. Les anarchistes qui acceptent la collaboration dans l'Etat bourgeois se sont toujours refusés à une coordination régionale, etc... des comités : ils sont devenus autoritaires sans devenir démocratiques.

Aujourd'hui, ils font croire aux ouvriers que la période de la lutte de classe — ils ne l'ont jamais reconnue — est terminée, le patronat liquidé, ayant accepté des charges dans les comités ou l'usine avec une rémunération égale à celle des ouvriers. Or, aujourd'hui plus que jamais, la préoccupation centrale du prolétaire n'est pas économique, mais politique; ou plutôt les problèmes économiques trouvent, plus que jamais, leur unique solution dans la lutte politique.

Le P.O.U.M., lui, n'a jamais sérieusement compris que le problème des comités, leur maintien à tout prix, leur transformation en

organismes vraiment démocratiques et de haute lutte, est le problème central de la révolution. De plus, il a apposé sa signature sur le décret de dissolution des Comités de milices locales. Il offrit sa collaboration au gouvernement réactionnaire de la Généralité tout en prêchant, d'une façon abstraite et réservée l'Assemblée de comités : pour faire une telle assemblée, il s'agit d'abord de recréer des comités et d'en créer de meilleurs, partout où des masses lutent pour leurs conditions de vie. Or, le P.O.U.M. est incapable d'agir d'une façon conséquente et systématique dans ce sens (1). La plus petite menace de la réaction le fait reculer. La moindre possibilité collaborationniste lui fait abandonner son arsenal de réserve de mots d'ordres léninistes.

« Vive l'Etat fort, à bas les comités ! » crie la réaction. « A bas cet Etat, vive les comités rajeunis, politisés, démocratisés, renforcés, élargis à toutes les fonctions de la vie publique, instruments de la prise du pouvoir par le prolétariat » — voilà le mot d'ordre des révolutionnaires.

MOULIN.

(1) De plus, le POUM lance le mot d'ordre d'une assemblée des comités uniquement en liaison avec la Constituante. Or, l'établissement d'une Constitution est une besogne secondaire parmi les tâches à remplir par le futur organisme central représentatif du prolétariat.

Après deux ans de "Que Faire?"

Premier bilan

Il n'est point de numéro de la revue *Que Faire?* où quelque rédacteur, sur un ton très docte, ne nous donne à nous, militants du mouvement pour la IV^e Internationale, et tout particulièrement à Léon Trotsky, quelques leçons de marxisme. Soit! Nous sommes, y compris Léon Trotsky, tout disposés à apprendre des critiques de chaque militant ouvrier y compris de ceux qui encore en 1935, écrivaient des articles bien différents, mais non moins doctes, dans *l'Humanité*.

Malheureusement il n'est pas de procédé plus stérile que celui de nos critiques de *Que Faire?* Asséner sur nos têtes d'hérétiques, de « sectaires », de « blanquistes » (quelle originalité!), des dizaines de citations de Marx, d'Engels, Lénine, dont la caractéristique est d'être détachées du contexte et de toute réalité historique, cela n'a jamais rien appris et ne peut jamais rien apprendre à personne.

Nous, nous examinerons pour les confronter avec les faits, les principales positions de ce groupe concernant la révolution espagnole, la question de la guerre, la situation française, la question du nouveau parti et de la nouvelle Internationale. (Nous verrons séparément dans un autre article, sa position sur l'URSS et le capitalisme d'Etat).

Dans le compte rendu de la 8^e conférence de *Que Faire?* (n° 25) nous lisons :

« Le P.O.U.M. a ses positions, mais pas assez affirmées. Aussi on a réussi à l'éliminer, mais le pire, on a réussi à le séparer, dans une certaine mesure, des masses. Nous sommes avec le P.O.U.M., qui, malgré quelques erreurs, représente le marxisme. La lutte contre le P.O.U.M. c'est une lutte contre le développement socialiste de la révolution, un triomphe de l'idéologie petite-bourgeoise contre le prolétariat. C'est le contrôle effectif des masses qui manque en Espagne (?). C'est cela que le P.O.U.M. doit réclamer (1?). Pour la forme du contrôle : soviets, junte, comités? La vie la donnera elle-même, les révolutionnaires doivent développer ce qui apparaît. D'autre part le développement du P. C. espagnol est considérable. Un certain arrêt de celui du P.O.U.M. doit-il être attribué au fait que le P.O.U.M. apparaît comme s'opposant au mouvement des masses? En tout cas, cela prouve qu'il ne suffit pas de créer des organisations nouvelles, mais que ce qui importe le plus dans une organisation, c'est son contenu politique, la politique juste ».

Dans ces quelques lignes se trouvent résumées (quoique d'une manière plus estompée que dans les articles des numéros 25 et 26) les deux positions de *Que Faire?*, que l'on peut caractériser ainsi :

1) Au point culminant de la première phase de la révolution tandis que le pouvoir réel était, particulièrement en Catalogne, entre les mains des Comités de paysans, de miliciens, d'ouvriers, et que le problème était de briser définitivement ce qui restait de l'Etat bourgeois républicain, *Que Faire?* approuve la po-

sition du C.C. du P.O.U.M., qui a consisté à participer à la coalition gouvernementale avec les démocrates, laquelle a entrepris de dissoudre les comités et de frayer la voie à un retour offensif des bourgeois et des réformistes, ainsi qu'à la répression contre le P.O.U.M., y compris son expulsion de la coalition.

2) Dans la deuxième phase, tandis que la coalition des démocrates - réformistes - stalinistes (ces derniers en avant-garde...) réussit, se servant de positions équivoques et intermédiaires des anarchistes, à faire reculer la révolution, *Que Faire?* constate que la faute essentielle du P.O.U.M. consiste à s'opposer trop ouvertement au courant contre-révolutionnaire, et insiste sur les côtés particulièrement positifs (oh! combien!) du stalinisme.

Analysons plus en détail ces deux positions.

1) Dans la première position réside, selon nous, la même erreur que le P.O.U.M. dans sa participation au gouvernement Taradellas.

Sous la pression révolutionnaire des ouvriers, au point culminant de l'essor révolutionnaire, pas mal de canailles démocratiques se découvrent des âmes « sociales », et ne tarissent pas de bavardages ampoulés sur la révolution. Ce fait banal dans l'histoire des révolutions, a suffi pour faire tourner la tête de nombreux « marxistes », qui en ont oublié les leçons les plus essentielles de Marx, à commencer par celle de 1848. Ils ont été inclinés à croire, pour des raisons « exceptionnelles » (formule classique de l'opportunisme) qu'un gouvernement où les postes décisifs étaient détenus par les bourgeois, pourrait être un gouvernement utile à la révolution (?) et que le parti ouvrier révolutionnaire avait pour devoir d'y collaborer, ce qui est évidemment mieux que de « l'appuyer dans la mesure ou », autre formule classique. (Cette question est à nouveau expliquée dans deux articles de ce numéro de *Quatrième Internationale*).

En approuvant la politique de collaboration à la coalition gouvernementale, *Que Faire?*, qui se propose avant tout de former des cadres, escamote une des plus essentielles leçons de la première phase de la grandiose expérience espagnole. Ses responsables montrent quelle serait leur politique dans une situation analogue.

2) La position prise par *Que Faire?* dans la deuxième phase — celle de la contre-pression et de l'offensive réactionnaire contre le P.O.U.M. — est très sensiblement à droite de la première. Elle consiste dans une sorte de commentaire de gauche de la position staliniste. Ceux qui douteraient de la justesse de cette appréciation, sont priés de se reporter aux articles visés, en particulier aux numéros 25 et 26. Le texte lui-même est plus édifiant que la critique qu'on en peut faire.

a) Tout d'abord, c'est la critique du P.O.U.M., dans un sens réactionnaire et démoralisant. Il paraîtrait que le P.O.U.M. se couperait des masses par la critique trop vive du gangsterisme staliniste, et des démocrates incapables. Le P.O.U.M. devrait s'adapter! ne pas paraître comme s'opposant au mouvement des masses!

Tiens! tiens! nous pensions que le mouvement des masses s'était manifesté par la création quasi-spontanée des organes de la révolution socialiste (les comités) qui ont exercé un pouvoir tout puissant pendant plusieurs semaines, et qu'aller dans la voie des masses, ce n'était pas aller dans la voie de la dissolution de ces organes! Eh bien, non! *Que Faire?* nous apprend

que l'erreur du P.O.U.M. a été de n'être pas encore assez à droite!

Au moment où le P.O.U.M. est en butte à la plus ignoble répression, tous les révolutionnaires du monde doivent lui affirmer leur solidarité et l'exhorter à la fermeté dans la critique et dans l'offensive, comme seul moyen de conquérir les masses. Offensive pour l'unification des masses dans les comités. Offensive pour démasquer les contre-révolutionnaires, les adversaires des comités, les démocrates et les stalinistes. Maintien du front unique militaire en exigeant le contrôle prolétarien dans l'armée!

Au contraire, c'est le moment choisi par *Que Faire?* pour inviter le P.O.U.M. à s'adapter à droite, disons le mot, à entrer dans la voie de la capitulation!

b) Mais cette critique du P.O.U.M., comme insuffisamment adapté à la démocratie de MM. les bourgeois, réformistes et stalinistes, n'est qu'un côté — le plus équivoque de la position actuelle de *Que Faire?*

La guerre nationale? Grande théorie du Parti Communiste! Sans doute, « une faute fondamentale » (ainsi on sauvegarde les principes et on sauve son âme). Mais, « cette politique de guerre nationale du Parti communiste exprime, quoique d'une façon déformée, une réalité profonde ». Laquelle?

« Elle exprime le caractère international de la révolution espagnole qui est aux prises avec le fascisme international. Le Parti communiste est le seul à avoir des liaisons réelles avec le prolétariat des autres pays. Il tend — non sans succès — à lier la lutte en Espagne à l'action des P. C. français et de l'URSS. »

« Non sans succès », en effet! Et son internationalisme consiste dans une campagne pour la sécurité de l'impérialisme français et du Maroc, et dans l'attitude de l'URSS au Comité de Londres.

Même « adaptation » pour la militarisation à sens bourgeois. Le problème à résoudre, c'était l'unification des milices sous le contrôle prolétarien. Ce besoin réel, le Parti « communiste », l'a exploité en faveur de la constitution de l'armée régulière (corps d'officiers nommé par le gouvernement, auquel on assujettit les soldats). Ainsi on met une croix sur la leçon du 19 juillet.

Mais c'est au fond très bien, ajoute *Que Faire?* « Sans doute » (ceci est toujours pour le sauvetage de l'âme et des principes) le Parti communiste efface la nécessité du contrôle prolétarien sur les officiers! Mais... et c'est le « mais » qui reste la position réelle, approbatrice.

Dans le domaine économique, le Parti « communiste », trois mois après avoir proclamé la nécessité de l'ordre et la propriété capitalistes, oppose à la gestion des ouvriers les nationalisations bureaucratiques pour les biens des factieux, la restitution des biens aux capitalistes non fascistes, sous le contrôle ouvrier (?), le rétablissement général du commerce capitaliste.

Et *Que Faire?* répète la comédie de l'adaptation. « Sans doute », le Parti communiste n'hésite pas à affaiblir les positions de la classe ouvrière au profit des éléments petits bourgeois et même bourgeois. Mais il y a la guerre et les « sacrifices » nécessaires!

La réorganisation de l'Etat? Est-il possible de naviguer dans la question de l'Etat en période révolutionnaire! Malheureusement *Que Faire?* ne fait que ça. Evidemment, toujours pour les mêmes besoins de l'âme, on commence par déplorer que le Parti « communiste » sabote toute tentative d'Etat prolétarien

(Etat des comités) au profit de l'« Etat démocratique et populaire ». Mais on finit par dire : Mais un Etat démocratique et populaire, ce n'est pas si mal que ça ! De même en 1917, certains bolcheviks (dont Staline et Kamenev) disaient : Une république socialiste, c'est bien pour l'avenir, mais en attendant une démocratie bourgeoise avec les cadets et les mencheviks ne serait pas mal non plus. Mais il y a eu depuis cette expérience les thèses d'avril, Lénine, la révolution russe et ses conséquences mondiales.

Il est exact que dans une période révolutionnaire aigüe la forme des institutions officielles, qui représentent le pouvoir, n'est pas tracée au burin, précisément parce qu'il y a au moins deux pouvoirs qui s'affrontent : le vieux, avec ses institutions plus ou moins ébranlées auxquelles il se raccroche, ou qu'il s'efforce de reconstituer sous des formes différentes, mais avec les mêmes noms (l'exemple de la militarisation est typique...), le nouveau, représenté par les comités. Il y a eu une politique qui a consisté à dissoudre les comités et à reconstituer, sous une forme parfois différente, l'ancien pouvoir de domination démocratique bourgeois. Les réformistes, les stalinistes ont fait cette politique des démocrates. Les anarchistes s'y sont associés. Le P.O.U.M. y a collaboré au début. Et *Que Faire?* se tait là-dessus pour préconiser en fin de compte quoi? La « démocratisation » de cet Etat populaire national, qui n'est pas la démocratie bourgeoise, contre laquelle d'ailleurs il ne faut pas lutter sous peine de se couper des masses...

Evidemment, cette politique de la démocratisation appelle à la rescousse des citations de Lénine « de la fin du siècle passé ». Mais enfin, pourquoi, au lieu de prendre des citations détachées du contexte et de l'histoire pour illustrer sa thèse, ne pas choisir plutôt des citations se rapportant à des périodes non identiques, mais dans une large mesure comparables? Pourquoi, à propos d'un période révolutionnaire, où se pose la tâche du pouvoir prolétarien, ne pas au moins choisir des citations de Lénine de l'époque qui a précédé Octobre?

Pourquoi? Parce que à cette époque on trouverait des citations de Lénine condamnant d'une manière catégorique les positions équivoques de Staline, de Kamenev et de la direction de la *Pravda* qui voulaient soutenir « la démocratie dans la mesure où », marcher pour une guerre de la démocratie de Kerensky contre l'impérialisme allemand.

Que les chercheurs de citations cherchent dans cette période, ou alors qu'ils adoptent sans tergiversations la position des stalinistes sur la révolution démocratique opposée dans la période présente à la révolution socialiste.

QUE FAIRE? ET LA GUERRE IMPERIALISTE

Ferrat a été exclu du Parti communiste principalement parce qu'il s'était affirmé contre la politique de « l'union de la nation française » (union sacrée 1936). Mais, comme Ferrat l'a d'ailleurs lui-même démontré à propos de Pivert, on peut se prononcer contre l'union sacrée et en fait avoir une position tellement équivoque qu'on est englobé dans l'union sacrée tout en faisant des phrases pour dire le contraire. Il a failli arriver à *Que Faire?* une aventure analogue à celle de Pivert.

Pour que les positions équivoques de *Que Faire?*

sur la guerre impérialiste deviennent dans la réalité de l'union sacrée pure et simple, il n'a manqué qu'une chose — heureusement la principale — la guerre impérialiste.

En effet, nous trouvons dans l'éditorial du n° 26 (février 1937) :

« Si demain, sous la pression ouvrière, le gouvernement du Front Populaire prenait des mesures efficaces contre l'action de Hitler en Espagne ou au Maroc, il devrait pouvoir compter sur le soutien du prolétariat révolutionnaire ».

Que signifie l'hostilité générale à l'union sacrée, si on s'avère ainsi disposé à tomber dans n'importe quel piège? Et il est bien évident que le piège dans lequel l'impérialisme cherchera à attirer le prolétariat pour le mener à la boucherie, aura une allure très « guerre révolutionnaire ». Ne serait-ce que pour ébranler des groupes comme *Que Faire?*, en tout cas pour emporter sans hésitation ni murmures le bloc des socialistes et des communistes.

Cette position de *Que Faire?* ne figure pas par hasard aux côtés du « démocratisme conséquent » et des affirmations sur le régime de l'Espagne. De même qu'on ne voit plus la démocratie bourgeoise en Espagne, de même on ne voit plus l'impérialisme qui est dans le gouvernement Blum avec les radicaux (notre mot d'ordre « A bas les radicaux! » est absurde, n'est-ce pas, camarades de *Que Faire?*), pourvu que ces messieurs consentent à prendre quelques précautions oratoires. Aussi on laisse s'estomper les questions de classe derrière la phraséologie « populaire ».

D'ailleurs l'article dont nous citons ci-dessus l'essentiel a provoqué une réaction dans le groupe lui-même, comme en témoigne une bonne réponse du camarade Vialatte dans la Tribune Libre du *Drapeau Rouge*. Pratiquement, les camarades de *Que Faire?* ont pu voir où mènent les positions d'adaptation sur le Front Populaire et la question du Parti. Cet article du n° 26 aura été ou le début d'une chute verticale ou un avertissement. La suite le prouvera.

LA SITUATION EN FRANCE

La position de *Que Faire?* sur la situation française est exprimée dans la « Résolution sur la situation politique et nos tâches » du 8 janvier 1937 :

« Ils (*Que Faire?*) doivent avant tout montrer aux ouvriers comment il convient d'agir pour qu'ils puissent eux-mêmes transformer en action réelle les attitudes inconséquentes ».

C'est en somme une attitude de professeur, à laquelle nous opposons la position ci-après : « Les révolutionnaires doivent se trouver dans les luttes ouvrières, y participer de leur mieux. Leur tâche est double : d'une part ils mettent en avant les revendications du programme d'action socialiste, d'autre part, à la lumière des faits, ils expliquent patiemment la nécessité de rebâtir l'Internationale révolutionnaire, et par le regroupement des révolutionnaires sur la plate-forme marxiste font les pas pratiques dans cette voie ».

« Position « stérile, sectaire, inefficace », nous dit-on. Et on lui préfère la position de « la pression », de la démocratisation ainsi définie pratiquement :

« L'essentiel est donc aujourd'hui de faire comprendre aux masses prolétariennes qui constituent le pivot du Front Populaire, qu'elles — et elles seules — peuvent mener une lutte réelle contre les forces de la réaction et du fascisme. Mais pour mener cette lutte,

pour briser avec la politique criminelle de capitulation incessante devant l'ennemi de classe, il faut rompre avec la politique de confiance dans le gouvernement. »

« Maurice Thorez a eu parfaitement raison de proclamer à Saint-Etienne le 1^{er} décembre, que le sort du Front Populaire n'est pas lié à l'existence d'un ministère, que c'est la vigilance, l'activité et la cohésion des masses laborieuses de France qui sont, en définitive la garantie essentielle de la victoire du Front Populaire. Il s'agit seulement d'appliquer cette politique, les beaux discours ne suffisent point, etc... »

On doit constater, qu'une telle position ne comporte aucune opposition de principe à la politique du Front Populaire, c'est-à-dire à l'accouplement sur un programme d'escroquerie des représentants de l'impérialisme et des chefs des partis ouvriers. Non! il s'agit de faire pression! Mais même pour faire pression avec efficacité, pour rompre avec la politique de confiance, il ne suffit pas de dire « faisons pression, et aux actes! ». Il faut rompre avec la politique de faillite elle-même. Sans doute, il peut y avoir une manière pédagogique d'exprimer l'opposition irréductible à la position « Front Populaire », sans se présenter comme hostiles au mouvement actuel des masses lui-même.

C'est pourquoi notre parti a adopté le mot d'ordre « les bourgeois hors du Front Populaire! » « A bas les ministres radicaux! » Par ce mot d'ordre se trouve exprimée la critique la plus offensive et à la fois la plus acceptable par les ouvriers du fondement essentiel de la politique du Front Populaire : l'alliance avec la bourgeoisie. C'est pourquoi ni Pivert et la Gauche Révolutionnaire, ni *Que Faire?* ne veulent de ce mot d'ordre.

Par ailleurs, les sectaires qui ne voient que la forme, les critiques d'apparence violente qui soulagent leur indignation et non pas la dynamique du mouvement, l'estiment dépassé. De même que la position de *Que Faire?* consiste, sous prétexte d'être avec les masses, à s'adapter à la démocratie en Espagne, de même en France il s'agit de s'adapter au Front Populaire, pour la même raison. Mais ce faisant, ceux qui veulent ainsi faire faire l'expérience aux masses, se révèlent incapables de leur expliquer même le fond de l'erreur. A la politique de « Blum à l'action! », ils ajoutent celle de « Thorez à l'action ». Ce qui veut dire : leur politique est bonne, il suffit de l'appliquer, alors que l'essentiel consiste à expliquer qu'il s'agit d'une politique d'équivoque, qui les conduit à faire la politique de la bourgeoisie.

Cela ne signifie pas évidemment qu'on ne doive pas, comme le P.O.I. le fait d'ailleurs, en mettant en avant dans l'agitation, des mots d'ordre qui ont l'oreille des ouvriers communistes (A bas les deux ans! Pas de capitulation devant le mur d'argent! A bas le blocus!), mettre au pied du mur et démasquer ainsi leur action, les chefs réformistes et stalinistes. C'est cela, tout en expliquant patiemment le programme marxiste, laisser faire l'expérience aux masses et être dans la lutte avec elles.

Le reste c'est l'adaptation pure et simple qui met en réserve les principes pour gagner les masses et qui n'a, en définitive, ni les uns ni les autres. L'expérience le prouve et le prouvera d'autant mieux par la suite.

QUE FAIRE? ET LA QUESTION DU PARTI

La théorie (?) de l'adaptation de *Que Faire?*, culmine dans sa position sur la question du Parti révo-

lutionnaire, de la IV^e Internationale. Tout d'abord *Que Faire?* présente la IV^e Internationale, non comme une nécessité historique, mais comme une « marotte » des trotskystes. Nous sommes constamment obligés de répondre à ces critiques qui émanent en droite ligne du Bureau de Londres, que nous sommes un mouvement international sur la base d'un programme déterminé, que nous ne considérons nullement notre mouvement comme le Parti révolutionnaire des masses, comme l'Internationale révolutionnaire constitués, « proclamés », que tout ce tapage sur les proclamations est d'ailleurs purement formel, que l'important réside dans le programme et la volonté de le faire pénétrer dans les masses.

En effet, un examen plus approfondi révèle, que ces accusations de sectarisme, de particularisme, recouvrent en réalité un désaccord profond avec les centristes, sur le programme, l'orientation politique, l'appréciation de la situation. La preuve, c'est qu'actuellement, à l'occasion de la Conférence de Barcelone, les centristes, qui ne voulaient ni la 2^e, ni la 3^e Internationales, mais préconisaient une position d'attente vague, ajoutent : « Ni la 4^e Internationale ». Ils manœuvrent pour saboter la constitution de l'Internationale marxiste et travaillent à « la proclamation » (?) d'une Internationale centriste qui serait en dehors de la 2^e et de la 3^e, et qui serait surtout contre la 4^e ! Bien entendu, si une telle Internationale « proclamée » (?) se constituait, *Que Faire?* y participerait et du coup tomberaient toutes les souffrances de ces bons camarades de ce groupe qui nous disaient « mais voyons, vous ne sentez pas qu'en vous « proclamant » déjà Parti, vous commettez une sorte de crime, vous risquez, parce que vous serez nécessairement insuffisants pour mener les masses à la victoire, dans ce moment, de discréditer l'idée du parti révolutionnaire ».

Il est vrai que du même côté on entend actuellement : Convient-il tant que cela de proclamer la nécessité d'un parti révolutionnaire? l'exemple espagnol ne prouve-t-il pas qu'un parti révolutionnaire n'est pas indispensable?

Les deux positions ci-dessus ne sont nullement contradictoires quant à l'essentiel, car elles équivalent à escamoter la tâche pratique et actuelle de la construction pas à pas, dans le feu de la lutte, du parti révolutionnaire.

Que Faire? est-il un groupement de parti? Non. Il s'agit d'un groupement qui se fixe comme tâche de travailler dans les autres partis (plate-forme publiée dans le n° 26). L'orientation qu'il trace : Restez dans les organisations de masses! Nous sommes un groupe d'exclus de divers partis qui vous éduquerons de l'extérieur.

La raison? Il faut aller avec les masses et s'adapter. Les Partis socialiste et communiste correspondent à l'état d'esprit des masses, et les chefs ne sont pas des traîtres qui s'opposent à la volonté des masses, mais plutôt l'expression des faiblesses de la masse. Au fond il s'agit de la philosophie du S.A.P. Tous ces gens n'ont pas rompu le cordon ombilical qui les relie au stalinisme (réformisme de l'époque présente). Notons que ce prétendu réalisme passe au-dessus de la réalité. La réalité du mouvement ouvrier du point de vue de la question du parti, c'est sous la pression de la préparation à la guerre impérialiste et de la collaboration de classe, la répression des bureaucrates contre les courants révolutionnaires, qui sont expulsés, s'ils

résistent, c'est la nécessité imposée par toute la situation pour les révolutionnaires, de se regrouper dans un parti indépendant.

Dire, dans ces conditions: restez dans les organisations de masse, ou plutôt d'asservissement de la masse à la politique « d'union de la nation », c'est aller à l'encontre du mouvement réel des ouvriers avancés, c'est avoir en tant que constructeur de l'avant-garde, une position réactionnaire.

Il n'y a pas de direction capable de remplacer les directions actuelles?

Mais c'est de la passivité politique complète; vous niez le rôle « subjectif » de l'avant-garde dans la construction de l'avant-garde, de même que vous niez le rôle « subjectif » de la bureaucratie, dans la politique de trahison. Vous vous condamnez à un rôle de spectateur professoral.

La constatation du fait qu'il n'y a pas actuellement de parti révolutionnaire de masse, vous mène à la conclusion, qu'il faut attendre que le mouvement ouvrier soit mûr pour le produire, mais vous escamotez complètement la tâche essentielle, qui consiste, en faisant le premier pas, à travailler à la maturité du mouvement ouvrier, dans cette voie à laquelle toute la situation travaille malgré une direction qui manœuvre en sens inverse, bien que selon vous, elle exprime ainsi surtout les préjugés ambiants. *Nous pensons, nous, que la direction de trahison, exprime avant tout la pression de la classe adverse.* Et nous n'accusons pas la masse, qui est aussi révolutionnaire qu'elle peut l'être étant donné la position des chefs.

En résumé, quand *Que Faire?* proclame qu'il travaille à la construction du nouveau parti, c'est le contraire qui est vrai. Ce groupe travaille à refouler chez chaque militant la volonté de rompre avec les partis définitivement faillis pour œuvrer à la construction de l'avant-garde.

Il prêche non la lutte, mais l'adaptation.

✱

De ce rapide examen des principales positions du groupe *Que Faire?*, nous voulons nous garder de tirer les conclusions définitives. Ce groupe typique du centrisme obéit extraordinairement à la pression de la situation. Sa caractéristique est non pas de résister tout en tenant compte de la réalité, mais de s'adapter.

Ces derniers temps, il a marqué, en adoptant un certain nombre de positions décalquées du stalinisme, qu'il traduisait à sa façon la période de contre-pression

qui a suivi juin en France, et la période de recul, sous l'effet du stalinisme et des « démocrates », de la révolution espagnole. Dans de telles situations les marxistes doivent être avec les masses en lutte, mais doivent se garder en inventant des théories « appropriées » (« démocratisation », etc.) de s'adapter à la politique de trahison.

Quel sera l'effet, sur *Que Faire?*, d'un nouvel essor des masses en France? Quel sera l'effet d'un nouveau recul?

Si *Que Faire?* ne se hâte pas de choisir, il se décomposera en un groupe de donneurs de leçons qui passeront leur temps à vitupérer les « trotskystes » et à jouer les prophètes dans le sillage de la IV^e Internationale, comme il y en a pas mal, en France et ailleurs.

JEAN ROUS.

P. S. — Nous venons de lire, trop tard, la défense que présente *Que Faire?* à ceux qui l'accusent de « stalinisme de gauche ». *Que Faire?* répond à peu près ceci : « Nous ne sommes pas stalinistes, parce que le stalinisme c'est le fétichisme d'organisation. Or nous sommes des marxistes soucieux du concret et non pas des dogmes! » Drôle de réponse! Bien entendu nous ne pensons pas que ceux qui qualifient *Que Faire?* de groupe staliniste de gauche, aient voulu dire que ce groupe avait les méthodes de gangstérisme et de corruption qui sont les caractéristiques de la bureaucratie staliniste. Non! il ne peut s'agir de cela. *Que Faire?* peut être qualifié de groupe démarquant à gauche, en plus conséquent (*Thorez à l'action!*) les positions politiques du stalinisme officiel (Front Populaire en France, démocratie populaire en Espagne, guerre « révolutionnaire » des démocraties contre le fascisme!). *Que Faire?* agit ainsi parce qu'il s'adapte à la politique de trahison, à la façon des centristes, au lieu de lui opposer irréductiblement la politique marxiste.

Bien entendu à la façon des centristes : c'est-à-dire avec mille raisons pour sauver l'âme et les principes!

Mais il est typique, que sur le fond de ces questions, *Que Faire?* ne répond pas à ses critiques. Sa réponse consiste dans une nouvelle leçon de « réalisme » aux « sectaires ».

Il ne s'agit pas de sectarisme (au surplus, vous prouvez beaucoup moins bien que nous votre aptitude à vous lier à la masse!). Il s'agit de positions politiques précises. C'est là-dessus qu'il faut s'expliquer!

LISEZ CHAQUE SAMEDI

LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (bolchevik-léniniste), Section française de la IV^e Internationale

15, Passage Dubail -- PARIS (10^e)

Le numéro: 0 fr. 50

ABONNEMENTS. — France: 1 an, 25,— francs; 6 mois, 12,— francs
Etranger: 1 an, 30,— francs; 6 mois, 15,— francs

Le Front Populaire contre les peuples coloniaux

La dissolution de l'Etoile Nord-Africaine

« Nous l'avons dit, la préoccupation dominante de Marius Moutet, celle qui inspire et conditionne sa politique, c'est le souci de l'intérêt des populations indigènes. Sa tâche — immense et compliquée — peut se résumer en trois mots : « apporter au delà des mers aux peuples frères ce que le peuple français revendique pour lui : le pain, la paix, la liberté ».

(Populaire du 14 décembre 1936.)

Les grèves de juin trouvèrent l'Afrique du Nord dans une situation de misère rarement atteinte. Au Maroc, sous la pression du mouvement métropolitain, on assiste aux premières démarches ouvrières. Et du coup, les quelques grèves, en partie victorieuses, suscitent des remous profonds dans les grands centres indigènes où, pour la première fois, artisans, ouvriers et marchands envisagent un nouveau moyen de lutte. En Algérie, l'extension du mouvement de grève est évidemment bien plus considérable. Dans la seule ville d'Alger, on compte un minimum de 11.000 grévistes. Pratiquement, les communications routières sont interrompues. La lutte prend un aspect politique tranché et violent. Le 14 juin, la victoire du Front populaire partout est célébrée, et dans tous les grands centres les bagarres éclatent : Alger, Bougie ; à Sidi bel Abbès, 40 blessés. Un fait marque l'acuité de la crise : pour la première fois, des mauresques participent aux manifestations, de même qu'au Maroc elles ont participé à la grève. Les 25 et 30 juin, violentes bagarres à Dran, un ouvrier est tué ; à Constantine, à Mostaganem. Dans les campagnes, les fellahs qui crèvent de faim manifestent un peu partout : le 11 juin à Sidi Moussa, le 13 juin à Bertouta, le 15 juin à Hussein Bey, Rovigo, Fort-de-l'Eau, Brkadem, Maison-Carrée Daouaouda, le 16 juin à Staoueli, Bougie, etc...

En face du mouvement ouvrier et paysan, qui se développe rapidement, les fascistes organisent la répression. En voici une preuve officielle — le télégramme du maire d'Ouled-Fayet au Préfet d'Alger :

« J'ai le regret de vous informer que des bandes de grévistes pénétrèrent dans nos propriétés, armés de matraques et exigent sous menace la cessation des travaux. Devant la cécité du Gouvernement à assurer la liberté du travail, les propriétaires armés organisent la défense des droits de chacun par tous les moyens en leur possession. Des incidents, des rixes sont à craindre, tous étant décidés à se défendre par la force si besoin était. Je vous en avise pour permettre de prendre des mesures utiles et vous prévient que la municipalité décline toute responsabilité sur les conséquences graves qui pourraient se produire. »

De son côté, le 1^{er} juillet, l'abbé Lambert réunit à l'Hôtel de Ville d'Oran les maires fascistes d'Oranie (87 sur 120) afin de coordonner leur action. La réunion se termine par un serment : Si l'abbé Lambert est révoqué, tous les maires fascistes se démettent de leur fonction, et entrent en lutte ouverte contre le Gouvernement. Si l'abbé Lambert est tué ou blessé, la riposte devra être sanglante.

C'est dans ces conditions qu'éclate, le 29 juin, à Bou-Saada, l'inévitable provocation antisémite. 3000 tirailleurs sénégalais sont envoyés à Bou-Saada. A Oran, la bagarre se solde par la mort d'un membre des J.C. Les gardes mobiles et les gendarmes tirent sur les grévistes des mines de l'Ouenza. La Tunisie entre dans le jeu. Des bagarres d'une très grande violence éclatent à Gafsa.

Telle est la situation lorsque le Front Populaire forme le Gouvernement. Les événements se déroulent sur un

fond de misère absolument inouï. Dans de telles conditions, les moindres réformes ont une portée révolutionnaire. Elles sont donc interdites au Gouvernement de collaboration et d'Union sacrée. Bien au contraire, le problème de la guerre exige un renforcement de la domination impérialiste en Afrique du Nord. Pendant des mois, on laisse Peyrouton agir à sa guise et organiser les cadres fascistes marocains. On le remplace enfin par Noguès, tristement célèbre par sa politique sanglante pendant la guerre du Rif. On a résolu un conflit de palais, mais rien changé à l'orientation générale, sinon peut-être qu'on en a encore accusé l'oppression militaire. Les conséquences en sont rapides : les événements de novembre. Arrestation des chefs nationalistes marocains, de centaines et de centaines de militants. Condamnations à deux et trois ans de prison. En Oranie, l'abbé Lambert demeure à son poste et continue à se servir ouvertement de ses pouvoirs de maire pour renforcer le mouvement fasciste.

Cependant, les masses fouettées par la faim réagissent avec vigueur. L'appareil d'Etat craint de se trouver en face d'un mouvement qui le déborde. Brusque tournant. Au Maroc, on relâche les emprisonnés. On supprime les condamnations. En Tunisie, on veut se montrer conciliant. On ébauche des apparences d'enquêtes, on donne certaine liberté à la presse. Au Maroc, l'interdiction est levée sur l'*Action du Peuple*, journal des nationalistes. Quatre publications de langue arabe sont autorisées : l'*Atlas*, *El Maghreb*, *El Ouidad*, *El Amol*. Mais on s'empresse de reprendre indirectement ce que l'on vient d'être contraint d'abandonner. Ces journaux sont soumis au *dahîr* du 27 avril 1914 sur la presse. Ils doivent être rédigés « en conformité des engagements pris par le gérant ». La Chambre, y compris les staliniens, vote une loi sur la presse plus restrictive encore.

Sur le plan économique, on ne fait rien. Bien plus, on augmente le *tertib* (impôt sur les paysans). Un *dahîr* marque l'état d'extrême détresse de la population : il interdit de payer moins de 4 francs par jour un ouvrier arabe. Et les sans-travail sont légion.

Le gouvernement Blum poursuit deux tâches : ne pouvant apporter aucune solution à cette situation, sinon un renforcement de la crise par des mesures favorisant le colon, il lui faut à tout prix créer une caste de privilégiés indigènes socialement plus forte que les féodaux complètement déconsidérés, lui permettant demain d'assurer, en face des événements, sa domination ; réprimer avec rigueur toute tendance révolutionnaire.

Le projet Violette, applicable à l'Algérie, n'est rien d'autre. Il soulève, certes, l'opposition des colons fascistes, dont la politique dans une certaine mesure est bornée, mais qui visent en définitive une opération politique métropolitaine. Il n'en reste pas moins que ce projet est présentement la meilleure arme de l'impérialisme français en Algérie. A qui donne-t-il le droit de vote : Aux indigènes algériens ayant quitté l'armée avec le grade d'officier ; aux sous-officiers ayant quitté l'armée avec le grade de sergent-chef ou un grade supérieur, après y avoir servi pendant 15 ans et en être sortis avec le certificat de bonne conduite ; c'est-à-dire à tous les laquais de l'impérialisme qui ont fait leurs preuves. Aux indigènes algériens français titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, baccalauréat de l'enseignement secondaire, brevet supérieur, brevet élémentaire, diplôme de fin d'études secondaires, etc. ; aux élus aux Chambres de commerce et d'agriculture, ou désignés par le conseil d'administration et par les Chambres d'agriculture d'Algérie ; les délégués financiers, conseillers généraux, conseillers municipaux des communes de plein

exercée, les présidents de djemaâs ayant exercé leur fonction pendant la durée d'un mandat; c'est-à-dire toute la grande bourgeoisie indigène. Enfin, les bachaghas, aghas, caïds ayant exercé leurs fonctions pendant au moins quatre ans, les commandeurs de l'Ordre national de la Légion d'honneur ou nommés dans cet ordre à titre militaire, c'est-à-dire les féodaux. Les ouvriers indigènes titulaires de la médaille du travail et les secrétaires de syndicats ouvriers régulièrement constitués après dix ans d'exercice de leurs fonctions, c'est-à-dire l'aristocratie ouvrière bien contrôlée par les réformistes et les stalinien.

Pour comprendre la portée du projet Violette, il faut remonter en 1870-71 au projet Crémieux. Les troupes étaient retenues en France pour en finir avec le mouvement ouvrier. La révolte grondait en Kabylie. Il fallait à tout prix s'assurer d'une caste privilégiée: on naturalisa en masse les juifs. Aujourd'hui, l'extrême misère, la situation sans issue où se trouvent les masses de l'Afrique du Nord préparent de nouvelles et violentes explosions.

D'autre part, le problème de la guerre et l'instabilité intérieure de la Métropole exigent la libre disposition des troupes, interdit une concentration d'envergure en Afrique du Nord. Il faut donc en revenir à la vieille méthode: créer une caste privilégiée liant les intérêts des laquais militaires, de la haute bourgeoisie indigène, des féodaux et de l'aristocratie ouvrière pourrie aux intérêts de l'impérialisme. C'est le sens du projet Violette.

En même temps, on doit réprimer tout courant révolutionnaire et l'on commence par dissoudre l'Etoile Nord-Africaine, comme organisation anti-française. Les stalinien ajoutent: allié au fascisme. Quelques mots sur l'histoire de l'« Etoile ». Elle est fondée en 1926 par l'Emir Khaleb qui ne demeure que fort peu de temps à sa direction. Il est exilé en Syrie en 1927. Elle remplace l'Union intercoloniale et est affiliée à la Ligue contre l'impérialisme. Elle participe, en février au Congrès de Bruxelles organisé par la Ligue anticoloniale où elle est représentée par Messali Idadj. Elle publie alors un journal bilingue à Paris, l'*Ikdam*. Le 28 mai 1927, il est interdit en Tunisie.

Pendant toute cette période, l'Etoile Nord-Africaine travaille en liaison étroite avec le P.C., sur un plan de réformes immédiates. En avril 1929, elle est dissoute. Cependant, pratiquement, le jugement n'est pas appliqué. Des différenciations politiques se produisent à l'intérieur de l'organisation et aboutissent à une rupture avec le P.C. Une fraction reste au P.C. (Adjali, Maruf, Chahla, etc.) L'Etoile Nord-Africaine est regroupée sous la direction de Messali et Imache Amar. La tendance nationaliste et pan-arabiste s'est accentuée. En 1933, elle publie son programme que voici :

*Programme de l'Etoile Nord-Africaine
voté par l'Assemblée Nationale du 28 mai 1933.*

- 1° Abolition immédiate de l'odieuse code de l'indigénat et de toutes les mesures d'exception;
- 2° Amnistie de tous ceux qui sont emprisonnés en surveillance spéciale ou exilés pour infraction à l'indigénat ou pour délit politique;
- 3° Liberté de voyage absolu pour la France et pour l'étranger;
- 4° Liberté de presse, d'association, de réunion, droits politiques et syndicaux;
- 5° Remplacement des délégations financières élues au suffrage restreint par un Parlement national algérien élu au suffrage universel;
- 6° Suppression des communes mixtes et des territoires militaires. Remplacement de ces organismes par des Assemblées municipales élues au suffrage universel;
- 7° Accession de tous les Algériens à toutes les fonctions publiques sans aucune distinction, Fonction égale. Traitement égal pour tous.
- 8° L'instruction obligatoire en langue arabe. Accession à l'enseignement à tous les degrés. Création de nouvelles écoles arabes. Tous les actes officiels doivent être simultanément publiés en langues arabe et française;

9° En ce qui concerne le service militaire, respect intégral de la sourate coranique verset qui dit: « Celui qui tue délibérément un Musulman est voué à l'Enfer durant l'éternité et mérite la colère et la damnation divine ».

10° Application des lois sociales et ouvrières. Droit au secours de chômage aux familles algériennes en Algérie et allocations familiales. Suppression immédiate des Assurances sociales;

11° Elargissement des crédits agricoles aux petits fellahs. Organisation plus rationnelle de l'irrigation. Développement des moyens de communication. Secours non remboursable du Gouvernement aux victimes des famines périodiques.

Deuxième partie

- 1° L'indépendance totale de l'Algérie;
- 2° Le retrait total des troupes d'occupation;
- 3° Constitution d'une armée nationale.

Gouvernement national révolutionnaire

- 1° Une Assemblée constituante élue au suffrage universel;
- 2° Suffrage universel à tous les degrés et l'éligibilité dans toutes les assemblées pour les habitants de l'Algérie;
- 3° La langue arabe sera considérée comme la langue officielle;
- 4° Remise en toute propriété à l'Etat algérien des banques, des mines, des chemins de fer, des ports, des services publics accaparés par les conquérants;
- 5° La confiscation des grandes propriétés accaparées par les féodaux alliés des conquérants, les colons et les sociétés financières et la remise de la terre confisquée aux paysans. Le respect de la moyenne et petite propriété. Le retour à l'Etat algérien des terres et forêts accaparées par l'Etat français;
- 6° L'instruction gratuite obligatoire à tous les degrés en langue arabe;
- 7° La reconnaissance par l'Etat algérien du droit syndical de coalition et de grève, l'élaboration par lui de lois sociales;
- 8° Aide immédiate aux fellahs par l'application à l'agriculture de crédit sans intérêt pour l'achat de machines, de semences, d'engrais; organisation de l'irrigation et amélioration des voies de communication, etc...



Le nouveau journal *El Ouma*, en 1932-33, tire à 12.000 exemplaires. En 1933-34, il passe à 40.000 et agrandit son format. En 1935, le gouvernement Laval poursuit à nouveau l'Etoile Nord-Africaine. Messali et Imache Amar sont condamnés à 6 mois de prison et 2.000 francs d'amende pour reconstitution de ligue dissoute. Le jugement est cassé et, comme les décisions de 1929 n'ont reçu un commencement d'exécution qu'au début de 1935, c'est-à-dire longtemps après les 6 mois impartis par la loi, l'Etoile Nord-Africaine est reconnue légalement.

Dès le début, l'organisation participe au mouvement de Front Populaire. Elle établit un programme de revendications immédiates, exigeant essentiellement: l'amnistie de tous les déportés, l'abolition des lois spéciales, l'octroi des libertés démocratiques une série de réformes sociales (assurances sociales, prime de chômage, indemnité aux familles de chômeurs, mesures populaires, semaine de 40 heures, etc.).

La simple énumération de ces quelques faits liquidé l'accusation de fascisme portée par les stalinien. Nous sommes en réalité en présence d'une organisation de caractère national-révolutionnaire. Ce qui fait son importance et sa force réelle, c'est que sa composition est presque uniquement ouvrière. Très importante dans la région parisienne, elle a des groupes actifs à Lyon, St-Etienne, Clermont-Ferrand, Marseille, etc. Elle contrôlerait 10.000 Nord-Africain dans la région parisienne et comprendrait en tout avec les trois départements d'Algérie 25.000 membres.

Différents courants se heurtent actuellement à sa direction. Les uns poussant à une offensive en riposte à la dissolution, les autres (la majorité à la direction) s'o-

rientant au contraire vers une politique « diplomatique » (pression sur les sommets du P.S., antichambre au ministère, etc.). Il est bien évident que cette dernière orientation comporte un grave danger et, dans une certaine mesure, le risque d'un dispersement des militants nord-africains découragés.

La dissolution de l'Étoile Nord-Africaine est l'autre face de la politique amorcée par le projet Violette. Cependant, tout le problème reste posé. L'abbé Lambert continue, comme par le passé, ses provocations publiques. Politique qui vient de donner la dernière fusillade de Sîd bel Abbès.

Les fusillades de Metlaoui et de Kouif ne font que marquer l'extrême misère qui sévit présentement et la volonté nette des fascistes d'étouffer dans le sang tout commencement de protestation. La situation en Tunisie est extrêmement tendue. La famine ravage des régions entières. Le mouvement de révolte se renforce considérablement. Dans les campagnes et les petites localités,

les gens vont porter leurs réclamations aux caïds accompagnés par le chef de la section locale du Néo-Destour, porteur d'un document écrit. Si, dans un délai normal, il n'est pas donné satisfaction, l'Action Tunisienne, sous la rubrique « La voix de l'intérieur », publie le texte intégral de cette enquête. Dans tout le pays, l'agitation s'étend.

Poussées par la famine, les masses de l'Afrique du Nord s'appêtent à livrer un nouvel assaut à l'impérialisme.
29 mars 1937.

R.

P. S. — Depuis la rédaction de cet article, un certain nombre de faits importants se sont produits. La misère et l'agitation ont grandi. (Cf. Lutte Ouvrière, numéros 38, 40 et 41). Les camarades nord-africains ont constitué le Parti Populaire Algérien. Le mouvement nationaliste marocain s'est scindé en deux courants, et le Comité d'Action Marocaine a été interdit par le gouvernement Blum. Nous examinerons ces derniers événements dans le prochain numéro.

“Vie de Lénine”, par Trotsky

Lénine vu par Trotsky ! Nous sommes à une telle époque d'étouffement de la pensée révolutionnaire par les parasites réformistes et stalinistes que rares sont ceux qui se sont aperçus de l'intérêt d'un tel ouvrage. A notre connaissance, pas une ligne dans les revues « d'avant-garde » ou soi-disant « gauches », pas un extrait dans la presse « ouvrière » (1). S'il y a des vivants qu'on bâillonait dans un lointain coin de Norvège, il est des morts qu'on voudrait bien tuer !

Et pourtant, quelle ne serait pas la valeur d'une pareille étude sur Marx par Engels ! Est-il rien de plus fécond pour un révolutionnaire que de connaître un Marx et un Lénine à travers ceux qui ont été leurs amis, leurs collaborateurs, leurs associés dans la lutte quotidienne, pratique et théorique ? Ce compagnon de lutte, Trotsky le fut à l'égard de Lénine pour la partie la plus importante de leur vie à tous deux. Mieux que quiconque, il a saisi la nature exceptionnelle de l'homme qui fit la Révolution d'Octobre et fonda l'Internationale Communiste, mieux que les « disciples géniaux » il s'est assimilé l'enseignement laissé par celui qui n'est que l'habitant du Mausolée, objet sacré pour les moujiks, simple curiosité pour les touristes. Une figure dominante de la révolution communiste, étudiée par son égal. Et personne ne s'en est avisé !

Pour les stalinistes, Lénine est un personnage de légende. Il tient à la fois du saint, du génie et du dieu, mais très peu de l'homme. Il n'est que de relire les lignes de Barbusse, présentant les *Lettres de Lénine à sa famille*. Lénine est un être « extraordinaire », exceptionnellement lucide, infallible, cela va sans dire, « génial », « titanesque », un être tout d'une pièce, sorti tout armé du cerveau de Jupiter. Et la Révolution d'Octobre ressemble, par suite, assez au tableau montrant saint Georges terrassant le Dragon. Dans une pure lumière d'au delà, Lénine, armé de sa théorie marxiste, qu'il possédait en venant au monde, écrase définitivement la bête aux sept têtes, le capitalisme.

La réalité est bien différente. Pour des révolutionnaires marxistes, elle est même tout autre. « Vous voulez vous faire un parfait Lénine, que vous relè-

guez dans les cieux afin de le mieux trahir sur la terre, libre à vous, Messieurs ! Pour nous, il nous suffit de celui qui exista en réalité », dit en substance Trotsky à ces néos-chrétiens. Est-il besoin de dire que sa méthode est également autre ? Étudier l'homme dans son milieu et sa réalité, voir les actions et réactions de l'un sur l'autre, marquer les étapes du développement du révolutionnaire marxiste, en un mot, nous faire assister à la transformation de Vladimir Oulianov en Lénine, telle est la tâche de Trotsky, telle est sa méthode. C'est la méthode même qu'il avait appliquée avec tant de succès à l'histoire de la Révolution d'Octobre, c'est la méthode marxiste. Ce n'est pas une hagiographie qu'il écrit, c'est la vie de l'homme vivant Vladimir Illitch Oulianov, fils d'Ilya Nicolaïévitch, inspecteur des écoles primaires du Gouvernement de Simbirsk, et de Maria Alexandrovna, sans profession, ci-devant gymnaste de Simbirsk, étudiant en droit à l'Université de Kazan, avocat stagiaire au tribunal d'arrondissement de Samara, et protagoniste du plus grand bouleversement social des temps modernes.

Trotsky, à la différence des littérateurs bourgeois et stalinistes, ne nous fait pas assister au déroulement de cette vie comme à un spectacle, car il adresse son livre non aux dilettantes, mais aux révolutionnaires pour qu'ils en tirent pour eux-mêmes les leçons. Ce serait d'ailleurs du point de vue bourgeois une vie gâchée que celle de Lénine. Étudiant doué, certes, mais surveillé par la police, travailleur et intelligent, mais expulsé de l'Université pour « mauvais esprit », avocat habile mais n'ayant pas gagné une seule de ses causes, et finissant par partager son temps entre la Sibérie et l'émigration ! Mais c'est du point de vue révolutionnaire une vie pleinement réussie (les résultats en font foi !) harmonieuse dans son développement, et riche en enseignements de toutes sortes pour nous.

Vladimir Illitch Oulianov est né à Simbirsk, patrie de la Volga « reine des fleuves russes », dans un pays déjà illustré par les émeutes de Stéphane Razine et de Pougatchev, où dominait la féodalité dans toute sa barbarie et sa grossièreté. Avec la classe marchande et la bureaucratie, dans « un symbole non très harmonique mais tout de même durable », elle représente en

(1) Sauf « Que Faire », qui en publia une analyse pédalesque et faussée.

petit l'image de la Russie officielle, qui avait tressailli lors de « l'abolition du servage » en 1861, puis s'était replongée dans son lourd sommeil. Le père de Vladimir, Ilya Nicolaïevitch, est originaire de la petite bourgeoisie d'Astrakhan. Pédagogue zélé et aux idées larges, dévoué à la cause de l'éducation du peuple, mais respectueux de la religion et de l'ordre établi, il sera ennobli par le tsar en 1874 et nommé « conseiller d'Etat titulaire ». Sa mère, Maria Alexandrovna, d'origine allemande « provenait d'une famille plus aisée et plus cultivée que celle de son mari ». Elle sera pour ses enfants, et notamment pour Vladimir, une mère dévouée, courageuse et forte. D'esprit ouvert et de cœur sensible, son influence prédominera sur la formation des enfants.

Vladimir naquit en même temps que l'intelligentsia. Sorte de « prolétariat intellectuel », formé par la désagrégation des vieilles castes, s'évadant des mœurs arriérées de la noblesse, de la bureaucratie et du clergé, et comprenant les éléments les plus pauvres de la jeunesse des écoles : étudiants, séminaristes, gymnastes, l'intelligentsia prétendait lutter contre le tsarisme qui l'étouffait, par ses seules forces et par la seule vertu de sa « pensée critique ». Effrayée de son ignominie, elle s'efforça d'abord de s'identifier avec le peuple et pensait se confondre avec lui en revêtant la « casaque à godrons du moujik, et en mangeant sa soupe aux choux maigres ». Après avoir subi de cruelles désillusions sur la capacité du moujik à se révolter contre l'autocratie, elle en vint à vouloir régler elle-même son compte au tsarisme par le terrorisme individuel. Renverser le tsarisme en remplaçant la personne du tsar, tel était son programme politique et telle était aussi son illusion. Après des expériences plus ou moins heureuses, la *Narodnaïa Volia*, expression politique de l'intelligentsia, fut liquidée par une série d'arrestations et de procès.

Le frère aîné de Vladimir, Alexandre, était gymnaste alors que se déroulait le premier cycle de l'intelligentsia et « il termina ses études secondaires en 1883 lorsque la *Narodnaïa Volia* semblait encore au zénith de sa puissance ». Esprit droit, intelligent, quoique assez lent, se forgeant des idées et y tenant d'une façon opiniâtre, modeste et mélancolique, c'est une figure attachante. Sa rencontre avec la *Narodnaïa Volia* n'est pas fortuite, mais étudiée, voulue, préparée. Le menaient là sa soif de justice et son étude des questions sociales. De même sa participation au complot contre Alexandre III est voulue. Intellectuel honnête, malgré les risques, il agit dans la logique de ses idées, et malgré le manque de préparation du complot, l'isolement des conjurés, il refuse de reporter l'acte qui, selon lui, délivrera la Russie du tsar abhorré. On sait de quelle façon lamentable se conclut son entreprise : Alexandre fut arrêté, par hasard, sur la perspective Nevsky, alors qu'il transportait les bombes salvatrices. D'une attitude parfaite durant le procès, Alexandre, qui ne craignait pas de se poser en adversaire irréductible du tsarisme, fut pendu. A l'encontre des historiens soviétiques officiels qui représentent « la fraction terroriste » comme un pont entre la *Narodnaïa Volia* et la social-démocratie, afin de faire d'Alexandre un chaînon entre Jélabov et Lénine, Trotsky caractérise ainsi le complot d'Alexandre Oulianov : « La dernière convulsion, véritablement tragique, des prétentions déjà condamnées de la personnalité qui pense critiquement dans le sens d'un rôle historique indépendant. »

Cet acte du frère aîné et sa conclusion horrible ne pouvaient manquer de frapper le jeune Vladimir. Ce

dernier était assez différent, au physique et au moral, de son frère Alexandre. Petit, trapu « avec une chevelure roussâtre frisant sur un large front », agissant, enclin à la raillerie, d'un tempérament ardent et passionné, indépendant de caractère, accusé souvent de « présomption et d'outrecuidance », il ne manquait pas cependant d'être frappé par la forte complexion morale d'Alexandre. « L'imiter et le dépasser » devint bientôt un de ses plus fiers désirs. Il voulait tout faire « comme Alexandre », même dans les petites actions, et on ne manquait pas de le railler à ce sujet dans la famille.

Quel ne dut pas être son bouleversement quand le tsar fit pendre son frère ? La légende officielle veut qu'au reçu du télégramme annonçant l'exécution, Vladimir se « soit gratté le front » et ait déclaré « la nécessité de suivre une voie plus efficace » ; et laquelle, sinon celle du marxisme opposée à celle du terrorisme de la *Narodnaïa Volia* ? Trotsky montre avec raison l'in vraisemblance d'un tel comportement. Les épigones ne se contentent pas de l'homme qu'il fut ; ils veulent « un meilleur Lénine », alors que le jeune Vladimir non seulement ne possédait pas à ce moment les rudiments du marxisme, mais même en étant un étudiant remarquable, dépassant de loin ses camarades et rivaux, ne pouvait posséder la puissance intellectuelle qui sera le fruit du travail de toute sa vie.

Un an plus tard « le régime d'Alexandre passait par son point culminant ». Les lois mensongères de « l'émancipation des paysans » par les *zemstvo*s étaient bafouées ouvertement par le tsar et la noblesse. Une contre-réforme en 1890 permettra aux propriétaires nobles non seulement d'arrêter à leur gré les paysans, mais de les soumettre à la bastonnade. Des traitements féroces étaient réservés aux révolutionnaires : déportations dans les contrées les plus malsaines, fusillades en masse dans les prisons, pendaisons, le tout dans une atmosphère complète d'indifférence. Un étudiant de Pétersbourg écrit, en 1888, année la plus noire de la réaction : « On avait peur l'un de l'autre, et chacun se méfiait en général de tout le monde. » Et pourtant, c'est à ce moment « alors que les conditions n'étaient incontestablement pas mûres » d'raient nos centristes d'aujourd'hui, que se produisit un grand événement politique : la naissance de la social-démocratie russe.

Ses membres, tous émigrés, pouvaient se compter sur les doigts, mais leur orientation politique était tout autre que celle de l'intelligentsia et de ses membres de la *Narodnaïa Volia*. La social-démocratie russe ne comptait plus sur les révoltes élémentaires de la paysannerie pour secouer le joug du tsarisme, et à plus forte raison sur sa propre « pensée critique » se concrétisant en kilogrammes de dynamite, mais sur les ouvriers industriels des villes qui s'étaient déjà montré, par de nombreuses grèves dans le pays, capables d'agir en tant que force autonome et émancipatrice.

Les grèves pétersbourgeoises de 1878-1879 devinrent, d'après Plékhanov « le fait du jour, auquel s'intéressait presque tout le Pétersbourg cultivé et pensant ». Toutefois, la lutte marxiste contre les opinions populistes était gênée en particulier, observe Trotsky, par le fait que les populistes eux-mêmes n'avaient pas une attitude défavorable à l'égard de Marx. « En vertu d'un grand malentendu théorique qui avait eu ses racines historiques, ils le comptaient sincèrement au nombre de leurs maîtres. » Dans le capitalisme tel que le décrivait Marx, les populistes voyaient une approbation sous-entendue du système russe : le système de la vie

communale et le système corporatif (artel). Ce sera le travail de Plékhanov et, plus tard, de Lénine, de dissiper ce quiroquo. Ils y seront fortement aidés par le développement capitaliste en Russie, qui mettra à nu les contradictions des rapports bourgeois avec l'autocratie. La bourgeoisie créera à son tour de nouvelles forces plus entreprenantes et plus courageuses capables de régler définitivement son compte à l'autocratie, et de passer à une lutte pour le socialisme.

Or, si la biographie de Lénine ne se confond pas avec l'histoire, elle s'y rattache organiquement à partir de ce moment : « Le développement personnel de Vladimir Oulianov s'accomplissait en étroite connexion avec l'évolution de l'Intelligentsia révolutionnaire et avec la formation d'une fine couche d'ouvriers avancés. » En effet, Illitch, expulsé de l'Université de Kasan à cause de sa participation à un désordre étudiant, dut quitter la ville et vivre sous la surveillance de la police d'abord à Kokouchino, puis à Samara. A partir de ce moment commence la préparation à son rôle de révolutionnaire marxiste et de chef de la social-démocratie russe. Cette période de préparation, jusqu'au départ de Pétersbourg, durera six ans.

Et d'abord, Lénine entre en contact avec Marx. Son frère Alexandre avait lu *Le Capital* l'année précédente, et étant donné la fin tragique du conspirateur, il est bien invraisemblable que le nom de Marx n'ait pas frappé le jeune étudiant exclu. On ne sait encore comment il put se procurer le premier tome du *Capital*, fort rare à cette époque en Russie. Toujours est-il qu'il le lut avec profit, et qu'il s'assimila la théorie économique de Marx avec laquelle s'avouaient également d'accord, à leur façon, les populistes. Il se mit en contact plus ou moins fréquent avec d'autres étudiants révolutionnaires comme lui, dont le plus marquant semble être Fédossév, exclu également de l'Université, et sensiblement en avance sur Vladimir dans sa connaissance du marxisme. Le jeune Lénine conservait en effet les idées des populistes, notamment sur le rôle de la terre, alors que Fédossév avait déjà rompu avec ces idées. Ce ne fut même que plus tard, vers 1890, qu'il eut connaissance de *l'Anti-Dühring* et, vers 1891, des ouvrages de la social-démocratie russe, et notamment de *Nos Différends*, de Plékhanov. Les thuriféraires serviles peuvent déplorer ces faits opposés à la conception du « génial Lénine » né marxiste. Ils semblent no maux aux révolutionnaires qui ne suivent pas, aveuglément des mots d'ordre, mais se déterminent après réflexion, et qui ne sont d'ailleurs devenus marxistes qu'après un long travail. Lénine marchant de ce pas lent et circonspect, parviendra d'autant plus sûrement au but.

Il n'acceptait pas en effet les idées reçues sans examen, et avant de choisir entre la cause du populisme qui valait bien quelque chose, puisque son frère avait donné sa vie pour elle, et la doctrine social-démocrate telle que l'exposait Plékhanov, il voulait « étudier, comprendre, vérifier, se convaincre. Cela exigeait du temps ». Ce n'est que vers la fin de cette période de Samara, qui dura quatre ans, que Vladimir discute avec les « anciens » de Samara, autrefois déportés, toujours surveillés par la police, et oppose aux idées périmées de la *Narodnaia Volia* ses propres idées et celles de Plékhanov.

Sur ces entrefaites, une terrible famine s'abattit sur la Russie. Vladimir, qui revenait de Pétersbourg où il avait subi avec succès ses derniers examens de droit, tomba dans un Samara désolé. L'été exceptionnellement chaud avait brûlé, comme ailleurs, les emblavures.

Dans vingt provinces de l'immense Russie « trente millions d'hommes étaient en proie aux convulsions de la famine ». Plus importante que la disette elle-même, phénomène périodique de l'Empire des Tsars, fut le retentissement qu'elle eut sur la vie politique du pays. Pour Lénine, elle fut en particulier le premier cas concret de vérification de ses thèses. En effet, les classes possédantes et les libéraux, après avoir nié la famine, voulurent y remédier par la philanthropie. Ils accouraient au village porteurs de vivres et de bonnes paroles, ces dernières de beaucoup les plus abondantes. Le comte Léon Tolstoï ouvrait des réfectoires. Les intellectuels « descendaient » au peuple.

Le jeune Lénine, non seulement matque avec ironie l'inefficacité de telles mesures qui consistent à « vouloir épuiser avec la cuiller de la philanthropie la mer du besoin » (L. T.), mais refuse de s'associer à l'œuvre de tous les comités de secours auxquels, pourtant, participaient tous les esprits « éclairés », populistes compris, et même des membres de sa famille. Ses ennemis rapportent même ses propos, d'une façon caricaturale cela va sans dire : « en détruisant l'économie paysanne... la famine crée un prolétariat et contribue à l'industrialisation du pays. » Ces propos sont manifestement faux, et inexactement attribués à Lénine, mais ils caractérisent bien l'ardeur des disputes que suscita son geste isolé, et l'allure de la discussion. Ainsi, non seulement Lénine pour la première fois prend position, de son propre chef, sur une brûlante question politique, mais s'affermir dans la doctrine social-démocratique. Au contact de la catastrophe, il perd ses doutes, s'il lui en restait, au sujet du développement économique de la Russie et de la voie révolutionnaire. D'autre part, et malgré l'adage : « Ventre affamé n'a pas d'oreilles », le paysan commence à écouter les socialistes, c'est-à-dire l'ouvrier qui travaille à la ville et qui vient au village cultiver son lopin de terre. Là encore se vérifiait cette vérité : « Il faut préalablement conquérir l'ouvrier de la ville. »

En somme, la doctrine social-démocratique et l'affermissement théorique de celui qui devait l'appliquer plus tard avec succès, croissaient parallèlement. Nous quittons Lénine à la fin de ce premier volume, au moment où sa préparation est achevée. Partant pour Pétersbourg, il emporte dans son cerveau les fondements de son action future. Cela ne veut nullement dire qu'à partir de ce moment il est entièrement formé, qu'il n'aura plus rien à apprendre ni de la vie ni de la théorie. Seuls les « disciples géniaux » sont infallibles et omniscients, mais cela veut dire que la route qu'il choisit est déjà orientée et jalonnée. Disciple conséquent et intelligent de Marx, il va maintenant développer sa lutte pour la conquête de couches d'ouvriers de plus en plus larges, et pour leur organisation en un parti de fer contre le capitalisme tsariste le plus odieux de tous, et cela par un travail de persuasion, d'éclaircissement, de polémique, journalier.

En somme si l'on veut jusqu'ici résumer les étapes de son développement, et développement suppose marche progressive et s'oppose à la notion de Lénine marxiste au collège, ou même à dix-huit ans, on observe d'abord un adolescent extrêmement gai, indépendant, railleur et à l'occasion « outrecuidant », supportant à force de discipline sur lui-même l'autoritarisme du collège et de l'Université, mais attaquant déjà les fondements de cette autorité usurpée, se passant de la religion, autre forme d'oppression de l'individu, et entrant dans la vie politique et sociale à la faveur d'une bombe dans sa vie : celle qu'Alexandre son frère aîné

n'eut pas le temps de faire éclater à proximité de l'autre Alexandre. Toutefois l'étude n'est pas de suite orientée vers le marxisme, mais en général vers les idées « progressives » et populistes, et n'est que la récréation d'un prodigieux esprit qui se dépense par ailleurs dans l'étude abstraite du droit. Mais les ébranlements sourds de l'Empire des Tsars, les cris étouffés des victimes de la famine, les pleurnicheries des libéraux et la dynamite toujours plus mouillée des terroristes orientent de plus en plus exclusivement Vladimir Ilitch vers l'étude exacte de la vie sociale. Cherchant une application des théories de Marx à la situation russe, il ne peut faire autrement que rejoindre les émigrés de Suisse, qui, tel Plékhanov avaient posé les bases d'une future révolution en Russie. S'assurant dans ses principes, il va être alors capable d'opposer ses vues aux conceptions fausses de son entourage et en s'opposant aux tenants caducs de la *Narodnaïa Volia* prendre conscience de son rôle de révolutionnaire marxis-

te. Un tel esprit ne pouvait être un marxiste quelconque. Poussant jusqu'à ses conséquences ultimes les enseignements du maître, il sera bientôt le plus grand de tous.

Nous pouvons le laisser à ce moment, où il n'a que vingt-trois ans, continuer son chemin. Nous sommes sûrs que s'il y rencontre des embûches, il sera capable de les surmonter, non pas à cause de son « génie » et autres balivernes stalinistes, mais parce qu'ayant assisté à sa formation, nous avons confiance dans le développement ultérieur de sa personnalité. Nous savons qu'un tel homme sera un chef, un guide révolutionnaire. L'histoire ne fait pas monter à la lumière des figures de hasard, mais celles de ceux qui se sont montrés capables d'obtenir ses faveurs, au besoin par l'audace et par la force. Et cela est aussi vrai pour Lénine que pour son biographe.

DONAT.

H O N T E !

Le rapport de l'avocat Rosenmark (quelle personnalité se dissimule sous ce nom ?) sur le premier procès de Moscou représente l'un des documents les plus abjects de notre temps (1). La publication solennelle de ce document couvre d'une tache indélébile la Ligue des Droits de l'Homme de France. Cette appellation elle-même sonne, dans les circonstances présentes, comme une dérision.

A Moscou, une sanglante comédie judiciaire est préparée, combinée et exécutée par Staline et sa Guépéou pendant une série d'années. La préparation de ce procès fut annoncée dans ses grandes lignes par moi et par beaucoup d'autres par la voie de la presse — non seulement pas mal de temps avant le procès lui-même, mais avant même l'assassinat de Kirov. De même, les étapes les plus importantes de la préparation, en particulier les divers stades de l'extorsion des « aveux », furent une fois de plus exposés au grand jour par moi-même et par d'autres dans la presse, au cours des 8 ou 9 dernières années.

A l'étranger vivent des dizaines de personnes, à commencer par le Président du Conseil français Léon Blum, qui ont à leur disposition des témoignages irréfutables et des matériaux susceptibles d'apporter la lumière sur l'activité abjecte de la Guépéou. Les 2 accusés principaux, mon fils et moi-même, se trouvent à l'étranger. Tous ces faits n'existent pas pour les Rosenmark. Ils ne s'appuient que sur les textes-documents de la Guépéou, c'est-à-dire des organisateurs du meurtre juridique. Ils se comportent comme des commentateurs empressés de l'acte d'accusation de Vychinski, cet individu répugnant que Fouché surpasse par son habileté, mais non par sa bassesse.

Pour donner la preuve de son « objectivité », Rosenmark cite les tombereaux d'insultes gros-

sières du bourreau à l'adresse de ses victimes, et lui reproche sur un ton amicalement doucereux son manque de sérénité. Ce seul mot, ainsi que tout le répertoire diabolique de la Guépéou met à nu le caractère double, hypocrite, tartuffien, de « l'expertise » de Rosenmark, quels que soient les motifs qui l'animent. En même temps que l'absence de sérénité de la clique d'un César Borgia, Fouché et Cie, Rosenmark découvre chez ces messieurs des avantages, en comparaison même avec la justice démocratique, dont il attaque les représentants.

« *Remarquons cependant* », — écrit le défenseur glorieux des droits de l'homme — « *une particularité louable de la procédure russe: Trotsky défaillant n'a pas été condamné par contumace, comme il l'eût été, je crois, dans tous les autres pays du monde. Le tribunal a simplement (!!!) stipulé que, s'il se présentait sur le territoire soviétique, il devrait être arrêté, pour être jugé.* »

Par ces lignes, Rosenmark, en passant, me condamne à la mort « par contumace »; telle serait — suivant ses propres termes — la procédure dans tous les pays du monde.

Cependant, les juges de la Guépéou n'ont exigé que mon arrestation, « particularité louable ». Que de maladresse misérable dans ce cynisme ! Il est tout à fait clair, que les reproches amicaux à l'adresse du langage de Vychinski ne servaient à notre défenseur de la justice qu'à justifier le crime commis, et préparer ainsi la voie à de nouveaux crimes du même ordre. « Trotsky défaillant » — c'est à dessein que notre Tartuffe adopte cette expression terne pour dissimuler des faits désagréables. Trotsky n'a pas fui le procès. Il a été expulsé d'U.R.S.S. il y a longtemps déjà. Il a été privé de la nationalité soviétique. Personne ne l'a cité devant le tribunal.

L'acte d'accusation fut publié si tard, que Trotsky ne pouvait plus figurer au procès.

(1) Ce rapport a été publié dans le n° du 15 novembre des *Cahiers des Droits de l'Homme*.

Après le verdict, prononcé d'après la méthode de la surprise et ressemblant à un coup de fusil dans le dos (voilà encore une « particularité louable »), le gouvernement de Moscou n'a pas osé demander l'extradition de Trotsky et de son fils Sedov. Pourquoi ? Pourquoi le gouvernement, qui, à entendre les Pritt et les Rosenmark, est armé de tant de preuves, n'a-t-il pas demandé l'extradition de Trotsky, ni avant, ni après le procès ? Or, d'après les propres termes du porte-parole des droits de l'homme, sur la base des preuves fournies, Trotsky eût été condamné à mort dans tous les pays. Par quoi s'explique cette lâche « particularité » de la conduite des Staline, Jagoda, Vyçhinski et des autres falsificateurs ? Tout simplement : tous les « aveux » s'effondrent par l'inconsistance des accusations elles-mêmes : tout l'échafaudage ne supporte pas le moindre examen d'une libre critique.

Tout le procès de Moscou, à ses différentes étapes, n'est dirigé que contre Trotsky. Voilà qui est clair pour tout homme capable d'une pensée politique. Si Staline a endossé la responsabilité de l'œuvre de Caïn perpétrée contre Zinoviev, Kamenev et les autres, ce n'est pas que leur mort lui était nécessaire par elle-même. Zinoviev et Kamenev étaient assez anéantis et paralysés par leurs aveux et par la prison. Les cadavres de Zinoviev et de Kamenev ne sont que des degrés qui doivent permettre d'atteindre Trotsky. Et si Staline ne s'est pas décidé à demander l'extradition de Trotsky, à accomplir cette dernière démarche pratique, qui seule justifie à ses yeux le procès de Moscou, de Novosibirsk et tous les autres, ce n'est que parce qu'aucun tribunal public dans aucun pays — contrairement à l'affirmation inique de Rosenmark — ne consentait à se plier aux exigences de Staline. Trotsky et son fils ont en mains des preuves irréfutables de la fausseté de toute l'accusation. Par leur étendue et par leur continuité, les archives personnelles de Trotsky ne pouvaient être utilisées dans l'amalgame abject.

Lorsque j'ai essayé d'exposer au grand jour une partie des documents accusateurs en poursuivant devant la justice les calomniateurs fascistes et « communistes » de Norvège, Staline a contraint le gouvernement norvégien à déclarer l'immunité des calomniateurs. Par dessus le marché, il ordonna à ses agents de voler mes archives à Paris. Toute la machination, répétons-le, reposait sur l'effet de surprise : Ebranler tout le monde par la surprise et par une falsification démesurée, anéantir Trotsky, lui rendre difficile sa défense, et charger les amis Pritt et Rosenmark de blanchir et d'embellir ce travail détestable par des considérations « objectives » et purement juridiques ». Des Pritt et des Rosenmark sont prêts à tout.

Avec leur collaboration malhonnête, le Kremlin essaye de préparer peu à peu l'opinion publique des « pays démocratiques » à la destruction physique des hommes que la bureaucratie considère comme les ennemis implaca-

bles de ses privilèges, de son usurpation, de sa corruption.

Avec toute sa sérénité, Rosenmark n'hésite pas à affirmer que tout autre gouvernement eût condamné à mort mon fils et moi-même, puisque la preuve a été faite au procès de Moscou que j'avais organisé des attentats terroristes en liaison avec la Gestapo. Celui qui connaît tant soit peu l'histoire de la Révolution et la psychologie humaine, en particulier la biographie des personnes mises en cause, admettra sans difficulté qu'il y a mille fois plus de raisons de supposer que Rosenmark et Pritt sont au service du stalinisme, que d'admettre un seul instant que Trotsky peut être un allié de la Gestapo. Ce dont la Ligue des Droits de l'Homme ne pourra jamais fournir la preuve à personne.

J'entends le nom de Rosenmark pour la première fois. On dit que c'est un politicien bourgeois habile. J'ignore en quoi il était plus particulièrement qualifié pour apparaître comme une autorité morale et juridique dans une affaire d'une telle importance historique. Il est possible que Rosenmark — à la différence de Pritt qui sut apparaître à l'endroit et au moment qu'il fallait — soit un philistin borné, ignorant tout de la Révolution et de la contre-révolution, de la psychologie des militants révolutionnaires et des méthodes de la bureaucratie thermidorienne, qui a même oublié l'histoire de la grande Révolution française et ses amalgames, qui ne comprend pas que les Fouquier-Tinville, les Fouché russes, surpassent incontestablement en technique leurs prototypes français, travaillent depuis longtemps déjà en faveur du régime totalitaire de la bureaucratie, n'ayant plus rien de commun avec la dictature du prolétariat. Peut-être — et c'est même vraisemblable — Rosenmark ne comprend-il rien à toutes ces questions. Mais pourquoi lui avoir donné une tâche trop lourde pour ses épaules ? Et voici le nœud du problème : Pourquoi s'est-on hâté d'imprimer son scandaleux rapport avec une telle « impatience bienveillante » en toute première place dans le *Bulletin de la Ligue des Droits de l'Homme* ? On ne commet pas en vain de telles imprudences : On en arrive inévitablement à la conclusion que nous nous trouvons en présence d'une tare plus grave encore que ne serait le produit de l'esprit d'un philistin borné, multiplié par le crétinisme juridique.

✱

Le mensonge essentiel sur lequel repose l'amalgame de Moscou (et par conséquent « l'expertise » de Rosenmark et consorts), réside en ce que l'échafaudage juridique, qui ne résiste d'ailleurs pas à l'examen d'une critique honnête, ne se rattache en rien à la situation historique et politique, est vide de toute psychologie humaine et pour ainsi dire, s'effondre complètement. Kirov est tué. Un groupe de personnes est suspecté. D'abord, elles restent muettes. Puis elles se repentent et avouent des crimes abominables. Le verdict est basé sur les

libres aveux des accusés. Telle est la thèse officielle. Tout y est mensonge et tromperie. Elle ne renferme pas un seul argument valable.

L'histoire du procès de Moscou est examinée par Rosenmark non pas sur la base des faits historiques, connus de tous, et pas même sur la base de tous les actes et de tous les documents officiels du gouvernement de Moscou.

Malgré tous les obstacles, la vérité se fraye un chemin.



Tout le procès repose sur les aveux surprenants par leurs grossièreté, et pleins de contradictions psychologiques. Pour comprendre la valeur des « aveux » standardisés, des clients de la Guépéou, il faut commencer par examiner les *capitulations politiques standardisées, dont les « aveux » constituent la suite et le développement immédiat*. L'histoire des capitulations s'étend sur les 13 dernières années et pourrait — par ses documents « humains », fournir la matière de plusieurs dizaines de volumes. Bien entendu, Rosenmark n'a pas le moindre soupçon de ce fait capital qui domine toute l'atmosphère soviétique et particulièrement le domaine judiciaire...

Le contenu des aveux ne correspond en rien au caractère d'un « crime » exécuté ou non, mais aux diverses nécessités du gouvernement. C'est pourquoi les aveux publics ont un caractère purement rituel, standardisé. Leur seule signification politique est d'enseigner à tous à penser ou, tout au moins à s'exprimer uniformément. Mais précisément pour cette raison, personne parmi les gens en question n'a pris ces « repentirs » au sérieux. Ces aveux ne sont pas de véritables aveux, mais un contrat signé avec la bureaucratie. La preuve en est fournie par les faits que même I. N. Smirnov, l'un des hommes les plus sincères et les plus honnêtes, a rédigé en 1929 en l'espace de quelques semaines plusieurs textes d'aveux qui étaient en contradiction flagrante les uns avec les autres. (Ces textes furent publiés à cette époque dans le *Bulletin de l'Opposition russe*).

Il faut ajouter que presque tous les aveux (c'est-à-dire des dizaines de milliers d'aveux) de l'époque thermidorienne, n'ont pour seul but que de m'atteindre personnellement. Pour rentrer au sein de la grande famille de la bureaucratie, ou pour s'assurer au moins le droit au morceau de pain, chaque oppositionnel, demi-oppositionnel, ou n'importe quel citoyen, était contraint de dénoncer en toute occasion le trotskysme et condamner Trotsky avec d'autant plus de succès qu'il le faisait d'une manière plus éclatante. Ces aveux et ces reniements sont devenus pour eux tous comme des pratiques rituelles à l'église. Ainsi les aveux politiques ont frayé la voie aux « aveux » judiciaires et en ont été la conséquence inévitable.

Je le répète, ces lignes sont écrites dans les griffes du gouvernement « socialiste » norvégien. Je suis contraint de me borner aux faits

les plus importants. Je prie le lecteur de tenir compte de ce que je n'ai pas la possibilité de relire et de corriger ce que j'ai écrit.

Nous devons mettre plus particulièrement en relief les points suivants :

1) Il est faux que « tous les 16 accusés » aient reconnu leur crime. Il n'y avait pas 16 accusés ayant participé à un crime d'une même nature, ou tout au moins suspectés d'un même crime. En effet, les 16 hommes assis au banc des accusés furent choisis minutieusement parmi plusieurs centaines, plusieurs milliers de « candidats ». On ne fit comparaître tout d'abord devant le tribunal que ceux qui prouvaient leur aptitude à remplir publiquement le rôle qui leur était confié (voir à ce sujet le *Livre Rouge*).

2) La Guépéou emploie-t-elle des moyens de pression médico-chimiques ? Je n'en sais rien. Mais une telle hypothèse n'est pas nécessaire. Il suffit de connaître les faits, les personnes, les circonstances, pour comprendre comment les accusés purent être mis dans l'obligation de se passer la corde autour du cou. Parmi les accusés, il n'y avait aucun oppositionnel ou trotskyste. Tous étaient des *capitulards*, des gens qui avaient avoué à plusieurs reprises, s'accusant par ces aveux des actes les plus honteux et des instincts les plus bas ; des gens renonçant à toute conception politique, à toute raison de vivre et à toute dignité personnelle (bien entendu, je ne parle pas des provocateurs authentiques, perdus dans les griffes de la Guépéou).

Durant des années, ces ex-révolutionnaires, démoralisés, moralement brisés, flottèrent entre la vie et la mort. Des narcotiques étaient-ils encore nécessaires ? L'idée même (que Rosenmark reprend à son compte) que ces gens-là furent poussés par la soif du pouvoir est absurde. Ils y avaient renoncé depuis longtemps. L'idée que des gens qui avaient renié leur programme, leur drapeau, leur dignité personnelle, qui se mortifièrent et se calomnièrent publiquement à maintes reprises, pouvaient espérer arriver au pouvoir par des assassinats politiques, apparaît comme une idiotie politique !

Non, au procès, les accusés se sont mentis à eux-mêmes, comme ils s'étaient menti auparavant par leurs aveux innombrables. La Guépéou a disposé d'assez de temps pour extorquer à ses victimes des « aveux » de plus en plus complets. Aujourd'hui, A a reconnu un petit fait. Si B ne reconnaît pas la même chose, cela signifie que tous ses aveux et ses humiliations du passé furent « mensongers » (le mot favori de Staline, le chevalier de la « sincérité »). B s'empresse de reconnaître ce que A a reconnu et même un peu plus. Et maintenant, c'est à nouveau le tour de C. Pour empêcher des contradictions trop grossières, on leur donne, s'ils le désirent, la possibilité d'élaborer le thème en commun. Si D refuse de s'y associer, il risque de perdre tout espoir de se sauver. Et il surpasse les autres pour prouver sa bonne volonté (relisez les mensonges bé-

gayants et hystériques de Reingold !). Maintenant, tous les autres doivent mettre leurs mensonges à l'alignement sur celui de E... Le jeu infernal continue. Les accusés sont sous les verrous. La Guépéou n'est pas pressée. La Guépéou a des pistolets Mauser. Jules Romains démontre (dans *Les créateurs*), comment il est possible, sans avoir « d'idée » ni de « thème », d'écrire une véritable œuvre poétique, en prenant comme point de départ un jeu de mot. Ainsi agit la Guépéou. Ces messieurs, n'ayant à leur disposition ni faits, ni plan achevé, construisent leur amalgame par le jeu des « aveux ». Si l'un ou l'autre des aveux apparaît gênant dans la suite, on l'omet tout simplement, comme une hypothèse inutile. Ces « créateurs » sont libres de toute attache.

De temps à autre, ils mettent leur victime en liberté provisoire pour faire renaître de vagues espoirs. A la première occasion, les libérés sont arrêtés de nouveau. Ainsi, sans cesse ballotés entre l'espoir et le désespoir, ces hommes deviennent peu à peu l'ombre d'eux-mêmes.

Mais ce n'est pas encore la fin. Pour chacun d'entre eux, il existe un moment où ils commencent à résister. Non, il ne peut pas aller si loin dans le reniement de lui-même ! Alors la Guépéou fusille les plus obstinés.

Pendant, la presse, unanime, continue à hurler contre les « traîtres », les « contre-révolutionnaires », les « agents de l'impérialisme », etc... Les emprisonnés n'ont pas à leur disposition d'autre presse que celle de Staline. Des tortures physiques ? Je ne le crois pas. La torture de la calomnie, de l'incertitude et de la terreur ébranle le système nerveux des accusés aussi sûrement que les tortures physiques.

Et il faut ajouter l'allusion incessante aux dangers de guerre. Etes-vous pour la patrie (c'est-à-dire pour Staline), ou contre la patrie ? La *Pravda* appelle même le livre d'André Gide un « témoignage anti-soviétique ». Un étranger d'une moindre importance eût été traité depuis longtemps déjà d'agent de Hitler. Que dire des oppositionnels soviétiques ? Gide démontre, comment on lui a extorqué au télégraphe des louanges pour Staline et comment l'écrivain célèbre a été réduit à l'impuissance et... à la capitulation. Que dire alors des méthodes de la Guépéou ? — Etes-vous pour l'U. R. S. S. (c'est-à-dire pour Staline), ou contre l'U. R. S. S. ? Vous vous êtes repenti, naturellement, depuis longtemps, vous n'êtes pas dangereux pour nous, vous le savez bien vous-même ; nous ne voulons pas de mal. Mais Trotsky continue à l'extérieur son travail nuisible. Il continue son travail de sape contre l'U. R. S. S. (entendez contre la toute-puissance de la bureaucratie). Son influence s'accroît. Il faut une fois pour toutes discréditer Trotsky. Alors votre question se résoud d'elle-même. Si vous êtes pour l'U. R. S. S., vous nous aiderez. Sinon, tous vos repentirs étaient mensonges. En vue de la guerre qui approche, nous serons obligés de vous considérer comme les agents de Trotsky, comme des ennemis

à l'intérieur du pays. Vous devez reconnaître que Trotsky vous a poussé sur la voie de la terreur. « Mais, personne ne le croira ? » — Nous nous chargeons de cet aspect de la question. Nous avons nos Duclos et Thorez, nos Pritt et Rosenmark. Est-ce que Trotsky vous a poussé sur la voie de la terreur, oui ou non ? — Celui qui a répondu par « oui » est prêt à se laisser utiliser ultérieurement. Par des questions renouvelées sans cesse, on peut donner aux réponses un caractère de plus en plus concret. Smirnov et Goltzmann ont essayé de s'arrêter à mi-chemin, entre la « terreur en général » et l'assassinat de Kirov. D'autres (mais pas tous) sont allés plus loin. Celui qui a résisté a été liquidé au cours de la préparation « technique » du procès. Celui à qui on a pu faire violence a été conduit sur la scène pour être présenté aux yeux de Pritt dans sa qualité d'expert impartial.

Peut-on parler à un honnête homme quelconque des « aveux », en négligeant le fait que durant des années la Guépéou a préparé et « questionné » les accusés, à l'aide de capitulations périodiques, d'humiliations, d'auto-dégradations, de calomnies et par le moyen de représailles ? Seuls des idiots complets peuvent fermer les yeux devant ces faits (1).



Faut-il revenir, une fois encore, sur les aveux de Goltzmann ? Parmi les accusés de la vieille génération, seul Goltzmann « m'avait vu » en personne et aurait reçu de moi les directives « terroristes ». Mon fils Léon Sedov aurait été l'intermédiaire et l'organisateur de la rencontre.

Cette rencontre avec Goltzmann aurait eu lieu à l'hôtel Bristol. C'est là le point capital de l'aveu.

Hélas ! Mon fils n'est jamais allé à Copenhague. Le fait qu'il n'y est pas allé en novembre 1932, peut être prouvé, sans contestation possible, au moyen des visas, des télégrammes et des témoignages émanant de plus de trente personnes de diverses nationalités et de diverses tendances politiques.

L'Hôtel Bristol où la rencontre aurait eu lieu n'existe plus depuis 1917 ! Que signifie donc l'aveu de Goltzmann ?

(1) Le docteur *Citiga*, un révolutionnaire yougoslave qui, en qualité d'oppositionnel, a passé plusieurs années dans les prisons et les lieux de déportation de la Guépéou, témoigne : « J'ai vu un marin à qui on disait, à plusieurs reprises, en le sortant le soir de sa cellule, qu'on allait le fusiller. On le conduisait dans la cour et puis on le ramenait dans sa cellule. « Puisque tu es un ouvrier, nous ne voulons pas te fusiller comme un quelconque garde-blanc. En tant qu'ouvrier tu dois reconnaître sincèrement... » Le marin ne reconnaissait rien, mais après ces tortures, il est devenu à moitié fou. C'est alors qu'on l'a laissé tranquille. Mais on lui demanda encore des aveux au sujet de sa conspiration contre Staline. »

L'histoire de ce malheureux marin n'est qu'un petit épisode pris dans le livre des aveux des accusés, de même que des accusateurs et des juges. L'instrument de la révolution la Guépéou est devenue l'instrument de l'aristocratie soviétique, l'instrument personnel de Staline, au sujet duquel Lénine avait averti en 1921 : « ce cuisinier nous préparera des plats épicés ».

Les déclarations de Berman-Iourine, de Fritz David et d'Olberg, sont pleines d'absurdités et de non-sens semblables. Cependant, sur la base de ces aveux, les défenseurs des Droits de l'Homme (et des intérêts de la Guépéou) me reconnaissent passible de la peine de mort. Jusqu'où peut aller la bassesse humaine ?

Mais, pour aussi scandaleux que soient les aveux de Goltzmann et de tous les autres, leurs contradictions, leurs inventions grossières n'apparaissent cependant que comme des enjolivures destinées à orner les murs de cet étrange monument de mensonges et d'erreur.

Toute l'accusation et tous les aveux tournent autour de l'assassinat de Kirov. Cependant, l'organisation de cet attentat constituait un chaînon de la lutte contre l'opposition. Le complot contre Kirov fut organisé par la Guépéou dans le but d'abattre l'organisation des zinovévistes à Léninegrad. Staline, Yagoda, Kirov lui-même étaient au courant de la conspiration. C'est ce qu'a mis en lumière, sans contestation possible, le procès de Medved, l'ancien chef de la Guépéou de Léninegrad. Le complot contre Kirov devait avoir un caractère fictif; il était essentiellement dirigé contre l'opposition.

Staline ne voulait pas tuer Kirov. Kirov lui-même ne voulait pas être tué, mais Nikolaïev, entouré de tous côtés par des provocateurs, prit son rôle trop au sérieux. Il échappa au « contrôle » et fit feu avant que la Guépéou n'ait réussi à achever son amalgame (voir ma brochure : La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov, 1934).

Tout ce qui y est écrit sur la préparation des procès de Moscou (du premier et de ceux qui l'on suivi) est le résultat d'une déduction logique. J'ai dévoilé les projets de la Guépéou, mois par mois, année par année, étape par étape, surtout à partir de 1929. Les traces indélébiles de la préparation méthodique des crimes peuvent être révélées par les articles de la presse soviétique, par les interviews de Staline et de Molotov, par certaines déclarations « anti-terroristes » de Litvinov à Genève (à propos de l'assassinat du roi Alexandre et de Barthou) et par toute une série d'autres documents, déclarations, suggestion qui, en leur temps, parurent incompréhensibles, mais qui, à l'heure actuelle, révèlent tout leur sens criminel.

En résumé, on peut dire : les procès contre les terroristes ont été montés, non pas parce que Kirov a été tué, mais l'assassinat de Kirov a eu lieu « par accident » pendant la préparation fiévreuse des procès contre les terroristes.

Les sycophantes à la Pritt et à la Rosenmark considèrent comme tout à fait invraisemblable que l'infaillible Guépéou de Staline puisse organiser des procès qui ne soient qu'une mise en scène criminelle avec des rôles fixés à l'avance. En revanche, ils trouvent tout naturel que l'opposition qui est une tendance communiste avec une longue tradition, avec des cadres éprouvés, avec un programme élaboré, avec une abondante littérature politique, s'o-

riente brusquement et contre toute attente vers la terreur individuelle qu'elle a toujours condamnée comme de l'aventurisme sans issue. Cette tendance qui comprend des milliers et des milliers de sympathisants, accomplit ce tournant invraisemblable, dans le silence le plus complet, sans aucune discussion préalable, sans aucune déclaration, sans aucune critique, sans aucune lutte intestine, sans aucune propagande terroriste, sans aucune littérature.

Mais cela ne suffit encore pas. Cette tendance qui s'est montrée capable des plus grands sacrifices dans la lutte pour son programme entre en liaison avec la Gestapo ! Et mue en cela par « la soif du pouvoir » !

Comme si le pouvoir en U.R.S.S. pouvait être obtenu avec l'aide de la Gestapo ! Et comment peut-on attribuer cette « soif du pouvoir » à des dizaines de milliers d'oppositionnels du rang, ouvriers, membres des jeunesses communistes qui supportent la répression et des privations inouïes ? Seul un bourgeois borné et repu qui ignore tout de la lutte révolutionnaire et qui, en même temps, est toujours prêt à lécher les bottes de n'importe quel gouvernement en place, peut croire un mensonge aussi vil.

Admettons pourtant l'impossible. Notamment que les trotskystes, en contradiction avec leur doctrine, leur programme, leurs écrits actuels, avec leur correspondance privée (qui est à la disposition de n'importe quelle commission d'enquête honnête), sont devenus des terroristes — sans luttes ni scissions intestines, sans déflections ni dénonciations inévitables. Admettons que le terrorisme leur était nécessaire pour restaurer le capitalisme : pourquoi ce nouveau programme est-il accepté par tous en silence, sans réprobation, sans critique et sans opposition ? Admettons encore — quelques absurdités de plus ou de moins n'ont aucune importance — que, pour assurer la restauration du capitalisme et la victoire du fascisme (oui, oui, même du fascisme), les trotskystes ont signé un pacte avec la Gestapo : les trotskystes mènent leur activité terroriste et fasciste pour le moins depuis 1931 jusqu'au milieu de 1936. Où ? Comment ? Voilà qui importe peu. Tout cela se passe dans le domaine de la quatrième dimension. Ils tentent continuellement d'assassiner tous les « chefs », de désorganiser l'économie, de préparer la victoire d'Hitler et du Mikado.

Pouvons-nous prendre toutes ces ignobles absurdités pour monnaie courante ? Mais que voyons-nous par la suite ? Au milieu de 1936, les chefs de cette étrange tendance, accusés d'avoir pris part à ces crimes se repentent tous en même temps des crimes commis (c'est-à-dire, non commis), chacun s'efforce de se couvrir le plus possible de boue et chacun tente de couvrir la voix de l'autre pour chanter plus fort les louanges de Staline qu'il a voulu tuer hier. Comment expliquer ce miracle de saint Yagoda ? Des contre-révolutionnaires, des terroristes fascistes forcés, transformés en flagellants hystériques. Que les

Pritt et les Rosenmark nous expliquent ce mystère.

Admettons enfin que l'idée de la terreur ait été acceptée, à un moment quelconque, par ce groupe de capitulars et par d'autres encore et que, dans leurs aveux devant le tribunal, se soit répercuté un faible écho de la réalité (de prétendus complots dans le genre de : « Que le diable emporte Staline »).

Mais pourquoi mettre en cause ici tous les trotskystes et Trotsky en personne qui, d'ailleurs, ne dissimulent pas leur but : mettre fin à l'absolutisme de la clique stalinienne, non pas par des aventures terroristes individuelles, mais par les méthodes de la lutte de classe révolutionnaire ? N'est-il pas naturel, dans ces conditions, qu'un juriste « objectif » se demande : le gouvernement n'a-t-il pas promis aux capitulars malhonnêtes d'améliorer leur sort, s'ils consentent à mêler d'une manière ou d'une autre à leur affaire Trotsky, l'ennemi n° 1 de la clique stalinienne ?

Quoi de plus naturel que l'hypothèse selon laquelle les aveux des capitulars contiendraient une parcelle de vérité ? Mais non, voyez-vous, nos juristes considèrent comme invraisemblable que les accusés aient espéré être graciés. Ils ont donc réclamé la mort pour eux-mêmes. Ils ont donc renoncé « librement » à leur défense. Quelle sinistre hypocrisie ! Quelle honte !

Des hommes misérables, humiliés et brisés, ont réclamé la mort pour eux-mêmes pour mieux remplir leur rôle odieux et essayer ainsi de sauver leur vie. C'était prévu dans le contrat. Il fallait à tout prix au gouvernement l'illusion d'hommes misérables et naufragés.

Le correspondant du *Daily Herald*, l'organe du même parti auquel appartient le malhonnête Pritt, a écrit après le verdict : « On a émis la supposition, dans les larges cercles, qu'un décret publié seulement cinq jours auparavant et leur donnant le droit de faire

appel, avait été spécialement rédigé pour leur épargner la vie ».

Je ne sais à quel décret il est fait allusion. Il est possible qu'on se soit borné à faire courir des bruits sur un semblable décret. En tout cas, Staline a tout fait pour tromper les accusés.

A l'instant, le ministre de la Justice vient de m'annoncer que demain, nous serons embarqués pour le Mexique. Le voyage dure vingt jours. J'ai réclamé, depuis une semaine déjà, qu'on me donne la possibilité de voir mes amis, de prendre des mesures de sécurité au cours du voyage et, en particulier, d'être accompagné par des camarades.

Le ministre la Justice m'a rendu visite le dimanche 13 ; il m'a promis de me donner une réponse, il m'a promis, en tout cas, que le camarade G. et sa femme pourraient nous accompagner. J'ai demandé une entrevue préliminaire avec G. Meyer et Knudsen. On m'a promis une réponse pour le lundi. Au lieu de cette réponse, j'ai reçu aujourd'hui l'ordre du gouvernement : de nous expédier demain sur un navire spécial à bord duquel deux couchettes seront à notre disposition.

J'ai dit au ministre de la Justice : il est certain que physiquement, vous pouvez vous venger de nous, mais moralement, vous le paierez cher, de même que la social-démocratie allemande a chèrement payé l'assassinat de Liebknecht et de Rosa Luxembourg. Dans trois ans, dans cinq ans, si les ouvriers vous permettent de poursuivre la même politique, tous vos ministres se trouveront dans l'émigration... Après quoi, je suis sorti sans lui serrer la main. Nathalia Ivanovna prépare maintenant nos valises. Pour la nième fois ?

Je ne sais si ma lettre vous parviendra. En tout cas, je confie cette bouteille à la mer.

Salut cordial à tous les amis !

18 décembre 1936. — L. TROTSKY.

Publications sur le Procès de Moscou

Le premier procès de Moscou (Zinoviev et autres) a déjà suscité une abondante littérature. Mais chez les partisans de Staline, cette littérature (articles de journaux ou brochures) ne témoigne d'aucun souci d'apporter des éclaircissements et des examens contradictoires.

Le P.C.F. a publié deux brochures. L'une sous le pseudonyme de P. Lang : *L'alliance du trotskysme et du fascisme contre le socialisme et la paix* ; l'autre, de D.-N. Pritt, « Conseiller du Roi, membre du Parlement britannique » : *Le procès de Zinoviev* (24 p.).

La brochure de M. Lang surprend surtout par sa bêtise. Voici un aperçu du style et des « arguments » : « A Moscou, la justice a été exercée par le socialisme organisé en un Etat où toutes les formes d'exploitation de l'homme par l'homme sont déjà supprimées, qui est l'Etat le plus monolithique, le plus solide et le plus puissant du monde, etc... » Un exercice apologetique tout à fait indigeste. La seule particularité de la brochure, c'est qu'elle consacre plusieurs paragraphes à des im-

précations contre l'article de Trotsky sur la nouvelle constitution de l'U.R.S.S., où, paraît-il, celui-ci « procédait avec un cynisme inouï l'emploi de la terreur individuelle en U.R.S.S. » (sic).

La brochure de Pritt appartient à un autre genre. Il s'agit du genre cauteleux. M. le conseiller royal Pritt, à l'aise dans l'atmosphère hypocrite du *cant* britannique, joue le magistrat intègre. Il tente une comparaison savante entre la jurisprudence stalinienne et celle de l'Empire Britannique, pour justifier les assassinats de Moscou. A Pritt, ont déjà répondu Trotsky (voir les deux articles publiés dans ce numéro) et Adler. Depuis, le Conseiller du Roi s'est tu ; il n'a pas tenté de répondre à aucune de nos questions.

Signalons, pour mémoire, la brochure répugnante de MM. Cachin et Vaillant-Couturier (*Terrorisme, espionnage, assassinat*), infime sous-produit des élucubrations malodorantes de Vichinsky (sur le 2^e procès). Ces deux gredins patriotiques n'esquissent même pas une réponse à nos accusations.

Venons-en aux publications consacrées à la recherche de la vérité.

Libre Rouge sur le Procès de Moscou. Documents recueillis et rédigés par L. SEDOV. (Edité par le P.O.I. Publications Populaires, Octobre 1936. — 125 p. — 4 frs.).

Cet ouvrage a servi de documentation à toute une série d'autres. Comme nos lecteurs le savent, il est consacré à la réputation des provocations, mensonges et calomnies du procès Zinoviev. A l'heure actuelle, personne n'a tenté d'en réfuter la moindre démonstration. La Guépéou s'est cependant efforcé d'en tenir compte dans la préparation du second procès. — Sedov examine à fond les procès Kirov, l'attitude des inculpés, les « Centres nulifiés », les « attentats », les prétendues liaisons de Copenhague, le rôle de Viélinesky, etc... Aujourd'hui, après cinq mois, le deuxième procès et toutes les recherches entreprises n'ont fait que confirmer et amplifier la conclusion de Sedov. Notons que cette brochure a largement circulé parmi les travailleurs avancés et qu'elle a fortement contribué à jeter bas les mensonges de la Guépéou.

Rotbuch für den Moskauer Prozess, von L. SEDOV. Uebersetzt aus dem Russischen. Verbessert an Hand der französischen Ausgabe. Vom Autor ergänzt. (Ed. de Lee, Anvers. — 119 p. — 5 frs.).

Traduction en allemand de l'ouvrage précédent. Cette édition allemande contient en supplément le texte des télégrammes Herriot relatifs à Copenhague et l'article sur le procès de Novossibirsk, publié dans le n° 2 de *Quatrième Internationale*.

Behind de Moscow Trial. The greatest frame-up in history, by MAX SHACHTMANN. (Pioneer Publishers, New-York, 1936. — 142 p. 25 c.).

Ce travail a été rédigé immédiatement après le premier procès, comme le *Libre Rouge*. Une documentation considérable y est réunie. Il est intéressant de souligner que le livre de Shachtman a été écrit en même temps que celui de Sedov et indépendamment, et qu'il aboutit entièrement aux mêmes conclusions. En plus des questions étroitement liées aux provocations du procès, notre camarade Shachtman a complètement élucidé les circonstances politiques de la lutte en Russie; il expose largement la politique de l'opposition vis-à-vis des capitulards (zinovévistes), sur la défense de l'U.R.S.S., sur le fascisme. Un chapitre est consacré au procès des Mencheviks de 1931 et à l'attitude du gouvernement norvégien envers Trotsky. Des détails très abondants sont donnés sur Olberg, David, Friedmann, Berman Yourin. En général, la documentation du livre est excessivement riche et scrupuleusement examinée. Ce livre a déjà été diffusé à plus de 10.000 exemplaires. Là-bas non plus, personne n'a tenté d'y répondre.

Le procès de Moscou: un procès en sorcellerie, par F. ADLER, secrétaire de l'I.O.S. (Ed. du Nouveau Prométhée, Paris. — 48 p. 3 frs.).

Adler s'adresse à Dimitrov. Son témoignage est d'autant plus important qu'il déclare rester un adversaire politique des « trotskystes », comme il le fut dans le passé de Lénine et Trotsky. Néanmoins, après examen des faits, il conclut que les aveux doivent être mensongers. Et comment furent-ils obtenus? Comme le dit Adler, comme l'Inquisition faisait « avouer » ses patients: pour la plus grande gloire de l'Eglise et l'édification des fidèles.

Adler ne se prononce pas sur le sens politique de la lutte qui se déroule en U.R.S.S. Mais, il rappelle opportunément qu'au procès des Mencheviks (1931), la même sorte d'aveux fut obtenue. Une des parties les plus intéressantes est la polémique avec Pritt, dont ce dernier ne s'est pas relevé. Il s'appuie dans sa démonstration sur les faits relevés par le *Libre Rouge*. Adler dénonce aussi la lutte de Staline contre le droit d'asile.

Encore un procès en sorcellerie, par F. ADLER (Publications Populaires, 15, passage Du-bail. — 8 p. — 0 fr. 25.).

Cette brochure, consacrée au 2^e procès de Moscou, complète la précédente. Adler y démontre que les mensonges du procès Zinoviev ont été encore amplifiés. Il rive son clou à M. Dudley Collard, apologiste des bourreaux, déjà en service commandé lors du premier procès. Adler conclut à nouveau que les « faits » du procès « s'avèrent toujours n'être que de pures inventions ».

Er Trotski Arbeider klassens fiende?, par JEANNETTE OLSEN (Eget forlag, Oslo 1936. 32 p. — 25 frs.).

Cette brochure a été écrite par une communiste norvégienne (membre du P.C.), ancienne et respectée militante, exclue ensuite. La camarade Olsen rétablit la vérité sur l'activité de Trotsky, dénonce les falsifications stalinienne et termine en défendant le droit d'asile pour Trotsky.

De la révolution de Lénine à la contre-révolution de Staline (Les Brochures du Groupe International. Ed. Internationale, Copenhague et Paris. — 96 p. — 2 fr. 50).

Cette brochure passe en revue le procès Zinoviev, le livre d'André Gide, la nouvelle constitution stalinienne, les crises sociales en U.R.S.S. — Vis-à-vis des procès de Moscou, elle défend le point de vue exprimé par la IV^e Internationale et Trotsky. Les auteurs concluent en déclarant nécessaire la IV^e Internationale. Cependant, leur note finale (« quelques mots sur les auteurs ») ne paraît pas indiquer le chemin.

On lit ceci: « Le Groupe International se considère comme le continuateur et le successeur de l'opposition de gauche qui existait dans le P.C. allemand depuis 1920, était organisé internationalement et avait collaboré durant les années décisives de la lutte contre le stalinisme, en 1926-28, avec l'opposition russe, le bloc Zinoviev-Trotsky », et plus loin: « depuis 1920, il existait, dans le PCA, une aile gauche. Depuis qu'elle existe, cette aile gauche a combattu l'opportunisme au sein du PCA, etc... »

En réalité, il s'agit d'un groupe qui se rattache à l'ancienne filiation politique de Maslow et Fischer dans le PCA. Or, il est complètement inexact de dire que M. et F. étaient dans l'opposition de gauche du PCA depuis 1920. Quelle opposition de gauche? Sur quel programme? En réalité, M. et F. ont été, de 1923 à 1925, les instruments de Zinoviev, qui fut dans l'I.C. l'introduit des méthodes qui ont ensuite facilité la tâche du stalinisme. En 1926, F. et M. suivirent Zinoviev dans le bloc, tout en continuant à attaquer le « trotskysme » qu'ils considéraient « liquidé ». En 1928, ils furent exclus du PCA. De 1929 à 1933, années décisives, après l'édiction temporaire de la *Volkoville*, ils restèrent complètement en marge de l'élaboration de la politique marxiste contre le fascisme par les bolcheviks-léninistes allemands, et s'étaient rapprochés des stalinien. — Quant à l'organisation « internationale » de F. et M., il vaut mieux la passer sous silence: Treint et la brillante suite tchécoslovaque...

LIVRES REÇUS AU BUREAU DE LA REVUE

Destin d'une Révolution, par VICTOR-SERGE (Grasset, éd.). — **Für die Arbeiter-Revolution in Spanien,** von FRANZ HELLER (Dynamo-Verlag, Zürich, 52 p.). — **Yo Acuso,** par LÉON TROTSKY (Ediciones Nueva Era, Mexico, 56 p.). — **World Revolution (1917-1936. The Rise and Fall of the Communist International),** by C.L.R. JAMES (Martin Secker, ed., London, 432 p.). — **The First Two Moscow Trials. Why?,** by FRANCIS HEISLER. Préface by Roy. E. Burt (Published by the Socialist Party USA, Chicago, 190 p.). — **Decret sobre la col·lectivitat zació i control de la industria i el comerç a Catalunya** (Conseilleria d'economia generalitat de Cata-

lunya, ed. Barcelona 1936. 152 p.). — *Transformation économique en Catalogne*, par ANDRÉ JEAN (Commissariat de propagande de la généralitat de Catalogne).

World voices on the Moscow Trials. A compilation from the Labor and Liberal press of the world. Publié par le Comité américain pour la défense de Léon Trotsky. (Pioneer Publishers, New-York, 1937. — 64 p. — 15 c.).

Cette brochure utile, éditée par nos amis américains, reproduit une série d'articles du *Manchester Guardian*, du *New Statesman*, de *The Nation*, *New Leader*, *Der Kampf*, *Le Peuple*, etc... Cette revue démontre amplement que Staline a manqué au moins un de ses buts: se concilier l'opinion libérale afin de préparer plus facilement l'extermination de Boukharine, Rakovsky et autres.

I stake my life! by LEON TROTSKY. Trots y's adress to the N-Y Hippodrome meeting (Pioneer Publishers, N-Y. — 24 p. — 5 c.).

Cette brochure reproduit le discours de Trotsky, publié dans le présent numéro de *IV^e Internationale*. En introduction, Max Shachtman décrit le meeting de l'Hippodrome auquel assistaient 6.600 personnes.

In defense of the Soviet Union, by LEON TROTSKY. With an introduction by Max Shachtman (Pioneer Publishers, New-York. 40 p. — 10 c.).

Cette brochure est composée d'extraits d'articles et de livres de Trotsky relatifs à la question de la défense de l'U.R.S.S. Les citations s'étendent sur la période 1927-

1937. Elles témoignent, pour cette durée de 10 ans, contre les mensonges stalinéens. Trotsky et les bolcheviks ont toujours posé la question de la défense de l'U.R.S.S. en dépendance étroite avec le développement de la révolution socialiste internationale, et, à l'intérieur, avec un appui sur les couches ouvrières du pays. Et sans faire dépendre le sort de la révolution de celui de la bureaucratie stalinienne, même en cas de guerre.

The first Two Moscow Trials. Why? by FRANCIS HEISLER. Préface by Roy Burl, Executive Secretary Socialist Party USA. (Published by Socialist Party USA, Chicago. 190 p. — 25 c.).

Dans ce livre très documenté, F. Heisler, avocat qui milita longtemps pour le Secours Ouvrier International, a détruit avec succès tous les mensonges des accusations de Vichinsky. Sur la base des accusations stalinéennes et des réponses de Trotsky et de la IV^e Internationale, il fait la preuve qu'aucun des faits allégués ne résiste à l'examen. Son examen critique est complété par un tableau des réactions de la presse, et de l'activité internationale des *Comités pour le contre-procès de Moscou*. Ce livre a eu une influence salutaire aux Etats-Unis.

Nous signalerons dans notre prochain numéro d'autres publications. Constatons pour l'instant qu'en France :

1^o le *Parti communiste* s'est contenté de ramassis d'injures et n'a même pas tenté de répondre à nos arguments et accusations ;

2^o le *Parti socialiste* n'a pas osé publier un article ou une brochure, tant les Blum et les Zyromsky sont déjà dominés par la crainte de la Guépéou.

Sommaire des deux numéros précédents

N° 1 — Octobre 1936

Résolutions de la Conférence pour la IV^e Internationale: Préface. La nouvelle montée révolutionnaire et les tâches de la IV^e Internationale. — La IV^e Internationale et l'U.R.S.S. — Le Bureau de Londres et la IV^e Internationale. — Sur la Conférence contre la guerre du Bureau de Londres. — La Jeunesse et la IV^e Internationale. — L'évolution de l'I.

C. du parti de la révolution mondiale en instrument de l'impérialisme. — Sur la situation du mouvement pour la IV^e Internationale aux Etats-Unis. — Aux travailleurs de l'Espagne et du monde entier. — Pour une campagne mondiale. — Règlement. — Le cas R. M. — Aux peuples coloniaux. — Les Etats-Unis d'Amérique.

N° 2 — Février 1937

Y a-t-il une reprise économique en France ? (*Moulin*). — Le Procès de Novosibirsk, préparation d'un procès plus important (S.). — Les avocats des assassins: Brandler et Thalheimer au travail (*Naville*). — La vie et la mort de Paul La-

fargue (*documents*). — Bonapartisme bourgeois et bonapartisme soviétique (*L. Trotsky*). — Qu'est-ce que l'objectivité historique ? (*L. Trotsky*). — Sur la question juive (*L. Trotsky*). — Documents du P.O.I.: Résolution sur le nouveau parti. Charte politique. Statuts.

Prix du numéro : 2, — fr.

Abonnements: 1 an 20 fr., 6 mois 10 fr.

ENVOYEZ VOTRE SOUSCRIPTION DES AUJOURD'HUI !

A nos lecteurs

Tous les lecteurs de *QUATRIEME INTERNATIONALE* doivent connaître la situation de notre revue. Le P.O.I. est pauvre. La revue doit donc trouver par elle-même les ressources nécessaires à une parution régulière.

Après la hausse récente, chaque numéro nous coûte 2.700 francs. Or, la vente au numéro ne rapporte qu'au bout d'un certain temps, les règlements se faisant le plus souvent à l'envoi du nouveau numéro. Il faut donc suppléer par de nombreux abonnements, et une souscription permanente.

Déjà, les deux premiers numéros ont été très bien accueillis. Une rédaction cohérente s'est mise au travail pour préparer les numéros suivants, et, avec l'aide de nos lecteurs, nous devons arriver à une parution mensuelle absolument régulière.

Résumons donc :

1°) Afin de ne pas paraître en retard, chaque numéro paraîtra le 15 de chaque mois. Afin de rétablir l'équilibre, ce n° 3 est daté Mars-Avril. Le n° 4 paraîtra le 15 mai.

2°) Nous demandons à chaque cellule du P.O.I. et du J.S.R. de désigner un responsable de la vente de la revue. Ce responsable devra se mettre en rapports directs avec l'administration. Les *responsables de vente* doivent régler chaque mois leur vente, et retourner les invendus.

3°) Nous demandons à tous les sympathisants, amis ou abonnés, qui pourraient diffuser 3, 4 ou 5 exemplaires autour d'eux de nous le faire savoir. Les exemplaires leur seraient envoyés en compte comme aux libraires.

4°) Nous insistons pour que les lecteurs au numéro *s'abonnent*.

5°) Nous ouvrons une *SOUSCRIPTION PERMANENTE*. Envoyez-y votre obole ! Versez au compte chèque-postal Naville 1333-80-Paris.

Notre revue est le seul organe marxiste qui existe actuellement en France. Nous attachons une importance énorme à sa parution régulière et nos amis doivent faire les sacrifices correspondants.

Nous avons déjà reçu de bons encouragements de Lyon, de Belgique, d'Algérie, de Strasbourg, etc...

Avec une parution régulière, nous parviendrons à améliorer aussi le contenu, à traiter un plus grand nombre de problèmes, à ouvrir une tribune de discussion. Le rôle de *QUATRIEME INTERNATIONALE* est considérable, car elle est la seule revue théorique de notre mouvement. Aidez-la, et communiquez-lui vos suggestions et critiques !



Par suite de l'étendue de certains articles dans ce numéro, nous avons dû remettre à plus tard la publication de la brochure de Trotsky sur « Le testament de Lénine ».

ERRATA

Un certain nombre de coquilles se sont glissées dans notre précédent numéro. Nous relevons ici les principales :

Page 22, colonne 2, ligne 19, il est écrit : « Est-ce que cette caractéristique précise du régime socialiste n'est pas en même temps la définition sociologique scienti-

fique du bonapartisme ? », alors qu'évidemment il faut lire : « ...cette caractéristique précise du régime staliniste ».

Page 14, 2^e colonne, ligne 13 (du bas), il est écrit : « quand on voit qu'il ne s'agissait pas d'une lutte pour le pouvoir... », alors qu'il faut lire : « quand on voit qu'il ne s'agissait que d'une lutte pour le pouvoir ».

PUBLICATIONS POPULAIRES

SERVICE DES LIVRES DU P. O. I. - 15, PASSAGE DUBAIL

Ouvrages de L. TROTSKY :

Cours nouveau (1923)	4,— frs.
Histoire de la Révolution russe (4 volumes)	90,— »
La nouvelle constitution de l'U.R.S.S. (1933)	1,— »
La défense de l'U.R.S.S. et l'opposition (1929)	3,— »
La Révolution trahie (1937) L'Internationale Communiste après Lénine (1928)	18,— »
La Révolution permanente ..	20,— »
La Révolution défigurée (1927)	15,— »
Défense du Terrorisme	7,— »
Ma Vie (3 volumes)	49,50 »
Ma Vie (édit. abrégée) ...	5,— »
Où va la France? (1936) ..	7,— »
Vie de Lénine (Tome I)	18,— »
Problèmes de la Révolution allemande (1931)	3,— »
Problèmes de la guerre civile.	1,50 »
La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov ..	3,— »
L. Sedov: Livre Rouge sur le Procès de Moscou	4,— frs.
F. Adler: Un procès en sorcellerie	3,— »
Victor-Serge: De Lénine à Staline	10,— »
Victor-Serge: L'An I de la Révolution russe	25,— »
Victor-Serge: Destin d'une révolution	18,— »

A. Rosmer: Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre	40,— »
Thèses, Manifestes et Résolutions des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste	20,— »
A. Gide: Retour de l'U.R.S.S.	6,— »
Lénine: L'Etat et la Révolution	4,— »
La Lutte des Classes: année 1930	30,— »
— année 1928	30,— »
— année 1934	10,— »
Cl. Naville: André Gide et le Communisme	5,— »
Victor-Serge: Seize fusillés ..	2,— »
Lénine: K. Marx et sa doctrine ..	2,—
F. Adler: Encore un procès en sorcellerie	0,25
(par 10 exemplaires)	2,—
— La seule voie	2,—
Féd. des Techniciens: Les nationalisations	1,—
Qu'est-ce que l'opposition communiste de gauche? (1932) ..	2,—

En langue anglaise :

Max Shachtman : Behind the Moscow Trials	5,—
L. Trotsky: Lessons of October ..	8,—

En langue allemande :

L. Sedov: Rotbuch über den Moskauer Prozess	5,—
Frantz Heller: Für die Arbeiter-Revolution in Spanien	3,50
Féd. des Techniciens : Memento du délégué d'Entreprises	2,—

Toutes les commandes au compte-chèque-postal Naville 1333-80 PARIS.

